

---

# Conseil consultatif fédéral-provincial-territorial de la politique statistique

---

Les 3 et 4 mai 2001  
Ottawa (Ontario)



10F0011XPF  
2001  
C. 2

---

**PROCÈS-VERBAL**

**CONSEIL CONSULTATIF FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL  
DE LA POLITIQUE STATISTIQUE**

---

Réunion des 3 et 4 mai 2001

---

Ottawa (Ontario)

---

## TABLE DES MATIÈRES

### Procès-verbal de la réunion des 3 et 4 mai 2001

1.	Mot d'ouverture .....	1
2.	Réalisations et priorités .....	1
3.	Rapports des provinces et des territoires .....	4
4.	Programme de la statistique sociale, des institutions et du travail.....	4
5.	Études analytiques et comptes nationaux .....	8
6.	Statistiques du commerce et des entreprises .....	9
7.	Communications et opérations.....	12
8.	Indicateurs et mesures du rendement – rôle et participation des organismes statistiques .....	13
9.	Systèmes électroniques de gestion des données – nouveaux systèmes en cours d'élaboration.....	14
10.	Publications électroniques et Programme de services de dépôt – le défi de tenir à jour les bibliothèques statistiques .....	15
11.	Autres questions .....	15
12.	Nomination des membres du Comité de programme .....	16

## ANNEXES

I.	Liste des coordonnateurs et des participants .....	17
II.	Ordre du jour .....	23
III.	Rapports des provinces et des territoires .....	29
	Alberta .....	31
	Colombie-Britannique .....	37
	Île-du-Prince-Édouard .....	45
	Manitoba .....	47
	Nouveau-Brunswick .....	49
	Nouvelle-Écosse .....	53
	Nunavut .....	61
	Ontario .....	65
	Québec .....	67
	Saskatchewan .....	75
	Terre-Neuve .....	77
	Territoires du Nord-Ouest .....	81
	Yukon .....	85
IV.	Rapports des comités fédéraux-provinciaux-territoriaux .....	91
	Comptes économiques provinciaux .....	93
	Conseil de la statistique de l'état civil au Canada .....	95
	Démographie .....	97
	Diffusion des données .....	99
	Recensement de la population .....	103
	Statistique agricole .....	111
	Statistique des administrations publiques .....	113
	Statistique des entreprises .....	115
	Statistique des minéraux .....	123
	Statistique des transports .....	125
	Statistique du travail .....	127
	Statistique sociale .....	129
V.	Suivi des questions découlant de la réunion .....	133



CONSEIL CONSULTATIF FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL  
DE LA POLITIQUE STATISTIQUE

PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DES 3 ET 4 MAI 2001

## 1. Mot d'ouverture

Le président du Conseil, M. Ivan Fellegi, souhaite la bienvenue aux coordonnateurs statistiques participants. Il note la présence de deux nouveaux coordonnateurs : Mme Kathy Wyrwas, du Nouveau-Brunswick, et M. Paul Harris du Yukon. À la table des représentants de Statistique Canada (SC), M. Fellegi annonce la retraite de deux statisticiens en chef adjoints, MM. Stewart Wells et Yvon Goulet.

## 2. Réalisations et priorités

M. Fellegi mentionne qu'aucun changement significatif n'est survenu depuis l'édition du dernier numéro spécial d' *@StatCan* (auparavant *Scan*). Au moment de la rédaction du bulletin, on s'inquiétait pour le recensement et tout particulièrement pour la question de la fièvre aphteuse dans le milieu rural. SC avait préparé un plan de contingence, et heureusement tout s'est bien déroulé.

M. Fellegi invite les participants à poser leurs questions.

### Questions

**Q1 :** *Le coordonnateur statistique de la Saskatchewan demande des détails à propos de la collecte des données du recensement 2001 sous forme électronique.*

M. Fellegi explique qu'une expérimentation a lieu à Crowfoot en Alberta et à London en Ontario. Dans ces municipalités, SC propose aux répondants de remplir leur questionnaire par voie électronique. Ailleurs au Canada, Internet demeurerait une option disponible sur demande en autant que le répondant avait en main un questionnaire et son numéro de référence de façon à éviter le double compte.

En 2001, SC n'encourage pas les Canadiens à remplir leur questionnaire électroniquement pour des raisons de logistique. Lorsque cette possibilité a été envisagée, il y a trois ans, le Bureau ne pensait pas que les gens seraient prêts en si grand nombre à transmettre de l'information personnelle par le biais d'Internet.

La technologie utilisée à SC se développe au fil du temps. Étant donné que SC ne peut pas demander aux répondants de payer 20 \$ pour un logiciel de transmission qui leur permettrait de remplir leur questionnaire de recensement, il faut donc offrir ce logiciel à télécharger sur le Web, ce qui prend plus de temps. À cet effet, M. Fellegi suggère d'inclure les coordonnateurs statistiques dans l'essai réel auquel participe le personnel de SC.

**Q2 :** *Le coordonnateur statistique de l'Île-du-Prince-Édouard demande si la question du recensement de 1911 a progressé depuis l'année dernière. Il se demande s'il est exact qu'il n'y avait aucune législation en place pour ce recensement.*

M. Fellegi explique qu'un décret en 1906 a rendu les réponses au recensement confidentielles en vertu de la loi. Plusieurs arguments juridiques questionnent la durée de cette notion de confidentialité. SC a reçu quelques avis juridiques qui disaient que l'obligation tenait sans égard au nombre d'années. Il existe maintenant des doutes à ce sujet. Néanmoins, lors des collectes en 1906 et en 1911, les intervieweurs devaient indiquer aux répondants que l'information était confidentielle. Cela a changé avec la *Loi sur la statistique de 1918*, donc pour le recensement de 1921 et les

suyvants. La législation mentionne clairement que les données sont confidentielles et ce sans limite de temps.

La *Loi sur l'accès à l'information et la protection des renseignements* aborde le problème sous deux aspects très différents : d'une part le droit des généalogistes et historiens à consulter l'information; de l'autre, le respect de la vie privée et le droit à la confidentialité, conformément à ce qui a été promis. Dans ce sens, une étude complète de la question est en cours.

**Q3 :** *Le coordonnateur statistique du Manitoba demande un aperçu des travaux du groupe de travail qui tente de mettre sur pied une **base de données en environnement** et le lien, s'il en existe un, avec le travail sur les indicateurs effectué à la Table ronde nationale.*

M. Fellegi précise que les travaux poursuivent leur cours.

D'une part, la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, mise sur pied depuis un certain temps, a effectué une consultation auprès des partenaires en environnement et en économie. M. Paul Martin leur a demandé de dresser un ensemble d'indicateurs mesurables du développement durable pour évaluer où nous en sommes entre les dommages faits à l'environnement et le développement de l'économie, puis d'établir une sorte de durabilité de tels facteurs à plus long terme. M. Fellegi propose de partager des documents sur le cadre conceptuel pour les indicateurs basés sur les données existantes dans plusieurs domaines de l'environnement – l'eau, l'air, les ressources renouvelables, les ressources non renouvelables, etc.

D'autre part, le ministère de l'Environnement a aussi constitué le Groupe de travail sur le Système canadien d'information pour l'environnement qui étudie la question de l'environnement, mais d'un angle différent, soit la santé. M. Fellegi est l'un des quelque vingt membres du groupe qui vient tout juste de déposer un rapport provisoire.

**Q4 :** *Le coordonnateur statistique des Territoires du Nord-Ouest se demande si la question du **fardeau de réponses** devenait davantage un problème pour les enquêtes- entreprises comme conséquence du Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP).*

M. George Andrusiak explique que le fardeau de réponses est resté sensiblement le même, mais les entreprises sont plus difficiles qu'avant à rejoindre, en bonne partie à cause de l'utilisation de plus en plus grande des boîtes vocales et de l'identification du demandeur.

Une révision des questionnaires auprès des entreprises à SC a entraîné de nombreux changements de conception et de contenu. Ces modifications en cours devraient réduire le fardeau des plus petites entreprises et augmenter l'utilisation des données fiscales et du renouvellement de l'échantillon.

**Q5 :** *Le coordonnateur statistique de la Nouvelle-Écosse se demande s'il existe un problème de **fardeau de réponses** dans les enquêtes-ménages.*

M. Michael Wolfson confirme qu'une légère baisse dans les taux de réponses a commencé à se faire sentir depuis les 18 derniers mois. Il y a un peu plus à faire maintenant pour convaincre les gens qu'une enquête est nécessaire. Même si cela n'est pas inquiétant, il faut certainement demeurer vigilant.



*Q6 : Le coordonnateur statistique du Québec questionne les autres coordonnateurs statistiques sur leurs expériences avec les **campagnes de notoriété du recensement**.*

Malgré qu'il soit trop tôt pour évaluer globalement les résultats des campagnes, M. Fellegi mentionne que d'un point de vue subjectif le recensement se porte bien. Le coordonnateur statistique du Québec exprime sa satisfaction face au soutien que sa province a apporté au recensement.

*Q7 : Le coordonnateur statistique de la Nouvelle-Écosse aimerait savoir comment SC perçoit le rôle des bureaux des coordonnateurs statistiques dans la création des centres de données de recherche.*

M. Fellegi explique que la motivation de la création de tels centres réside principalement dans l'avènement des enquêtes longitudinales, lesquelles rendent plus difficile la production de fichiers de micro-données à grande diffusion. SC a jugé important de donner aux chercheurs un accès complet aux enregistrements de micro-données confidentielles. Les centres de données de recherche (CDR) permettent aux chercheurs d'effectuer des régressions et des analyses de données approfondies en utilisant des micro-données dans un environnement sécurisé selon les politiques et procédures de SC. Les chercheurs doivent répondre aux exigences d'évaluation par les pairs du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. En ce qui concerne le rôle que peuvent jouer les coordonnateurs statistiques, il se résume à tout ce qui peut s'inscrire dans ces règles.

M. Fellegi précise les différences entre l'Initiative de démocratisation des données (IDD) et les CDR. L'IDD est un consortium qui offre aux chercheurs dans les universités un accès aux données non confidentielles par le biais de leur bibliothèque. Ce programme fonctionne avec les mêmes règles que tous les autres programmes de diffusion de SC. Les efforts investis sont payés par la communauté des membres de l'IDD par le biais d'une contribution annuelle.

*Q8 : Le coordonnateur statistique de la Colombie-Britannique demande si les coordonnateurs statistiques peuvent savoir **quelles propositions sont acceptées par les centres de données de recherche**.*

M. Fellegi rassure le Conseil sur le fait que cette information relève certainement du domaine public même si le mécanisme n'en est pas encore précisé.

*Q9 : Le coordonnateur statistique de la Colombie-Britannique aimerait obtenir plus de détails sur le projet d'un **Institut de recherche économique**, particulièrement sur les partenaires, le financement et les motivations.*

M. Fellegi précise qu'aucune influence extérieure n'est à l'origine de la création d'un tel institut quoiqu'il y ait eu l'expression d'un certain intérêt. La problématique de la confidentialité est différente dans le cas des données sur les entreprises. Il est plus facile de savoir qui est qui en regardant la distribution. Il y a une valeur économique rattachée aux données sur les entreprises, ce qui n'est pas le cas pour les données sociales. Certaines mesures de protection additionnelle s'imposent.

*Q10 : De nouveau sur la question des CDR, le coordonnateur statistique de Terre-Neuve demande comment SC entrevoit le rôle d'un **organisme statistique provincial** dans le cas où ce dernier s'engagerait avec une université dans une démarche de développement d'un **CDR**.*

M. Fellegi rappelle que la création des CDR est une initiative récente, et qu'en fait un seul centre à ce jour est ouvert. Le fait d'avoir de tels centres dans les universités renforce l'aspect de la recherche. Actuellement, le Statisticien en chef serait peu enclin à ouvrir un tel centre en dehors d'une université ou d'un bureau appartenant à SC parce que cela soulèverait inévitablement un débat. Pour les quatre premières années du programme, le financement des six universités choisies est assuré par la Fondation canadienne pour l'innovation. Développement des ressources humaines Canada a décidé de financer trois autres universités dans lesquelles des chercheurs se consacrent à des travaux d'un intérêt particulier pour SC. Finalement, si le gouvernement terre-neuvien ou l'organisme statistique veut financer un tel centre dans une université, le Bureau serait disposé à donner son accord, mais si ce centre doit se trouver en dehors des murs d'une université, il faudra attendre quelques années pour voir la faisabilité d'un tel projet.

**Q11** : Le coordonnateur de l'Ontario demande si l'initiative du Gouvernement en direct aura des répercussions sur la **politique de recouvrement des coûts** de SC.

M. Fellegi indique que si les données devaient se trouver gratuitement sur Internet, il faudrait une compensation financière d'environ 11 millions de dollars, uniquement pour éponger la perte de revenus. Une proposition faite dans ce sens a été refusée lors du processus de révision. La politique de recouvrement des coûts du Gouvernement en direct restera donc la même.

### 3. Rapports des provinces et des territoires

Chacun des coordonnateurs statistiques présente le rapport d'activité de sa province ou de son territoire. Les rapports figurent en annexe II.

Le coordonnateur statistique du Québec a accepté de distribuer aux autres coordonnateurs le plan d'affaires du Québec s'il n'est pas déjà disponible sur le site Internet de l'Institut<sup>1</sup>.

Le coordonnateur statistique des Territoires du Nord-Ouest aimerait voir s'implanter un quelconque mécanisme de coopération entre SC et les bureaux provinciaux de la statistique afin de rendre certaines enquêtes plus concrètes et représentatives de la réalité dans les régions. Le coordonnateur statistique du Québec cite en exemples les statistiques de l'investissement et les comptes nationaux.

### 4. Programme de la statistique sociale, des institutions et du travail (Mike Sheridan)

#### Projet de recherche sur les politiques (PRP)<sup>2</sup>

Plusieurs projets présentés au Cabinet dans le but d'obtenir du financement comprenaient un cadre d'évaluation reposant sur une approche statistique. Un montant de 20 millions de dollars a été inclus dans le budget de base de SC pour la présente année financière, et peut-être pour les cinq prochaines années. Le Bureau va réévaluer point par point les projets pour lequel ce financement a été accordé afin de déterminer s'ils ont respecté leurs engagements, ont contribué à la recherche

<sup>1</sup> Le plan d'affaires du Québec est disponible en français seulement à l'adresse [http://www.stat.gouv.qc.ca/organisa/plan\\_aff.pdf](http://www.stat.gouv.qc.ca/organisa/plan_aff.pdf).

<sup>2</sup> Le PRP a pour but de bâtir une base solide de connaissances afin de faire face aux enjeux politiques complexes auxquels sera confronté le Canada dans les années à venir. Il y a trois objectifs principaux : 1) faire progresser l'étendue des connaissances; 2) établir une solide capacité de recherche; 3) promouvoir un esprit de communauté au sein des chercheurs et analystes.



sur les politiques à proprement parler et ont réellement fait avancer la cause des quatre grands critères établis par le groupe de recherche de données sur les politiques, à savoir la croissance économique, le développement des ressources humaines, la mondialisation et la société et l'économie axées sur le savoir.

Environ 85 % des projets identifiés comme étant des lacunes statistiques avaient été préparés et présentés au Comité permanent des sous-ministres par le Statisticien en chef. Il y a eu d'importants succès en matière de produits et le principal chambardement a certainement été le retour de l'Enquête sociale générale sur un cycle annuel. Dans le cadre du projet de recherche sur les politiques, SC a diffusé le cycle 13 de l'enquête qui porte sur la victimisation, puis le cycle 14, sur l'utilisation d'Internet et sur la ligne de partage entre les utilisateurs et les non-utilisateurs. Le cycle 15 sera consacré à la famille et le cycle 16, au vieillissement de la population.

Le financement de 20 millions de dollars a aussi été accordé pour soutenir le travail permanent, c'est-à-dire la recherche de services votés. Par exemple, le programme de la statistique environnementale est largement tributaire du projet de recherche sur les politiques, tout comme bon nombre d'enquêtes sur les employeurs et les employés, sur le commerce électronique et sur l'éducation.

Bientôt, il faudra clarifier les règles de financement en ce qui concerne la recherche sur les politiques. Actuellement, il y a trois principaux partenaires : SC, le Bureau du Conseil privé et le ministère des Finances. Il s'agit de trois groupes de financement, pour lesquels il faut rendre des comptes et faire preuve de transparence. Le processus demeure intéressant parce qu'il répond aux besoins ponctuels en proposant un financement échelonné sur plusieurs années.

### **Initiative du secteur bénévole**

Les objectifs de base de l'Initiative du secteur bénévole (ISB), tels qu'identifiés lors du dernier discours du Trône et dans le Livre rouge, sont principalement de modeler et développer de nouvelles relations avec le secteur bénévole, de renforcer la capacité du secteur et d'en améliorer le cadre de réglementation. Un groupe de neuf sous-ministres, dirigés par la ministre Robillard et supportés par leurs homologues provinciaux, ont poussé la question au gouvernement et au Cabinet.

L'ISB a reçu une allocation de 94,6 millions de dollars pour les cinq prochaines années, dont la majorité sera consacrée à 26 questions préoccupantes. Une autre portion du financement, environ 18 millions de dollars, sera destinée au plan de recherche, particulièrement au développement de la capacité, à la recherche et à l'information sur ce que fait le secteur et comment il le fait.

SC sera impliqué dans cette initiative de différentes façons. Grâce à un apport de 6,5 millions de dollars étalé sur les cinq prochaines années, le Bureau entreprendra l'Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation et bâtira un compte satellite pour permettre de comprendre l'étendue du secteur bénévole. À la suite d'une question du coordonnateur statistique de la Saskatchewan, il est précisé que le financement comprend la diffusion de données à l'échelle provinciale.

Finalement, un bon nombre de préoccupations subsistent à propos de la réforme réglementaire. L'Agence des douanes et du revenu examine des façons d'améliorer certains aspects, comme par exemple réduire les formules d'impôt pour les dons de charité ou préparer les lignes directrices pour les entreprises qui peuvent légalement émettre des reçus pour les dons de charité. Le ministère de la Justice quant à lui étudie la question de la responsabilité légale des administrateurs et de la gestion des risques.

## Recensement de 2006

Certains enjeux concernant la vie privée ont émergé dans les années 80 et sont toujours présents. Le Commissaire à la vie privée demeure préoccupé par la méthode de collecte du recensement, plus particulièrement par le fait que les recenseurs conservent temporairement chez eux les formulaires complétés par les résidents de leur quartier et ont ainsi accès à des renseignements personnels. Il faudra donc apporter des changements à cette pratique.

L'Agence canadienne des douanes et du revenu a été un excellent partenaire dans la saisie de données, tant du point de vue de la confidentialité que de l'analyse de rentabilisation. Cependant, avec l'arrivée des formulaires d'impôt électroniques, la capacité de l'Agence à saisir les données du recensement diminue au point que cela pourrait occasionner des problèmes pour le recensement de 2006. L'initiative du Gouvernement en direct et les attentes du public canadien vont fondamentalement changer la relation que le Bureau entretient avec la population d'ici 2006.

Un autre problème se pose également : le recrutement d'une main-d'œuvre décentralisée sur un territoire de 96 millions de kilomètres carrés qui compte une population de 31 millions est aussi sur la table. Même si nous avons le meilleur coût par ménage de recensement parmi tous les organismes statistiques du monde, le taux de rémunération de nos intervieweurs n'a pas augmenté au même rythme que la complexité de la tâche.

La rapidité de diffusion des données a toujours été au cœur des préoccupations du recensement. Il y a beaucoup de place à amélioration dans ce domaine et le défi pour le recensement de 2006 est d'en arriver à publier les données au cours de l'année de la collecte. Pour y arriver, nous devons franchir quelques étapes :

- les systèmes devront être développés et testés d'ici 2003
- une répétition générale devrait se tenir en 2004
- les derniers ajustements devront être apportés en 2006

De plus, les plans pour 2006 comprennent :

- l'élaboration d'un registre d'adresses (qui a débuté en 2001)
- la résolution des questions reliées à la vie privée
- le développement d'une version numérique du questionnaire
- la saisie, la révision et le suivi téléphonique centralisés
- Un objectif provisoire de 25 % à 30 % de formulaires remplis par Internet
- l'intégration possible du Recensement de l'agriculture avec le Recensement de la population

M. Sheridan conclut en mentionnant que SC fait face à des défis sérieux qui modèleront le domaine de la statistique des établissements sociaux dans les années à venir.

Le coordonnateur statistique de l'Île-du-Prince-Édouard demande s'il existe un document de planification que les coordonnateurs statistiques pourraient utiliser pour commenter les développements du recensement de 2006. M. Sheridan accepte de distribuer des copies du plan d'affaires aux coordonnateurs.

## Recensement de 2001

Après avoir mentionné que le recensement de 2001 est en voie de se réaliser, M. Sheridan souligne le soutien reçu par les provinces et les territoires et invite les participants à soumettre leurs questions.



Le coordonnateur statistique de la Nouvelle-Écosse commente positivement la réalisation d'une étude sur le sous-dénombrement et le fait que l'on ait impliqué les coordonnateurs statistiques à un certain moment. Il aimerait que l'expérience se répète, mais un peu plus tôt dans le processus de façon à offrir un meilleur soutien.

Le coordonnateur statistique de la Saskatchewan demande s'il y aura du financement accordé à l'Initiative du secteur bénévole pour la diffusion des données provinciales. M. Sheridan mentionne que les coûts liés à l'information ont été pris en considération tant dans l'enquête que dans les projets de compte satellite.

Le coordonnateur statistique de la Saskatchewan demande si SC peut prévoir le nombre de refus de remplir le formulaire de recensement de 2001 dans les réserves indiennes. M. Sheridan mentionne qu'il est encore trop tôt pour savoir. Néanmoins, SC a travaillé très étroitement avec l'Assemblée des Premières Nations et les organisations nationales des Métis de même qu'avec les groupes hors réserves afin d'obtenir tout le soutien nécessaire. Plusieurs ententes ont été signées avec les peuples des Premières Nations spécifiquement sur cette question. Des discussions ont eu lieu avec Matthew Coon Come et plusieurs chefs des Premières Nations. Lors des démarches préliminaires pour la proposition de la création d'un institut statistique des Premières Nations, SC a eu aussi beaucoup d'échanges avec les Premières Nations. Un dénombrement anticipé effectué à Burnt Church au Nouveau-Brunswick s'est bien déroulé et on peut y voir un vote de confiance pour le recensement.

### **Remaniement de l'Enquête sur la population active**

Grâce à de nombreuses consultations, un document est présentement en préparation. Au cours de la prochaine rencontre du Comité fédéral-provincial-territorial de la statistique du travail, il pourrait y avoir des discussions sur le remaniement de cette enquête.

### **Questions**

**Q1 :** *Le coordonnateur statistique de la Colombie-Britannique aimerait une mise à jour sur le projet de **transition du Programme des données régionales et administratives vers un programme subventionné.***

M. Sheridan précise qu'une proposition de financer l'accès aux données régionales a été déposée dans le cadre de l'initiative du Gouvernement en direct. Il nous faut attendre la décision.

**Q2 :** *Le coordonnateur statistique des Territoires du Nord-Ouest aimerait une mise à jour sur **la troisième enquête micro-donnée, sur la diversité ethnique.***

M. Sheridan explique que l'idée d'élaborer une telle enquête vient de l'inclusion de la question sur l'origine ethnique. Un groupe consultatif a été formé et une première ébauche de questionnaire a été élaborée comprenant cinq ou six modules couvrant l'engagement communautaire, l'importance de l'origine, le soutien social du groupe culturel ou ethnique, le contact avec les racines à l'extérieur du Canada, etc. Peut-être qu'il y aura plus d'éléments de discussion disponibles lors de la réunion du Comité sur la statistique sociale qui se tiendra en juin.

**Q3 : Le coordonnateur statistique de l'Alberta aimerait des précisions sur l'Institut statistique des Premières Nations.**

M. Doug Norris mentionne que des discussions ont présentement lieu concernant la création d'un tel institut, mais sa nature exacte et ses fonctions ne sont pas encore déterminées. L'idée est d'avoir un point de contact avec les Premières Nations, ce qui permettrait une meilleure couverture lors des enquêtes et des données plus fidèles. L'institut jouerait également un rôle important au moment de la diffusion des données dans ces communautés.

M. Fellegi ajoute que pour aller de l'avant, SC considèrera deux principes majeurs : le premier est que toute l'information recueillie par le nouvel institut devra faire partie du domaine public; le second est que les Premières Nations doivent reconnaître le mandat de SC de recueillir des données d'enquête nationale. Du côté opérationnel, puisque cet institut sera à but non lucratif, le conseil de direction devra être formé de directeurs et du Statisticien en chef. Cet institut serait instauré sous un cadre législatif fédéral.

Le coordonnateur statistique du Québec demande à ce que les organismes statistiques et gouvernements provinciaux soient impliqués le plus tôt possible dans ce processus.

**Q4 : Le coordonnateur statistique du Manitoba exprime son inquiétude concernant la prolifération d'instituts de la statistique dans différents domaines (marché du travail, éducation, justice, santé) et le risque de perdre l'accès aux données à la suite d'entente de partenariat. Il cite en exemple la décision de SC concernant l'accès aux données de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC).**

M. Fellegi rappelle au coordonnateur que tous les instituts, sauf celui des Premières Nations, étaient auparavant des divisions de SC. Le changement de noms s'est imposé en réaction aux revendications de plusieurs juridictions. Le degré d'implication des provinces est laissé à leur discrétion et SC s'est engagé à collaborer selon les règles avec tous les partenaires.

M. Fellegi explique aussi que la décision de diffuser les données de l'Enquête sur la santé des collectivités canadiennes aux ministères de la santé permettait de réduire la liste d'autorisations et ainsi de tenir compte de la question de la vie privée. Toutefois, si les gouvernements provinciaux espèrent nommer le coordonnateur statistique, il s'agit de leur décision. M. Sheridan ajoute qu'une discussion sur l'ESCC est prévue lors de la rencontre du Comité sur la statistique sociale.

M. Fellegi accepte de fournir au coordonnateur statistique de la Saskatchewan des explications sur la décision d'accorder au ministère de la Santé de sa province l'accès aux données sur la santé.

## **5. Études analytiques et comptes nationaux (Karen Wilson)**

À compter du 31 mai, les comptes nationaux adopteront l'Indice de volume en chaîne Fisher comme mesure du produit intérieur brut (en remplacement de l'ancienne mesure de type Laspeyres).

Cet indice devrait donner une meilleure mesure selon la province et dans les cas où il existe des changements de prix relatifs parce qu'il met à jour la pondération que l'on utilise le plus souvent. Cela est très important pour les provinces dont le vecteur de production dépend davantage de marchandises particulières. L'indice va aussi permettre un meilleur classement des taux de croissance parmi les provinces. L'indice n'est pas additif, mais il est possible de faire des versions de taux de croissance additifs en combinant des tableaux de contributions aux changements qui eux



le sont. Il est aussi possible, à l'aide de la formule Fisher, d'obtenir des taux de croissance additifs. Cette formule sera envoyée et expliquée aux coordonnateurs statistiques.

Pour le moment, les échéanciers de la conversion sont les suivants : les estimations nationales depuis 1992 seront diffusées le 31 mai 2001 avec l'Indice de volume en chaîne Fisher, puis celles de 1961 à 1981 le seront au cours de la prochaine année. À l'automne, l'année de base des comptes économiques provinciaux sera changée à 1997, depuis 1992. L'ancienne mesure Laspeyres rebasée à 1997 sera disponible aussi longtemps que les gens en auront besoin pour la transition et pour comprendre la nouvelle mesure. Les comptes provinciaux seront convertis à la mesure de volume en chaîne Fisher à l'automne suivant, soit en 2002. En mai 2001, le concept du prix de base remplacera aussi celui du coût des facteurs dans les estimations des comptes nationaux des revenus et dépenses. Ce changement se fera à l'automne 2001 pour les comptes provinciaux des revenus et des dépenses et pour les estimations du produit intérieur brut par industrie.

Le coordonnateur statistique de l'Ontario s'inquiète du fait que la composante nationale passe à l'indice Fisher un an plus tôt que la composante provinciale et se demande si cela ne créera pas de l'inconsistance dans les données. Mme Wilson rassure M. Emmet Weatherhead sur cette question et explique que le principal avantage de l'indice Fisher est celui de l'élimination des révisions grâce à la mise à jour automatique de la base de pondération. Le problème pour les comptes provinciaux avec l'indice Fisher est celui de l'inventaire (ou des stocks). Cela devient un peu plus difficile parce qu'il faut travailler à partir des stocks vers les flux, alors qu'au niveau provincial, la division a toujours travaillé avec les flux et le partage des flux.

Sur la question des stocks, le coordonnateur statistique de la Saskatchewan mentionne que c'est un réel problème avec les agriculteurs dans sa province parce que la variation des stocks est énorme. Il précise cependant que la province pourrait fournir de l'information sur les stocks sur une base trimestrielle pour aider à solutionner cet aspect. M. McMahon aimerait aussi que les Comptes nationaux accordent un peu de temps aux coordonnateurs pour examiner les données avant la diffusion.

Une note paraîtra dans *Le Quotidien* du 4 mai 2001 sur ce changement. Il existe aussi un site Web sur la question. Il y aura aussi plus de renseignements et des discussions sur l'Indice de volume en chaîne Fisher lors de la rencontre du Comité fédéral-provincial-territorial des comptes économiques provinciaux en novembre 2001. De plus, des séminaires sont offerts dans les régions.

Le coordonnateur statistique des Territoires du Nord-Ouest demande une mise à jour sur le statut du vecteur des employés pour les tableaux provinciaux des entrées-sorties. M. Kishori Lal explique que les vecteurs devaient être publiés en décembre, mais cette diffusion a dû être reportée. Les vecteurs seront disponibles environ un mois après la diffusion des données nationales. Cela sera discuté plus à fond avec les coordonnateurs statistiques.

## **6. Statistiques du commerce et des entreprises (George Andrusiak et Philip Smith)**

### **Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP)**

Le PASEP est maintenant essentiellement complété et les changements au programme ont été intégrés dans la structure de base de SC. De nouvelles enquêtes ont été ajoutées et des enquêtes existantes ont été améliorées. Toutefois, le temps de production des enquêtes annuelles a besoin



d'être réduit pour atteindre l'objectif de diffusion des données en moins de 15 mois après l'année de référence. L'intérêt majeur pour les provinces et les territoires est l'accès aux données fiscales, et M. Richard Barnabé les a renseignés à ce sujet sur une base régulière. Le projet de la loi de 2000 modifiant l'impôt sur le revenu est passé en deuxième lecture le 23 avril, puis il a été référé au Comité permanent des finances. Si tout va bien, l'adoption devrait se faire entre juillet et septembre. Pour ceux et celles intéressés à en savoir davantage sur la question, il est suggéré de visiter le site Internet sur le projet de loi C-22

([http://www.parl.gc.ca/37/1/parlbus/chambus/house/bills/government/C-22/C-22\\_1/90144b1-47E.html](http://www.parl.gc.ca/37/1/parlbus/chambus/house/bills/government/C-22/C-22_1/90144b1-47E.html)).

## **Capacité et production analytiques**

M. Philip Smith explique que SC déploie actuellement de nombreux efforts pour accroître la capacité analytique et la production d'analyses dans le domaine du commerce et des entreprises. Il existe maintenant une richesse de nouvelles données-entreprises grâce au PASEP et à d'autres initiatives récentes, incluant l'expansion majeure de bases de données fiscales. SC doit maintenant se concentrer davantage sur l'extraction du contenu informatif.

La priorité sera mise d'abord sur notre capacité interne, et pour arriver à la développer, le secteur a mis en place des équipes de travail chargées de se pencher sur la globalisation et sur le Canada rural. Sur la globalisation, le chef d'équipe, M. Yvan Gervais, prépare actuellement un document cadre qui sera disponible sous peu. Les thèmes couverts seront, entre autres, la structure, les marchés et le commerce. En ce qui concerne le Canada rural, une conférence a eu lieu à Alfred (Ontario) à l'automne dernier. Plus de 25 rapports de recherche y ont été présentés et un compendium sera publié cet automne.

Des progrès technologiques majeurs ont eu lieu dans le domaine de la gestion de l'information au cours des dernières années et il est évident que l'on peut faire beaucoup plus avec les micro-données. Les CDR dans les universités à travers le pays permettront aussi à de nombreux chercheurs universitaires de travailler avec les micro-données de la composante des ménages. De plus, l'Initiative de démocratisation des données a grandement aidé les universitaires à accéder aux nouvelles sources de données non confidentielles.

Le Bureau aimerait faciliter davantage les analyses basées sur les micro-données de la composante des entreprises. SC a donc exploré l'idée de créer à Ottawa un CDR consacré à l'analyse microéconomique afin d'accorder aux chercheurs qualifiés l'accès au bureau central de SC comme s'ils étaient des personnes réputées être employées de SC. Force est d'admettre que les enjeux d'un tel centre sont différents de ceux d'un centre de données sur les ménages. Par exemple, des entreprises visées pourraient cesser de répondre aux enquêtes de SC. Les grandes entreprises en particulier fournissent des informations continuellement; elles sont toujours dans les échantillonnages et SC ne peut se permettre de risquer les relations de coopération établies avec elles. Après mûres réflexions, le Bureau a décidé de rejeter l'idée de CDR en microéconomie pour le moment.

Néanmoins SC est toujours à la recherche d'idées pour accroître la collaboration avec les chercheurs externes. Pour l'instant, on se concentre à bâtir une coopération de recherche plus solide avec les autres ministères fédéraux, mais il serait aussi utile d'étendre ce partenariat aux organismes et ministères provinciaux.

En vertu de la *Loi sur la statistique*, le Bureau peut demander le concours de chercheurs qui ne sont pas à son emploi, s'ils prêtent serment comme des personnes réputées être employées de SC.

Lorsqu'un chercheur est intéressé dans un tel contexte d'effectuer une recherche qui s'insère dans le mandat de SC, une proposition formelle est rédigée et examinée. Si la proposition réussit l'examen, une entente est signée entre les parties. Le chercheur effectue alors sa recherche sous la supervision de SC et doit produire un document de recherche qui sera publié par le Bureau. Ce document doit éviter de se porter à la défense de politiques tout comme ceux produits par SC. Le chercheur peut aussi rédiger un second rapport, celui-ci pour diffusion externe, basé sur les mêmes résultats de recherche, et ce dernier peut soutenir une politique dans la mesure où il n'est pas attribué à SC.

M. Smith termine en précisant que la question du financement de telles collaborations de recherche reste à régler sur une base individuelle. SC ne peut pas couvrir l'ensemble des coûts pour les chercheurs, les locaux, les ordinateurs, le soutien technique, la gestion des activités et le développement des bases de données. Toutefois, selon les particularités d'un projet de recherche, son rôle par rapport au programme de SC et d'autres facteurs, les coûts de certains projets peuvent être partagés.

En réponse à la question du coordonnateur statistique de l'Île-du-Prince-Édouard, M. Fellegi mentionne qu'il pourrait y avoir des ententes particulières avec les provinces pour que certaines recherches aient lieu à distance à certaines conditions et dans la mesure où le chercheur viendrait à Ottawa dans un premier temps pour se familiariser avec la base de données, laquelle est souvent très complexe.

### **Fardeau de réponse**

M. Andrusiak mentionne que le Secteur de la statistique du commerce et des entreprises progresse dans la réduction du fardeau de réponse. En matière de couverture, un examen complet de toutes les enquêtes-entreprises a entraîné l'élimination d'enquêtes au profit de l'utilisation de données fiscales. Pour le contenu, les efforts déployés ont permis de réduire la longueur et la complexité des questionnaires.

Dans ces circonstances, SC a cru bon engager un consultant, qui lui a fait une douzaine de recommandations. Entre autres, il a suggéré de développer des liens plus étroits avec les grandes compagnies, en plus de l'actuel Programme de gestionnaires des fournisseurs clés. Le consultant a suggéré que le contact soit établi entre les cadres supérieurs des compagnies et ceux de SC.

Une autre suggestion était de faire coïncider l'envoi de questionnaires avec la fin de l'année financière, au moment où les entreprises ferment leur livre et ont l'information sous les yeux.

### **Confidentialité**

M. George Beelen, directeur de la Division de la statistique sur les entreprises, a préparé une courte note concernant les préoccupations sur la confidentialité qui ont été soulevées lors de la dernière réunion du Comité fédéral-provincial-territorial sur la statistique des entreprises, laquelle note a été distribuée pour commentaires. M. Andrusiak ajoute que le statisticien en chef adjoint Ray Ryan a soulevé la possibilité d'organiser une rencontre afin de se concentrer uniquement sur la question.

Le coordonnateur statistique des Territoires du Nord-Ouest mentionne le fait que la suppression des données et la confidentialité posent un certain problème, entre autres au niveau des données sur le commerce interprovincial en provenance des comptes nationaux. Il propose la tenue d'une session pour expliquer les critères de suppression appliqués par les divisions. Cette suggestion est acceptée et la date et la durée seront précisées ultérieurement.



## **Investissement de capitaux**

M. Andrusiak mentionne que certaines démarches ont été amorcées concernant les problèmes expérimentés lors de la publication de données sur les investissements de capitaux pour de nouvelles initiatives d'importance. La Division de l'investissement et du stock de capital discute avec les coordonnateurs statistiques sur les scénarios possibles.

## **Réchauffement et changements climatiques**

Avec toute la question du Protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, il y a eu beaucoup d'efforts déployés au cours des deux dernières années pour améliorer les données nécessaires à mesurer la consommation d'énergie de même que les émissions de gaz à effet de serre. La Section de l'énergie a reçu un soutien financier de la part du Fonds d'action pour le changement climatique.

Lors du dernier budget du Plan d'action 2000, le gouvernement fédéral a annoncé l'octroi de 500 millions de dollars pour les cinq prochaines années destinés aux programmes de réduction d'émissions de gaz. Une petite partie de cette somme servira à améliorer les données de l'industrie sur l'utilisation de l'énergie et les bilans de la disposition de l'approvisionnement énergétique à l'échelle nationale. Il est maintenant reconnu que les données nationales ne sont pas suffisantes et que le niveau de détail provincial est nécessaire.

M. Wilf Falk, qui est membre du Groupe de travail sur l'analyse et la modélisation, donne une brève mise à jour des activités dans ce domaine. Le groupe, formé de représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, avait pour mandat d'évaluer les répercussions économiques et environnementales pour le Canada si ce dernier respectait les engagements du Protocole de Kyoto. Après avoir déposé son rapport en novembre 2000, le groupe s'est vu confier la tâche de se concentrer sur les questions d'analyse et de politique relevant d'une potentielle ratification de l'entente dans les 15 prochains mois. Le groupe a formé sept ou huit équipes de travail qui se pencheront sur différents aspects dont l'échange de réduction d'émissions et la répartition du fardeau parmi les provinces et les territoires.

Très tôt dans le processus, le groupe a repéré des problèmes et des lacunes au niveau de la disponibilité des données à l'échelle nationale. Il a passé en revue toute la question de la création de capacité pour en ressortir deux aspects importants, le premier étant la capacité analytique et la seconde, l'implication de la communauté académique dans le processus. Outre la création de la capacité, le groupe a aussi évalué les répercussions de la politique des changements climatiques sur le moteur économique des provinces et des territoires.

## **7. Communications et opérations (Yvon Goulet)**

### **CANSIM II**

Depuis avril, CANSIM II est offert au public, mais strictement sur une modalité de paiements par série chronologique, c'est-à-dire la même que CANSIM I. SC examine en ce moment les modes d'accès et une tarification plus spécifique à la fonctionnalité du service. Un représentant de la Division de la diffusion a communiqué avec les coordonnateurs statistiques dernièrement afin d'évaluer leur utilisation de CANSIM II. SC envisage d'offrir un accès illimité à la base de données contre un moment forfaitaire.

Le coordonnateur statistique des Territoires du Nord-Ouest s'inquiète de la transition de CANSIM I à CANSIM II et du fait qu'éventuellement il ne saura plus sur quelle base trouver ses données. M. Martin Podehl mentionne que la transition se fait au rythme où les divisions parviennent à trouver les ressources nécessaires et que certaines divisions ne peuvent pas se permettre d'alimenter les deux bases de données. Les coordonnateurs statistiques sont invités à communiquer avec la Division de la diffusion s'ils veulent connaître les dates de transition d'une division en particulier.

## **Internet**

Le site Web de SC reçoit plus de 15 000 visiteurs par jour et ce nombre croît d'environ 40 % par année. Les sondages disent qu'environ seulement 10 % des visiteurs ne sont pas satisfaits du site et dans la majorité des cas, il semble que la raison soit liée au fait que ces visiteurs ne trouvent pas l'information qu'ils cherchent. Des changements ont été apportés au site de façon à augmenter le taux de satisfaction des visiteurs, comme par exemple l'ajout de liens vers les autres sites du gouvernement et l'amélioration du moteur de recherche.

## **Gouvernement en direct**

Dans le cadre de l'initiative du Gouvernement en direct, SC a présenté quatre projets pour la deuxième ronde de négociations :

- a) le développement d'un portail sur l'économie
- b) la réalisation d'une base de données regroupant 5 000 communautés et offrant des données régionales
- c) la transition de notre activité de collecte de données sur Internet
- d) la mise sur pied d'une collaboration entre les juridictions pour regrouper des données sur la santé, la justice et l'éducation

## **8. Indicateurs et mesures du rendement – rôle et participation des organismes statistiques (Don McRae et Wilf Falk)**

Le coordonnateur de la Colombie-Britannique explique brièvement la différence entre un indicateur (qui mesure si une chose est bonne ou mauvaise) et une mesure de performance (qui est un ensemble d'indicateurs ayant une causalité). En Colombie-Britannique, il existe tout près de 70 variables pour couvrir les 80 régions sous-provinciales, ce qui a donné une matrice de près de 5 600 pièces d'information. Le problème est de combiner et d'emballer le tout, car souvent les variables sont mesurées à l'aide d'unités différentes. Il faut également pondérer de manière objective, et puisque plusieurs indicateurs se recoupent, le facteur de colinéarité est aussi présent. De plus, les indicateurs sociaux prennent du temps à changer et les causes et effets de ce problème sont difficiles à déterminer.

Le coordonnateur statistique du Manitoba enchaîne avec l'expérience vécue dans sa province lors de la mise sur pied d'un certain nombre d'indicateurs sociaux et du développement d'un prototype de présentation des données. L'organisme a réalisé quelques recherches sur les indicateurs d'avancement et la Table ronde du Manitoba travaille encore sur les indicateurs de développement durable. De plus, lors du récent discours du Trône, le gouvernement a annoncé la création d'un autre ensemble d'indicateurs d'avancement.

De façon similaire dans les deux provinces, on constate les mêmes problèmes. D'abord, il existe un manque de coordination au niveau des projets sur les indicateurs, y compris dans les initiatives fédérales-provinciales-territoriales. Il semble aussi y avoir une urgence à développer des



indicateurs, mais sans en définir d'abord le cadre ou le contexte, comment ils seront mis à jour, etc. L'implication des organismes statistiques semblent assez éparse et il y a une tendance à utiliser les données déjà existantes au lieu de produire celles dont on a vraiment besoin. Finalement, on communique beaucoup trop tard avec les organismes statistiques, pour résoudre entre autres des problèmes de méthodologie qui auraient dû être discutés bien avant.

M. Fellegi résume à un point les problèmes relevés par le coordonnateur statistique du Manitoba, celui de l'infrastructure ou du cadre de travail. Si ce dernier est bien défini, les autres problèmes risquent de ne pas surgir. D'un côté, il faut bien définir ce qu'il y a à mesurer, les résultats attendus et les leviers qui peuvent les influencer. D'ordinaire, les gouvernements ne peuvent pas beaucoup influencer les résultats. Par contre, ils peuvent influencer les leviers, s'ils les choisissent vraiment judicieusement. La question est quelle sera la force de ce levier, et voilà où intervient l'importance du cadre de travail et de la compréhension des processus qui relie le levier aux résultats, qui relie les influences politiques aux résultats.

SC veut certainement amener une part de jugement sur la table, mais pas n'importe lequel. M. Fellegi se dit à l'aise avec l'idée d'amener un jugement sur la signification statistique et aussi sur l'identification des relations significatives, mais l'organisme national ne doit pas s'ingérer dans l'importance relative des choses substantielles, laquelle doit être déterminée par les gouvernements. Il s'agit d'un jugement politique dans le sens d'expression d'un besoin pour un territoire à un moment donné et cela n'est pas le travail de l'organisme statistique, quel qu'il soit. Trouver la pondération exacte est inapproprié. Utiliser des pondérations équivalentes n'est pas la solution non plus. Il n'y a rien de neutre dans les pondérations équivalentes. Les gens croient qu'en bâtissant des indices équivalents, aucun jugement n'a été apporté, ce qui est faux. Il faut juger si a) est aussi important que b) et aussi important que c).

M. Fellegi termine en exprimant la volonté d'être impliqué dans ces processus, d'éduquer d'une certaine façon en faveur d'une méthodologie de l'évaluation. SC peut aider à définir un cadre de travail dans lequel les autres peuvent faire des choix judicieux, mais ne peut pas faire les choix. Une fois les choix faits, SC peut aussi jouer le rôle de suivre les éléments que l'on veut évaluer.

#### **9. Systèmes électroniques de gestion des données – nouveaux systèmes en cours d'élaboration (Emmet Weatherhead et Bill Hyshka)**

Le coordonnateur statistique de l'Alberta et celui de l'Ontario présentent les origines et les développements de leurs systèmes respectifs, les raisons des choix qu'ils ont faits et les problèmes rencontrés.

En Alberta, l'aventure a commencé en 1978 avec la venue de la base de données ASIST, qui a par la suite évolué en micro-ordinateur serveur. Selon des estimations, environ 7 millions de dollars en développement y auraient été dépensés en près de vingt ans. Il est certain que créer un tel système aujourd'hui coûterait une portion de cette somme. Les motivations de l'organisme à bâtir cet outil étaient d'alléger la tâche de diffusion des données aux utilisateurs, c'est-à-dire de répondre aux 9 000 demandes annuelles qui représentaient environ 100 000 pièces d'information.

Parmi les problèmes rencontrés lors du développement, il faut noter que les besoins des utilisateurs varient du système convivial à l'outil sophistiqué de recherche, qu'il faut déterminer qui aura accès car la capacité est limitée et que le système lui-même doit continuer à offrir un mécanisme d'extraction pour les séries chronologiques.



Pour sa part, le coordonnateur statistique de l'Ontario mentionne que le scénario vécu dans sa province est totalement différent. Les utilisateurs de leur système sont uniquement à l'interne de la division, ce qui totalise environ 20 personnes. Même s'il n'y a aucun plan de desservir l'appareil gouvernemental pour le moment, l'outil a quand même été conçu en prévision d'une telle éventualité. Le service statistique a passé six mois à trouver un progiciel pour données chronologiques et le système FAME a été choisi entre autre parce qu'il semblait donner le maximum de flexibilité, qu'il avait fait ses preuves, qu'il possédait un certain nombre de caractéristiques introuvables dans d'autres systèmes et que l'entretien et les mises à niveau faisaient partie du contrat initial. La province a donc acheté une licence pour 20 utilisateurs pour cinq ans, avec la possibilité d'augmenter jusqu'à 80 utilisateurs.

## **10. Publications électroniques et Programme de services de dépôt – le défi de tenir à jour les bibliothèques statistiques (Ron McMahon et SC)**

Le coordonnateur statistique de la Saskatchewan explique un problème vécu par tous les bureaux statistiques qui agissent à titre de bibliothèques de dépôt. Les publications de SC en version papier sont envoyées aux bureaux statistiques. Avec l'arrivée des publications électroniques, il n'y avait qu'à imprimer la publication à partir d'Internet lorsqu'il y avait une demande en ce sens. Mais certaines publications électroniques sont diffusées en version papier et l'impression devient alors une perte de temps et d'argent.

M. McMahon a deux souhaits à formuler. Le premier est d'obtenir une liste des publications électroniques qui ne seront pas imprimées sur papier. Le second est une garantie que dans le futur, disons pour les 10 ou 15 prochaines années, les versions électroniques demeureront sur le site Internet.

Le coordonnateur statistique de la Nouvelle-Écosse fait remarquer qu'il est aussi important de savoir si la version électronique est une version améliorée de la version papier. Sur ce commentaire, M. Fellegi mentionne que la publication est constamment en évolution et que fournir une liste de ce qui est disponible électroniquement uniquement est une chose mais que de devoir dire si la version est améliorée ou non demeure une distinction très difficile à établir.

Le coordonnateur statistique de l'Alberta aimerait obtenir un site où se retrouverait facilement l'information sur les titres disponibles en telle ou telle version. À ce sujet, M. Podehl rappelle que le site de SC devrait être le site officiel sur les publications, comment les obtenir, le prix, si on peut les télécharger, etc.

Le coordonnateur statistique des Territoires du Nord-Ouest demande comment les autres bibliothèques, celles d'envergure, composent avec l'avènement de la publication électronique. M. Podehl explique qu'en dépit de quelques plaintes isolées, les bibliothèques supportent cette idée parce qu'ils n'ont plus besoin de mettre sur les tablettes un grand nombre de publications inutilement. SC a élaboré un site à l'intention des bibliothèques de dépôt où elles peuvent vérifier ce qui leur a été expédié et ce qui est disponible. Par conséquent, les commandes se font maintenant directement sur Internet et cela fonctionne très bien.

## **11. Autres questions**

Le coordonnateur statistique du Québec rappelle une question restée en suspens concernant les rapports de contacts non routiniers. Pour sa part, il souligne que si ces rapports exigent beaucoup

de travail, il ne voit pas la nécessité de continuer. Cependant, il faudrait sensibiliser les directions de SC du fait qu'ils doivent informer les organismes statistiques lorsqu'il y a des initiatives majeures de consultation.

Après discussion, il est décidé que ces rapports officiels ne seront plus préparés mais qu'un rappel sera fait à l'intention des statisticiens en chef adjoints et des directeurs. Les coordonnateurs sont invités à communiquer avec Martin Podehl s'ils jugent que leur bureau aurait dû être informé d'un contact et que cela n'a pas été fait.

## **12. Nominations des membres du comité de programme – David Stewart**

Les membres proposés sont : Ron McMahon (Saskatchewan), président; Yvon Fortin (Québec), membre; John Palmer (Île-du-Prince-Édouard), membre; Jack Hicks (Nunavut), membre; Martin Podehl (SC), membre nommé d'office.

ANNEXE I

LISTE DES COORDONNATEURS STATISTIQUES ET DES PARTICIPANTS

## COORDONNATEURS STATISTIQUES

Président	Ivan Fellegi	Statisticien en chef du Canada Statistique Canada
Secrétaire	Martin Podehl	Directeur général Commercialisation et services d'information Statistique Canada
Terre-Neuve	Alton Hollett	Directeur Bureau de la statistique de Terre Neuve Conseil exécutif
Île-du-Prince-Édouard	John Palmer	Directeur Division de l'économie, de la statistique et des relations fédérales en matière budgétaire Ministère du Trésor
Nouvelle-Écosse	Dennis Pilkey	Directeur Division de la statistique Ministère des Finances
Nouveau-Brunswick	Kathy Wyrwas	Directeur Agence de la statistique du Nouveau-Brunswick Ministère des Finances
Québec	Yvon Fortin	Directeur général Institut de la statistique du Québec
Ontario	Emmet Weatherhead	Gestionnaire Analyse de la conjoncture actuelle Bureau des politiques économiques Ministère des Finances
Manitoba	Wilf Falk	Statisticien en chef Bureau des statistiques du Manitoba
Saskatchewan	Ron McMahon	Directeur Bureau de la statistique de la Saskatchewan
Alberta	Bill Hyshka	Gestionnaire Ministère des Finances Statistics
Colombie-Britannique	Don McRae	Directeur BC STATS Ministère des Services de gestion

Territoires du Nord-Ouest	David Stewart	Statisticien territorial Bureau de la statistique
Yukon	Paul Harris	Directeur Bureau de la statistique du Yukon Ministère du Conseil exécutif
Nunavut	Jack Hicks	Directeur Évaluation et statistiques Nunavummit Kiglisiniartiit

## **PARTICIPANTS**

Statistique Canada	Jacques Morin	Secrétaire du Bureau du Statisticien en chef du Canada
Statistique Canada	Philip Smith	Statisticien en chef adjoint Secteur des études analytiques et des comptes nationaux
Statistique Canada	Albert Meguerditchian	Conseiller principal Secteur de la statistique du commerce et des entreprises
Statistique Canada	Mike Sheridan	Statisticien en chef adjoint Statistique sociale des institutions et du travail
Statistique Canada	Gary Catlin	Directeur Statistique de la santé
Statistique Canada	Yvon Goulet	Statisticien en chef adjoint Secteur des communications et des opérations
Statistique Canada	Michael Wolfson	Statisticien en chef adjoint Secteur de l'analyse et du développement
Statistique Canada	Marlene Levine	Statisticienne en chef adjointe Secteur des services de gestion
Statistique Canada	Karen Wilson	Directrice générale Direction du système de comptabilité nationale
Statistique Canada	Laurie Hill	Coordonnateur de la commercialisation Secteur de la statistique du commerce et des entreprises
Statistique Canada	Kishori Lal	Statisticien en chef adjoint associé Secteur des études analytiques et des comptes nationaux



Statistique Canada	Douglas Norris	Directeur général Direction de la statistique démographique et du recensement
Statistique Canada	Sange de Silva	Directeur général Direction de la statistique sociale et des institutions
Statistique Canada	Louis Rouillard	Agent principal Division des relations internationales et professionnelles
Statistique Canada	Réjean Lachapelle	Directeur Division de la démographie
Statistique Canada	Gordon Deecker	Directeur Division de la géographie
Statistique Canada	Jean Murray	Directeur Division des communications
Statistique Canada	Elizabeth Katz	Gestionnaire Division des communications
Statistique Canada	Andrée Hébert	Chef Secrétariat des relations fédérales-provinciales-territoriales Division des communications

ANNEXE II  
ORDRE DU JOUR

## CONSEIL CONSULTATIF FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL DE LA POLITIQUE STATISTIQUE

Les 3 et 4 mai 2001  
Centre de conférences Simon-A.-Goldberg, Ottawa (Ontario)

### ORDRE DU JOUR

Jeudi 3 mai

- 9 h **Mot d'ouverture** — M. Ivan P. Fellegi
- Adoption de l'ordre du jour
  - Adoption du procès-verbal de la réunion de 2000
- 9 h 15 **Réalizations et priorités** — M. Ivan P. Fellegi
- M. Fellegi répondra aux questions portant sur le contenu du numéro spécial d'@StatCan 2001
- 9 h 45 **Rapports des provinces et des territoires** — Coordonnateurs provinciaux et territoriaux
- 10 h 30 Pause
- 10 h 45 **Rapports des provinces et des territoires (suite)** — Coordonnateurs provinciaux et territoriaux
- 11 h 15 **Rapport du Comité de programme** — David Stewart
- Suivi des questions de la réunion de 2000 — Martin Podehl
- 11 h 30 **Statistique sociale, des institutions et du travail** — Mike Sheridan
- Coût des données de la Division des données régionales et administratives et mise à jour sur l'examen du programme dans le cadre du processus de planification à long terme
  - Mise à jour sur le recensement, notamment : dénombrement des populations autochtones, programme de dénombrement anticipé, produits du recensement pour les coordonnateurs
  - Mises à jour sur les enquêtes postcensitaires, approche de consultation au sujet du contenu, de la taille des échantillons, etc.
- 12 h Repas
- 13 h 30 **Statistique sociale, des institutions et du travail (suite)** — Mike Sheridan
- Mise à jour sur la création d'un « Centre de la statistique du marché du travail »
  - Stabilité des estimations démographiques provisoires (migration interprovinciale) et répercussion des révisions
  - Rapport d'étape entourant l'accès aux dossiers historiques du recensement

- Mises à jour en ce qui touche la mesure de la pauvreté fondée sur un panier de consommation et l'élaboration de la méthode de calcul du seuil de faible revenu
  - État d'avancement entourant l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes
  - Le point à propos de l'Enquête sur la sécurité financière
  - Le point entourant l'étude longitudinale auprès des immigrants du Canada
- 14 h      **Statistique du commerce et des entreprises** — George Andrusiak et Philip Smith
- Recensement de l'agriculture
  - Politique de confidentialité et suppression des totaux provinciaux et territoriaux (p. ex. les récentes données interprovinciales sur le commerce)
  - État d'avancement sur l'accès aux micro-données fiscales suivant les modifications prévues à l'article 241 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (y compris le processus d'accès à certaines enquêtes unifiées auprès des entreprises)
  - Répercussions de la décision des États-Unis de se retirer de l'accord de Kyoto
  - Mise à jour sur le projet de Statistique Canada (SC) visant à mettre davantage l'accent sur l'analyse de la statistique économique et des entreprises
- 15 h      Pause
- 15 h 15    **Études analytiques et comptes nationaux** — Kishori Lal
- État d'avancement du programme sur les comptes environnementaux
  - Mise à jour sur le processus d'adoption de la méthode de l'indice des prix de Fisher à l'échelon national et sur le calendrier de conversion des comptes provinciaux; d'ailleurs, les provinces et territoires y auront accès plus tôt que prévu.
  - Processus de diffusion annuelle. Accès aux données de référence : prévu, au plus tard, le jour de parution des comptes économiques provinciaux.
- 16 h      **Communications et opérations** — Yvon Goulet
- Mise à jour entourant l'accès des coordonnateurs statistiques à CANSIM II et l'étude portant sur la tarification
  - Mise à jour sur la politique de diffusion gratuite des données aux coordonnateurs statistiques, en vue d'un travail de collaboration avec SC
  - Discussion à propos de l'accès aux données de SC conformément aux articles 11 et 12 (*lettre du 28 juin 2000 à l'intention des coordonnateurs statistiques*)
  - Rapports sur les communications extraordinaires — Martin Podehl
- 16 h 45    5 à 7



Vendredi 4 mai

**Discussions :**

- 9 h **Indicateurs et mesures du rendement** — rôle et participation des organismes statistiques (Colombie-Britannique et Manitoba)
- 9 h 30 **Systèmes électroniques de gestion des données** — nouveaux systèmes en cours d'élaboration (Ontario et Alberta)
- 10 h **Les publications électroniques et le Programme des services de dépôt** — le défi de tenir à jour les bibliothèques statistiques à mesure qu'on passera des publications imprimées aux publications électroniques (Saskatchewan et Statistique Canada)
- 10 h 30 Pause
- 10 h 45 **Nomination des membres du Comité de programme** — David Stewart
- 11 h **Autres questions**
- Clôture de la réunion**

ANNEXE III

RAPPORTS DES PROVINCES ET DES TERRITOIRES

## ALBERTA

### Revue de l'exercice 2000-2001

Au cours de la dernière année, le groupe des statistiques (GS) a maintenu ses opérations au sein du gouvernement de l'Alberta à titre d'organisme statistique central pour la province, à l'intérieur du ministère des Finances, nouvellement constitué. Pendant l'exercice 2000-2001, le GS a continué de relever du Trésor de l'Alberta par l'entremise du Bureau du budget et de la gestion. En mars 2001, on a scindé le Trésor de l'Alberta en deux ministères distincts, le ministère des Finances et le ministère du Revenu.

À l'instar de l'an dernier, la tendance en faveur de l'intensification de la collecte de données primaires s'est poursuivie afin de servir les intérêts des secteurs public et privé. L'orientation générale des activités statistiques est, de nouveau, demeurée relativement stable au cours de la dernière année, et l'on a continué d'accorder une plus grande place au maintien de normes statistiques pour la production et la communication de données du gouvernement provincial.

### Administration et budget

Au cours de l'exercice 2000-2001, le GS a accru son effectif de base à sept membres permanents, auxquels s'ajoutent de quatre à six employés occasionnels pour des projets spéciaux. Les dépenses budgétaires du GS ont légèrement augmenté au cours de l'an dernier, en affectant des ressources additionnelles aux services de base. On a recouvré des frais d'environ 250 000 \$, ce qui a permis d'entreprendre divers projets sociaux et économiques non permanents.

### Buts et objectifs

Le GS opère encore sous le principe général consistant à fournir une approche coordonnée et normalisée pour l'élaboration, la production et la communication de données statistiques au sein du gouvernement de l'Alberta.

Le recours accru aux services consultatifs du GS et le mouvement en faveur de la coordination des activités gouvernementales d'enquête par l'entremise de l'organisme continuent de renforcer cet objectif. Même si le GS n'a pas le pouvoir direct d'imposer l'application de méthodes statistiques particulières, les services consultatifs qu'il offre à tous les ministères ont fourni l'incitatif nécessaire à l'atteinte de cet objectif.

### Programmes et services

#### *Services de base*

Le GS a continué d'offrir les mêmes services de base qu'à l'exercice précédent, les services suivants étant assurés pour le compte du gouvernement de l'Alberta :

- comptes économiques de l'Alberta
- programme de modélisation économique de l'Alberta
- projections et estimations démographiques

- système d'information statistique de l'Alberta (ASIST)
- coordination statistique interprovinciale et intraprovinciale
- opérations d'enquêtes personnalisées
- gestion de bases de données statistiques
- Système d'information géographique (SIG)
- programme de formation et de consultation relatif au recensement municipal

### **Système d'information statistique**

L'ASIST continue de servir de base de données en ligne centralisée du gouvernement de l'Alberta, assurant aux utilisateurs de l'administration publique un accès à une large gamme de renseignements sociaux et économiques. Moyennant une tarification à la carte, l'ASIST est mis à la disposition des utilisateurs pour répondre aux demandes de données économiques et actuelles des clients internes et externes.

Pour satisfaire la demande croissante d'un système moderne de recherche documentaire d'accès facile, le GS et son partenaire en technologies de l'information, CIMS, ont entrepris les dernières étapes du programme triennal de remaniement de l'ASIST.

Au printemps 2001, l'ASIST passe à une technologie axée sur Internet, transition qui devrait être achevée d'ici juin de la présente année. Cette dernière phase donnera aux utilisateurs une connectivité transparente grâce à une solution fondée à la fois sur Internet et intranet. Outre la nouvelle plate-forme, on prévoit qu'un programme visant à élaborer des outils améliorés d'extraction et de manipulation des données suivra dans les 6 à 12 mois, à l'occasion d'une phase ultérieure.

### ***Diffusion électronique et publications***

La production et la diffusion de produits imprimés sont demeurées stables en 2000-2001, après avoir légèrement augmenté par rapport à l'exercice précédent. Quelque 1 000 publications et 2 500 brochures ont été distribuées durant l'exercice. Pour assurer une gestion économique de ses publications imprimées, le GS a continué de rationaliser la gestion de ses publications par un recours accru à des contrats de conception, d'impression, de commercialisation et de distribution.

Le site Web ministériel a permis de mettre à la disposition du public un nombre limité de produits à grand tirage et ce, avec d'excellents résultats. Le GS maintient son engagement en faveur d'une diffusion accrue des publications et de l'information par voie électronique.

Pour l'exercice 2000-2001, on pouvait se procurer les publications suivantes auprès du GS et de ses distributeurs secondaires :

- Alberta Economic Multipliers
- Alberta Municipal Census Training Manual, 2001
- Alberta Export Services Survey, 2000
- Alberta Economic Accounts, 1999
- Alberta Facts and Figures, 2000
- Alberta Population Projections, 1999-2016



- Alberta Provincial Electoral Division Profiles
- Alberta Advantage

### ***Accès et gestion entourant les bases de données statistiques***

Pour alimenter divers projets d'élaboration de données de base et de données personnalisées, le GS a fourni un accès à diverses bases de données confidentielles, en l'occurrence :

- le système d'inscription au régime d'assurance-maladie de l'Alberta
- le registre des entreprises de l'Alberta
- le système de statistiques de l'assurance-emploi
- le système de statistiques de l'état civil de l'Alberta
  - le système d'enregistrement des naissances
  - le système d'enregistrement des décès
  - le système d'enregistrement des mariages
- le système d'immatriculation des véhicules automobiles de l'Alberta
- le système d'administration de l'impôt et des recettes de l'Alberta

### ***Opérations des enquêtes***

Le GS a offert à ses clients une vaste gamme de services personnalisés, notamment un service de consultation méthodologique générale, la conception d'enquêtes et l'élaboration de plans d'échantillonnage, des analyses personnalisées ainsi que l'administration d'enquêtes clés en main. Les principales activités d'enquête réalisées en 2000-2001 comprenaient ce qui suit :

#### *Enquête de 1999 sur les traitements et les salaires en Alberta*

L'Enquête de 1999 sur les traitements et les salaires en Alberta s'est terminée au début de l'an 2000 par la production de publications tant électroniques qu'imprimées. Ainsi, on a pu produire des données portant sur 24 grands secteurs industriels englobant près de 600 professions et saisir une information directe portant sur 260 000 employés de la province.

On procède actuellement à la commercialisation des données de cette enquête par l'entremise de SC qui est lié par contrat aux commanditaires de l'enquête. On prévoit mener le cycle 2001 de l'enquête cet automne.

#### *Enquête de 2000 sur les services d'exportation de l'Alberta*

Prévue pour le printemps 2000, l'enquête exhaustive des services d'exportation de l'Alberta vise sept secteurs industriels clés. L'enquête couvrira près de 15 000 entreprises, et les données seront disponibles à l'automne 2000. Les données de l'enquête seront utilisées pour cibler les initiatives commerciales et pour alimenter le fichier de la province en vue des discussions entourant l'Organisation mondiale du commerce.

#### *Sondages sur la satisfaction des clients et des employés*

Au cours de la dernière année, le GS a effectué cinq sondages sur la satisfaction des employés des ministères et cinq sondages sur la satisfaction du public et de la clientèle des entreprises. Ces sondages ont été réalisés pour appuyer l'initiative de

responsabilisation du gouvernement de l'Alberta et pour servir de base à la mesure stratégique du rendement des ministères.

### ***Programme démographique***

Les estimations et les projections démographiques personnalisées font maintenant partie des services de base offerts à l'interne par le GS. Parmi ces services de base, les statistiques démographiques centralisées fournissent aux ministères des données uniformes visant à faciliter la planification intégrée de politiques et programmes de l'administration publique. Des projections et des estimations peuvent être obtenues pour divers secteurs géographiques types ou des secteurs désignés par l'utilisateur. Actuellement, les données types annuelles sont produites à l'échelle de la province et des divisions de recensement, et selon l'âge et le sexe.

On planifie présentement l'automatisation du modèle de projection démographique de l'Alberta afin de pouvoir répondre aux demandes de projections types et personnalisées en temps opportun. Le modèle devrait être achevé à l'automne 2001.

### **Services d'information géographique**

Moyennant le recouvrement des coûts, le GS fournit à ses clients des fichiers numériques des limites personnalisés ainsi que des données de géocodage (à l'aide du système Smarts). Pour aider les utilisateurs à mener des recherches et des analyses internes, le GS leur offre un produit d'interprétation des données du SIG par abonnement mensuel, trimestriel ou annuel. Le fichier du SIG permet de traduire des données administratives en plus de 40 ensembles types et personnalisés de limites géographiques de l'Alberta.

### ***Programme de modélisation économique***

#### ***Multiplicateurs économiques***

Le GS fournit des séries types et des regroupements industriels personnalisés de multiplicateurs économiques et de ratios intensité-offre de l'Alberta afin de répondre aux besoins d'une vaste gamme d'applications de modélisation des clients.

#### ***Modèle d'impact économique***

Le modèle d'impact économique de l'Alberta, exploité par le GS, fournit aux utilisateurs des secteurs public et privé un moyen de mesurer, à l'aide d'intrants et d'algorithmes normalisés, l'incidence de divers changements dans l'économie albertaine. Le modèle a été mis à jour au début de l'an 2000 pour inclure les données d'entrées-sorties les plus récentes et incorporer une nouvelle composante relative à l'impôt des sociétés de la province.

### ***Coordonnateur statistique de l'Alberta***

Outre son rôle consultatif en tant que coordonnateur statistique chargé de la liaison avec Statistique Canada, le GS continue de coordonner l'achat et l'acquisition de données afin de réduire le double emploi et les chevauchements au sein des ministères provinciaux.

## Remerciements

Le GS aimerait remercier à nouveau les membres du personnel des nombreuses divisions et directions de Statistique Canada qui lui ont apporté leur soutien au cours du dernier exercice.



## COLOMBIE-BRITANNIQUE

### Statistiques sur la haute technologie

Une fois de plus, nous sommes en mesure de rendre compte cette année des améliorations apportées à la couverture statistique du secteur de la haute technologie en Colombie-Britannique. Cela s'explique en partie par le financement reçu de l'organisme du gouvernement provincial responsable de la technologie. Au cours de l'année, nous avons fait paraître notre publication annuelle *Profile of the British Columbia High Technology Sector* et avons conçu un nouveau rapport intitulé *British Columbia High Technology Sector Input Indicators Report* <[http://www.bcstats.gov.bc.ca/data/bus\\_stat/hi\\_tech.htm](http://www.bcstats.gov.bc.ca/data/bus_stat/hi_tech.htm)>. Le *Profile of the British Columbia High Technology Sector* examine les mesures des extrants du secteur de la haute technologie, comme le produit intérieur brut (PIB), les recettes, les salaires et l'emploi. Le *British Columbia High Technology Sector Input Indicators Report* met plutôt l'accent sur les intrants comme l'éducation, les brevets, la recherche-développement, le capital de risque, la création et la disparition des entreprises, la fiscalité et d'autres indicateurs qui influent sur la performance du secteur.

De plus, BC STATS (le bureau de la statistique de la Colombie-Britannique) et KPMG Canada produisent un rapport combiné sur les indicateurs et les extrants, qui est financé par le Conseil des sciences de la province. Ce rapport, intitulé *State of the BC High Technology Sector: Inaugural Benchmark Report*, peut être consulté sur le site Web de BC STATS. Comparativement aux rapports précédents, celui-ci comprend plusieurs nouveaux indicateurs ainsi que des comparaisons avec quelques États américains. De plus, le groupement d'indicateurs d'intrants diffère de celui se trouvant dans le rapport de BC STATS, ce qui permet de faire une comparaison de deux modèles différents du secteur de la haute technologie.

La conversion au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) a nécessité une modification des codes d'activité économique en ce qui touche notre description antérieure du secteur de la haute technologie. Le SCIAN présente quelques avantages sur la Classification type des industries (CTI) pour ce qui est de la description du secteur, mais il soulève aussi de nombreux problèmes. Nous procédons actuellement à la mise à jour d'un rapport établi en 1996 qui définissait le secteur de la haute technologie en Colombie-Britannique. La mise à jour de ce rapport selon le SCIAN devrait être publiée en juin 2001. Elle pourrait être suivie d'enquêtes menées par BC STATS sur certaines industries du SCIAN: cela nous aiderait à mieux comprendre l'évaluation du rôle que jouent ces industries dans le secteur de la haute technologie.

### Statistiques sur les petites entreprises

Bien que BC STATS continue de publier et d'améliorer des revues trimestrielle et annuelle du secteur de la petite entreprise, l'élaboration de nouvelles données statistiques a été limitée. L'an dernier, nous avons mis l'accent sur les caractéristiques des propriétaires d'une petite entreprise, en particulier celles des travailleurs indépendants. En Colombie-Britannique, le nombre des travailleurs autonomes dépasse maintenant celui des salariés des petites entreprises, point culminant d'une tendance qui

a dominé les années 1990. L'autre champ d'intérêt principal entourant l'élaboration de statistiques sur les petites entreprises est l'amélioration des estimations dans les secteurs particuliers du tourisme, de la haute technologie et de l'industrie manufacturière.

### **Rapport sur le secteur de la pêche et Enquête sur la pêche sportive**

L'an dernier, nous avons conçu un nouveau rapport touchant les quatre sous-secteurs de la pêche en Colombie-Britannique : la pêche commerciale, l'aquaculture, la transformation du poisson et la pêche sportive. Les données de ces sous-secteurs comprennent le PIB, l'emploi, les salaires et traitements, les recettes, le nombre d'entreprises, les exportations et les importations de même que les résultats de l'analyse de l'impact des entrées-sorties. Le rapport, qu'il est possible de consulter sur notre site Web<sup>1</sup>, est en voie de révision, de manière à ce que les comptes économiques provinciaux de 1999 publiés par Statistique Canada (SC) en octobre dernier y soient incorporés. L'an dernier, BC STATS a également complété une première enquête sur l'industrie de la pêche sportive. Cette enquête fournit des données par région sur l'emploi, les recettes, les dépenses, la commercialisation des produits et d'autres renseignements pour les entreprises dont les recettes premières (c'est-à-dire dans une proportion supérieure à 50 %) proviennent des ventes faites directement aux pêcheurs à la ligne.

### **Statistiques sur le commerce**

D'importants progrès ont été apportés cette année au TRIP4, le système interne de BC STATS servant à la tabulation et à la présentation des données statistiques mensuelles sur les importations et les exportations. Le système TRIP4 s'inspire de Foxpro, mais fait aussi appel à Dynamicube, semblable à Beyond 20/20, pour ce qui est du formatage des tableaux d'extrants. Le nouveau système nous a facilité grandement la tâche en nous permettant de traiter les données sur le commerce des marchandises que nous recevons chaque mois de SC. En plus de l'utilité accrue de notre système TRIP4, un nombre croissant de demandes de renseignements généraux est dirigé vers les statistiques combinées sur le commerce, qu'il est possible de consulter sur le site Strategis d'Industrie Canada<sup>2</sup>. Cette façon de faire nous a aidés à libérer des ressources internes servant à soutenir d'autres activités.

### **Guide sur l'économie et le marché du travail de la Colombie-Britannique**

L'an dernier, nous avons reçu du financement du projet fédéral-provincial d'information sur le marché du travail, parrainé par notre ministère des Études supérieures, de la formation et de la technologie et par Développement des ressources humaines Canada, dans le but de rédiger une publication qui donnerait un aperçu de l'économie de la province pour le grand public. *A Guide to the BC Economy and Labour Market* servira d'ouvrage de référence aux conseillers en orientation professionnelle des écoles secondaires, des universités et des centres d'emploi régionaux ainsi que pour les étudiants et les autres chercheurs d'emploi. Le guide donne un aperçu de la structure de l'économie provinciale et des transformations qui sont susceptibles de s'y produire au cours des dix prochaines années. La publication entend préciser quelles industries de la

<sup>1</sup> <http://www.bcstats.gov.bc.ca>

<sup>2</sup> [http://www.strategis.gc.ca/sc\\_mrkti/tdst/frndoc/tr\\_homep.html](http://www.strategis.gc.ca/sc_mrkti/tdst/frndoc/tr_homep.html)



province devraient croître et lesquelles devraient stagner ou périlcliter, ce qui permettra aux chercheurs d'emploi et aux étudiants de prendre des décisions plus éclairées concernant leur orientation professionnelle. Le guide sera bientôt disponible dans les deux langues officielles, aussi bien sur support papier que sur notre site Web.

### **Évaluation des retombées économiques**

La dernière année a été significative au chapitre des retombées économiques. Outre le fait que le modèle des entrées-sorties de la Colombie-Britannique a été mis à jour à partir de données révisées de 1996 fournies par SC, 22 projets distincts ayant des incidences économiques ont été entrepris selon le principe de la récupération des coûts. Les projets importants ont été les rapports de recherche subventionnés et consacrés à la revue sectorielle de l'économie provinciale du point de vue des entrées-sorties, ainsi qu'une analyse détaillée des coûts de transport par industrie.

L'examen sectoriel a démontré que, même si le secteur des services représente directement un volet important et croissant de l'économie de la Colombie-Britannique, l'industrie manufacturière basée sur les ressources (les forêts, les mines et l'agriculture) et l'industrie de la construction demeurent importantes. En ce qui touche l'industrie forestière, l'apport direct au PIB en 1996 n'a été que de 8,8 %, mais en considérant l'effet d'entraînement, la proportion passe à près du double (17,1 %). Cela n'a pas été le cas pour le tourisme, dont l'apport direct a été de 4,8 %. Toutefois, comme bon nombre des services de tourisme dépendent de l'industrie manufacturière, son apport global à l'économie reste inférieur à 5 %. En résumé, les résultats indiquent que l'économie de la province est toujours mal en point.

D'autres applications importantes du modèle entrées-sorties ont été réalisées pour des projets de centres de congrès, de fermetures d'usine et d'installations de recherches médicales, ainsi que pour le Working Opportunities Fund, une société de capitaux à risque parrainée par le gouvernement.

### **Section des enquêtes spéciales et de l'analyse**

Contrairement à d'autres volets de BC STATS, cette section fonctionne à plein recouvrement des coûts; elle augmentera ou réduira son effectif selon les besoins des projets. Au cours de l'année, environ quatre années-personnes ont été consacrées à ce domaine, le travail s'étant surtout effectué dans le cadre de projets d'enquête internes du gouvernement. Les projets comportaient une appréciation de l'utilisation des ordinateurs à stylet par les évaluateurs travaillant pour la BC Assessment Authority, une évaluation des aides électroniques de recherche juridique utilisées par la Criminal Justice Branch et des conseils d'enquête adressés à quelques directions qui envisageaient de mener leurs propres recherches.

Une proportion croissante de projets entrepris par cette section comporte une certaine évaluation de programme. La section a adopté des éléments de l'outil de mesure commune (OMC) dont la promotion a été faite par le groupe de l'innovation et des services de qualité du Conseil du Trésor du Canada et par Service Manitoba, une branche du conseil exécutif manitobain. Au BC STATS, un projet pilote en développement pourrait donner lieu à une prolongation de l'OMC, dans le but d'évaluer la satisfaction du public à l'égard de certains programmes du ministère des Finances de



la Colombie-Britannique et à l'égard d'autres programmes du gouvernement provincial, si le projet donne de bons résultats.

### **Évaluation du Youth Agreement Program**

L'an dernier, le gouvernement de la Colombie-Britannique a lancé un programme visant à aider les jeunes qui ne veulent ou ne peuvent habiter avec leurs parents et qui risquent fort, par conséquent, de devenir des « enfants de la rue ». Le but du programme est de fournir des services utiles et intégrés pour soutenir ces jeunes dans leur quotidien et de les aider à devenir autonomes. En échange, les jeunes doivent participer aux services recommandés par leur travailleur social. Le coût direct du programme est plus élevé que le coût des programmes destinés aux enfants en difficulté, comme celui des centres d'accueil ou celui de l'aide au revenu offrant des services partiels. Les jeunes faisant partie du programme reçoivent plus d'argent, des services plus complets que ceux qui bénéficient de l'aide au revenu et profitent de rapports continus avec un travailleur social.

BC STATS a été chargé par le ministère de l'Enfance et de la famille d'évaluer le programme afin de déterminer si le soutien et les services supplémentaires du Youth Agreement Program produisent des résultats plus favorables. À l'heure actuelle, environ 200 jeunes sont inscrits à ce programme. Nous voulons d'abord établir le profil des jeunes dès le début de leur participation au programme en soulignant l'importance des facteurs de risque. Nous y parviendrons en revoyant les dossiers d'accueil et en menant des entrevues avec les travailleurs sociaux et les jeunes. Des entrevues de suivi seront réalisées un an plus tard avec les travailleurs sociaux et avec les jeunes pour connaître les services dispensés et pour évaluer le cheminement vers l'autonomie. Au cours des cinq prochaines années, nous assurerons le suivi des progrès individuels en procédant à l'enchaînement des fichiers administratifs. La liaison comportera des liens possibles avec les dossiers de santé, les antécédents d'aide au revenu, le niveau de scolarité atteint, les casiers judiciaires et, peut-être, un certain suivi de l'expérience de travail par l'entremise des dossiers d'emploi de Revenu Canada.

Pour des fins de comparaison, des entrevues auront lieu avec de jeunes sans-abri très vulnérables qui ne participent pas au Youth Agreement Program pour établir un profil courant; le suivi des services reçus sera effectué un an plus tard, et nous verrons dans quelle mesure ces jeunes s'adaptent à la société. Nous espérons aussi appliquer au groupe de contrôle la procédure d'enchaînement des dossiers utilisée pour le groupe cible, au cours des cinq années subséquentes.

Même si les répercussions détaillées du programme ne seront pas évaluées avant 2006, une évaluation provisoire des participants sera entreprise dès 2002, pendant la première année du programme.

### **Indicateurs socioéconomiques régionaux**

Il y a quelques années, nous avons entrepris la mise au point d'un ensemble d'indicateurs résumant l'activité socioéconomique régionale dans la province. Ce projet avait pour but de fournir aux décideurs une information qui viendrait étayer les décisions factuelles lorsque les ressources budgétaires seraient attribuées sur une base régionale. Le projet visait aussi à promouvoir les échanges et la recherche sur les éventuelles causes sous-jacentes des disparités régionales.

Au cours de la dernière année, nous avons affiné notre méthodologie et actualisé les indicateurs en fonction de 2000. Ces travaux comportaient la création d'une base de données de quelque 70 variables dans 78 régions infraprovinciales. Les données ont été regroupées en six dimensions englobant les résultats touchant la santé, l'éducation, la sécurité personnelle, les difficultés économiques, les enfants et les jeunes. De ces 70 variables, 24 d'entre elles ont été choisies et converties en un indice pour chacune des six dimensions. De plus, les six dimensions ont été regroupées en un indice global décrivant la conjoncture socioéconomique régionale.

Jusqu'à présent, un certain nombre de ministères provinciaux se servent de l'information pour attribuer des budgets régionaux et pour repérer les collectivités victimes d'un stress socioéconomique très élevé.

### **Estimations démographiques régionales**

Au cours de la dernière année, nous avons mis à jour nos estimations démographiques régionales officielles jusqu'en 2000 pour un certain nombre de régions infraprovinciales comprenant les municipalités, les districts scolaires, les districts régionaux, les circonscriptions sanitaires et les détachements de la Gendarmerie royale du Canada.

Ces estimations démographiques sont établies à l'aide de renseignements tirés de dossiers administratifs comme ceux des raccordements des abonnés résidentiels au service d'électricité et des bénéficiaires de la Sécurité de la vieillesse. Cette méthode s'est révélée économique pour produire des estimations démographiques régionales courantes. L'expérience démontre que la qualité des estimations démographiques qui en résulte dépend en grande partie de la capacité du dossier administratif choisi de rendre compte du changement démographique. Durant la dernière année, nous avons donc examiné la possibilité d'ajouter au modèle de prévision de l'information sur les lignes téléphoniques résidentielles. Les premiers résultats étaient très prometteurs, mais pourraient se traduire par d'importantes révisions à nos estimations démographiques postérieures à 1996. Nous entendons évaluer en profondeur le nouveau modèle à l'aide des données corrigées fondées sur le Recensement de 2001 avant de prendre une décision définitive à l'égard de son utilisation.

### **Projections démographiques régionales**

Nos projections démographiques régionales continuent d'être largement utilisées dans la planification liée aux besoins en matière de santé, d'éducation et de services sociaux à l'échelon régional. Au chapitre de l'éducation, les projections de la population d'âge scolaire selon le district sont converties en projections d'effectifs par année d'études, lesquelles servent à prévoir la demande d'enseignants et d'installations. Puisque la population d'âge scolaire, en particulier celle ayant l'âge de fréquenter l'école primaire, devrait diminuer dans bien des districts au cours des cinq prochaines années, les projections sont devenues d'importants outils de contrôle des coûts.



## **Développement des applications cartographiques**

BC STATS a été chargé par le ministère de l'Enfance et de la famille de mettre au point une application cartographique électronique à l'aide de l'Arc IMS. Le système permettra aux employés du ministère, à l'échelon provincial, d'avoir accès aux données relatives au client et de les afficher aussi bien au Bureau que dans les régions; pourront s'y greffer des données socioéconomiques comme les projections démographiques régionales, les proportions d'assistés sociaux, les taux de criminalité, les indicateurs de santé de la population et les données du recensement. Le système permettra aux employés des régions d'avoir en main une information traitée d'avance; il pourra ainsi évaluer les demandes de services éventuelles et les répercussions sur le plan du financement.

Nous observons aussi une augmentation de la demande de la part du gouvernement pour la livraison d'une grande diversité de cartes thématiques et d'autres signalant les limites administratives et installations de la province.

## **Géographie — Recensement de 2001**

Nous travaillons étroitement avec la Division de la géographie de SC, notre ministère des Affaires municipales et les administrations régionales pour arrêter définitivement les modifications à la géographie du Recensement de 2001. Ces changements comprennent les éléments suivants : les nouvelles subdivisions de recensement rurales qui correspondent aux districts électoraux régionaux de la province, soit plus de 200 nouveaux endroits désignés et la classification géographique des terres selon le traité conclu avec les Nisga'as.

## **Exploitation du site Web**

Au cours de la dernière année, le principal objectif visé par l'organisme quant au site Web de BC STATS consistait à peaufiner les pages consacrées aux recherches, rapports et publications et d'ajouter une description de certains de nos produits dans le répertoire *Off the Shelf*. Pour ce qui est du contenu, nous avons mis au point une série de profils de subdivision du Recensement de 1996 — 457 au total — qui utilisent des diagrammes et des tableaux pour décrire chaque domaine.

## **Répertoire des fabricants de la Colombie-Britannique sur Internet**

BC STATS publie depuis quelque temps un répertoire imprimé des quelque 5 000 fabricants de la province dans lequel on peut trouver le type de produits, les coordonnées des personnes-ressources, le nombre d'employés, le chiffre d'affaires et la destination des produits d'exportation d'une entreprise. Le répertoire constitue un outil précieux, qui sert non seulement d'échantillon aux analystes pour des enquêtes ultérieures, mais aussi aux fabricants pour commercialiser leurs produits et allonger leur chaîne d'approvisionnement.

L'an dernier, nous avons demandé et reçu du financement pour que notre répertoire de fabricants soit téléchargé sur le Web à l'adresse suivante : [www.made-in-bc.ca/](http://www.made-in-bc.ca/). Cette initiative a permis aux fabricants de la Colombie-Britannique de rejoindre un public international, plus vaste, grâce à un accès gratuit au répertoire. Les utilisateurs de ce site Web, construit à partir du logiciel Oracle, disposent de trois options de recherche,



dont l'une les laisse formuler et présenter une requête complexe en un langage relationnel SQL. Les fabricants peuvent maintenant revoir leur inscription au répertoire, proposer des modifications par courriel ou même commander une publication ou un extrait complet de données.

## ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

La Division de l'économie, de la statistique et des relations financières fédérales, dirigée par M. John Palmer, relève du ministère du Trésor provincial et elle englobe un petit groupe de professionnels responsables des relations financières fédérales, de la politique fiscale, de l'analyse économique et des services statistiques provinciaux; son directeur occupe en outre le poste de coordonnateur statistique de l'Île-du-Prince-Édouard.

Statistique Canada demeure une précieuse source de renseignements pour le gouvernement provincial, et la Division dépend beaucoup du Bureau pour obtenir la majorité de ses données. Ainsi, les données obtenues de Statistique Canada et des ministères provinciaux servent à la mise à jour de la base de données statistiques.

En 2000, la Division a participé aux activités suivantes :

- la publication de la 26<sup>e</sup> édition de la Revue statistique annuelle (1999);
- la publication de la série *Quarterly Economic Overview*, complétée par des statistiques mensuelles sur des variables clés;
- la connexion du site Web du gouvernement aux données électroniques diffusées sur le site Web de Statistique Canada;
- la mise en œuvre d'une page Web ministérielle sur le site intranet du gouvernement;
- la mise à jour du modèle de prévisions économiques de la province;
- la mise à jour du modèle de prévisions démographiques de l'Île-du-Prince-Édouard;
- la diffusion de renseignements statistiques et démographiques :
  - aux ministères et organismes gouvernementaux par l'entremise du site intranet,
  - aux secteurs des entreprises, industriel et privé par l'entremise du site Internet,
  - pour répondre aux demandes de renseignements du public par courriel, par télécopieur ou par téléphone;
- la présentation de projections à partir du modèle de prévisions démographiques au comité de stratégie provincial de la population, ainsi qu'aux ministères;
- la participation aux conférences fédérales-provinciales sur diverses questions liées à la statistique;
- la formation du personnel par l'entremise de cours offerts par Statistique Canada.

## MANITOBA

### Introduction

L'année qui vient de s'écouler a été très active pour le Bureau de la statistique du Manitoba (BSM), et la tendance se poursuit dans l'année en cours.

L'effectif de base actuel du Bureau est de 14 personnes. Une nouvelle initiative de dotation par projet sera lancée au cours de l'année 2001-2002. L'objectif est de fournir la capacité supplémentaire nécessaire pour entreprendre des activités statistiques parrainées par les ministères, selon le régime de la rémunération des services. Un groupe de 2,0 années-personnes sera ajouté dans le cadre de cette initiative.

### Situation financière

Pour le dernier exercice financier, le budget du Bureau a augmenté d'environ 6 %. Celui de l'exercice courant connaît une hausse de 1 %, ce qui porte le budget total du BSM à près de un million de dollars. Cette année, on consacrera 70 000 \$ à une campagne de sensibilisation du public au Recensement de 2001.

Pour l'année courante, les objectifs de recouvrement des coûts du BSM demeurent au même niveau absolu, soit 6 % du budget brut. L'an dernier, le BSM a recouvré des sommes deux fois plus élevées que le montant requis. Les frais recouverts s'élevaient à 165 000 \$, dont près de la moitié provenait de la stratégie nationale de mise en œuvre sur les changements climatiques.

### Orientation stratégique

Le BSM est en voie d'élaborer son plan d'activités pour la période 2001-2002 à 2003-2004. Certains éléments de ce plan ont déjà été intégrés au budget 2001-2002 (p. ex. la campagne de sensibilisation du public au recensement, les conversions du personnel contractuel et l'initiative de dotation par projet). Le plan d'activités comprendra des discussions et des recommandations touchant les points suivants :

- conversion des services de recouvrement des coûts en services de base en obtenant un financement central supplémentaire (p. ex. en assurant l'accès gouvernemental gratuit à InfoNet du BSM, qui contiendra toute l'information accessible au public du Bureau ainsi que des fichiers téléchargeables);
- mise sur pied d'un conseil consultatif du BSM ayant pour fonction de fournir des recommandations touchant l'orientation stratégique, l'analyse des lacunes en matière d'information et l'établissement des priorités pour les projets de l'organisme;
- détermination d'activités nouvelles ou élargies, comme l'établissement d'indicateurs sociaux et de progrès, l'établissement d'indicateurs régionaux et la mise en œuvre de systèmes de diffusion de l'information;
- mise en œuvre d'une série d'enquêtes régulières sur la satisfaction et les besoins des clients pour contribuer aux activités continues de planification opérationnelle en cours. Certains résultats de ces enquêtes pourraient être intégrés dans une nouvelle série de mesures du rendement organisationnel.

Le BSM doit soumettre son plan d'activités au ministre en juin 2001.



## **Activités en 2000-2001**

Voici quelques activités entreprises au cours des 12 derniers mois :

### ***Évaluations des incidences économiques***

Le BSM a poursuivi ses évaluations des incidences sur l'économie et les recettes fiscales de divers projets et activités de développement économique, à la demande des ministères et organismes gouvernementaux. Les nouveaux tableaux d'entrées-sorties de Statistique Canada permettront d'améliorer les activités d'évaluation du BSM.

### ***Modèle de simulation de l'incidence des politiques manitobaines***

Le BSM a mis en application un modèle macro-économique de l'économie manitobaine ainsi qu'un modèle de comptes publics provinciaux. Ces modèles servent à fournir des prévisions économiques et financières de base (printemps et automne) ainsi qu'une simulation individuelle des changements possibles touchant les variables économiques et financières (p. ex. hausse des taux d'intérêt, réduction des taux d'impôt sur le revenu provincial). Un examen, actuellement en cours, vise à améliorer le modèle de manière à permettre d'effectuer des simulations et des analyses des politiques touchant les changements climatiques.

### ***Processus de mise en œuvre relatif aux changements climatiques***

Au cours des 27 derniers mois, le BSM a représenté le Manitoba auprès du groupe d'analyse et de modélisation (GAM). En novembre 2000, le GAM a publié son rapport des incidences environnementales sur l'économie canadienne de la mise en œuvre du Protocole de Kyoto par le Canada. Le rôle du GAM est de voir aux questions de politique et d'analyse menant à une décision possible de ratification du Protocole de Kyoto dans 15 mois.

### ***Système de diffusion de l'information***

Le BSM a continué de perfectionner ses systèmes d'information accessibles à partir des postes de travail (p. ex. Brief, InfoNet, Online et Trade). Il est en voie de se doter d'un système InfoNet amélioré, qui contiendra tous les rapports du BSM, des tableurs Excel téléchargeables et de nouvelles données dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la justice et des services sociaux de même qu'un système d'extraction distinct pour les exportations et importations de marchandises. On envisage accorder l'accès gratuit à InfoNet aux employés du gouvernement provincial.

### ***Données sociales et mesures générales du progrès***

Le BSM a poursuivi ses travaux sur les indicateurs sociaux ainsi que son travail expérimental sur un indice provincial de bien-être ou de type IPV (indicateur de progrès véritable). Le BSM discute actuellement avec les employés du Conseil exécutif de la possibilité de participer à un nouvel ensemble d'indicateurs du progrès. Le BSM participe aussi à des discussions qui amèneront la Table ronde sur l'environnement et l'économie du Manitoba à recommander, en juillet 2001, l'adoption d'un ensemble d'indicateurs de développement durable. Une recommandation à prévoir est que le BSM soit chargé de la responsabilité de produire ces nouveaux indicateurs.

## NOUVEAU-BRUNSWICK

L'Agence de la statistique du Nouveau-Brunswick relève de la Direction de la politique budgétaire, économique et statistique (DPBES) du ministère des Finances. La DPBES fait elle-même partie de la Division de la politique budgétaire et fiscale (DPBF).

L'Agence suit de près les tendances socioéconomiques provinciales, en rend compte au gouvernement, prépare les prévisions économiques quinquennales utilisées aux fins de la planification budgétaire et de la prévision des recettes et tient des statistiques provinciales de base.

### Structure organisationnelle

En 2000-2001, M. James Turgeon, directeur de la DPBES a géré l'agence et un personnel constitué de neuf personnes, dont six professionnels et employés de soutien. Comme c'était le cas l'année précédente, nous avons connu un mouvement de personnel.

Le gouvernement a continué de diriger le programme Stages dans la fonction publique et cinq stagiaires ont ainsi obtenu des affectations de deux mois à la Division au cours de la dernière année. Leurs stages ont été conçus de manière à leur donner une précieuse expérience de recherche et d'analyse relativement à un large éventail de questions fiscales et financières. À compter de mai, la Division accueillera un stagiaire pour une période de deux ans, et trois autres stagiaires y seront en affectation au cours de l'année qui vient.

Le 1<sup>er</sup> avril 2001, en raison de la retraite de M. Norm Campbell, James Turgeon a été nommé directeur général de la DPBF. À la même date, Kathy Wyrwas a été nommée directrice de l'Agence, puis coordonnatrice statistique pour le Nouveau-Brunswick. La directrice de l'Agence relève du directeur de la DPBES, M. George Richardson (à partir du 16 avril 2001).

### Activités

L'Agence a continué de fournir des services de recherche et d'analyse ainsi que des conseils aux cadres supérieurs, y compris au Cabinet du premier ministre. Tout en poursuivant ses activités internes de diffusion des données, l'Agence a également élargi l'utilisation qu'elle fait des données socioéconomiques dans les domaines de la politique publique, de la prise de décisions et de l'exécution de programmes. Les membres du personnel ont pris part à des initiatives majeures, notamment au programme de croissance économique du Nouveau-Brunswick, à l'analyse des subventions inconditionnelles accordées aux municipalités, à la table ronde sur la gestion des administrations locales et au projet de mesure des résultats des sociétés. De plus, un exposé traitant de la situation démographique du Nouveau-Brunswick a été présenté au cours du séminaire sur la croissance démographique et l'immigration, qui a eu lieu à l'Université du Nouveau-Brunswick.

L'Agence produit des rapports internes périodiques sur les indicateurs économiques, démographiques et sociaux, dont *Statistiques économiques du Nouveau-Brunswick* (trimestriel), *Indicateurs économiques pour le Nouveau-Brunswick* (mensuel)



et *Statistiques forestières du Nouveau-Brunswick* (mensuel). Un document d'information hebdomadaire à l'intention du sous-ministre et du Cabinet du premier ministre fournit de l'information sur les plus récentes données diffusées par Statistique Canada, en mettant l'accent sur les résultats concernant le Nouveau-Brunswick.

Notre rapport annuel, *L'Économie au Nouveau-Brunswick — 2001*, qui présente un aperçu des indicateurs économiques et des révisions des secteurs d'activité de la province, a été diffusé en mars comme document justificatif du budget provincial. Tout en conservant la présentation sous forme de graphiques et de points vignettes inaugurée l'an dernier, nous avons augmenté la version que nous avons produite cette année. On peut consulter le rapport à l'adresse Internet suivante <[www.gnb.ca/0160/budget/buddoc2001/indexf.htm](http://www.gnb.ca/0160/budget/buddoc2001/indexf.htm)>.

Le ministère a poursuivi la mise au point du Système d'aide aux décisions financières. Les données provenant des bandes de l'impôt sur le revenu des particuliers de 1990 à 1999, des sociétés de 1987 à 1999 et du régime d'impôt foncier de 1999 à 2001 (données mensuelles) sont stockées dans une base de données Oracle 8, et Oracle Discoverer est utilisé comme outil d'interrogation frontal. Il s'agit d'une étape intermédiaire avant de passer à l'analyse multidimensionnelle. Plusieurs employés de l'Agence sont en mesure d'utiliser ce système.

La DPBES a confié l'élaboration d'un modèle prévisionnel de l'économie du Nouveau-Brunswick au Centre for Spatial Economics (Centre de l'économie spatiale). Le personnel participera à la création et à la tenue à jour du modèle sous la direction d'Ernie Stokes.

L'Agence continue d'utiliser l'important outil analytique que constitue la Base de données et le modèle de simulation de politique sociale. Deux nouveaux membres du personnel ont reçu une formation à cet égard l'an dernier. Nous avons eu recours au modèle pour analyser les modifications fiscales, plus précisément en ce qui a trait à l'impôt sur le revenu imposable et à une réduction d'impôt pour les contribuables à faible revenu. L'aide et les conseils des membres du groupe de la modélisation socioéconomique sont grandement appréciés.

Le logiciel de cartographie Microsoft MapPoint a été évalué l'an dernier, et la DPBES s'en est procuré plusieurs exemplaires pour faciliter l'analyse et la présentation des données dans les projets à venir.

### **Statistique Canada**

L'Agence continue à entretenir de bonnes relations de travail avec le bureau régional de Statistique Canada à Halifax, qui donne suite promptement et efficacement à nos demandes d'assistance. Le personnel de l'Agence a participé à l'atelier de Statistique Canada sur la façon de tirer parti des données régionales, qui a eu lieu à Fredericton. Un membre de notre personnel, Janine Bringloe, a prêté main-forte au bureau de Halifax en ce qui touche le programme de communication du Recensement de 2001 pour le Nouveau-Brunswick.

Les coordonnateurs statistiques utilisent fréquemment le Réseau de communications internes de Statistique Canada, qui constitue pour eux une source d'information précieuse. L'Agence a saisi la possibilité d'examiner de nouvelles séries de données et



a formulé ses observations à ce sujet. D'autre part, nous avons participé aux rencontres et aux consultations de Statistique Canada dans les limites de nos ressources. Au cours de l'année écoulée, nous avons mis la dernière main à l'accord général de partage des données avec Statistique Canada.

### **Activités à venir**

En 2001-2002, l'Agence continuera la mise en œuvre de plusieurs des activités susmentionnées et élaborera une base centrale de données électroniques. En outre, le ministère des Finances a mis au point un nouveau site intranet que la Division aimerait développer. L'Agence entend examiner les exigences relatives à l'obtention du statut de « personne réputée être employée » (pour certains employés). Nous avons déterminé les besoins de formation futurs entourant les comptes économiques provinciaux et l'analyse des entrées-sorties, et avons mené les premières discussions avec les autorités compétentes de Statistique Canada. Enfin, il faudra également concentrer nos efforts sur la transition vers CANSIM II.

## NOUVELLE-ÉCOSSE

### Aperçu

La Division de la statistique du ministère des Finances assure le fonctionnement des activités conformément aux dispositions de la *Statistics Act*. En effet, cette loi confère à la Division la responsabilité de diriger les services d'information statistique et les services connexes, tels que la collecte, le dépouillement et l'analyse des données. Bien que les ministères provinciaux soient nos principaux clients, certaines données sont mises à la disposition du grand public.

En 1998-1999, la Division a fait l'objet d'un examen exhaustif. Le plan stratégique, intitulé *Putting Statistics in Context*, définit l'énoncé général de mission ainsi que les objectifs qui s'y rattachent. L'énoncé de mission est ainsi formulé :

*Fournir au gouvernement provincial de la Nouvelle-Écosse des statistiques sociales et économiques complètes, actuelles et fiables pour faciliter la prise de décisions stratégiques.*

Les quatre objectifs principaux à l'appui de l'énoncé de mission sont les suivants :

- planifier, élaborer et promouvoir un système intégré de statistiques sociales et économiques pour répondre aux besoins statistiques du gouvernement provincial;
- veiller à ce que les statistiques ayant une incidence sur les intérêts sociaux, économiques et financiers de la Nouvelle-Écosse soient représentées équitablement et adéquatement au moyen des données fournies par Statistique Canada (SC);
- conseiller les ministères et leur prêter assistance sur les questions, les projets et les programmes statistiques;
- éviter les chevauchements et promouvoir l'acquisition rentable de l'information statistique.

La dernière année a été fort occupée pour la Division. Nous avons adapté nos produits et services en fonction des objectifs et de l'énoncé de mission définis dans le plan stratégique, et nous continuerons dans la même veine.

### Budget 2000-2001 de la Division de la statistique de la Nouvelle-Écosse

Malgré les compressions imposées à l'échelle de l'administration publique, le budget de la Division de la statistique a légèrement augmenté. Les économies réalisées au chapitre de l'exploitation ont accru quelque peu les dépenses discrétionnaires de la Division et lui ont permis d'acquérir des données supplémentaires et d'améliorer son infrastructure technologique.

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
	Réelles	Réelles	Prévues	Estimées
Dépenses de la Division de la statistique	337 600 \$	375 000 \$	384 500 \$	391 600 \$

## **Activités en 2000-2001**

Certaines des principales activités entreprises au cours des 12 derniers mois sont présentées ci-dessous.

### ***Enquête sur les besoins et la capacité statistiques***

La Division évalue présentement les besoins et la capacité statistiques des ministères provinciaux. L'enquête vise à déterminer la capacité statistique actuelle et à définir les services et les ressources qui permettraient de mieux offrir aux ministères l'information essentielle à l'élaboration des programmes et des politiques.

Les principaux points à l'étude sont les suivants :

- les modes de collecte ou d'acquisition des données utilisés par les ministères;
- les données disponibles;
- l'utilisation des données;
- les méthodes permettant de cerner les besoins statistiques immédiats et futurs en vue de contribuer à l'élaboration de politiques.

L'enquête est réalisée en deux étapes. À la première étape, les cadres supérieurs des ministères qui prennent part à l'élaboration des programmes et des politiques remplissent un questionnaire. Ensuite, ces questionnaires sont traités et un sommaire est remis au ministère.

À la seconde étape, les répondants participent à un groupe de discussion où on précise et étoffe les renseignements obtenus au moyen du questionnaire. La Division prévoit soumettre un rapport provisoire des résultats du groupe de discussion en mai prochain.

### ***Document sur la perspective sociale***

La Division a mené des recherches en vue de mieux comprendre les besoins et la capacité du gouvernement de la Nouvelle-Écosse en matière de recherche stratégique. *Nova Scotia—A Social Perspective* est un document de travail produit à la suite des travaux de recherche. Il vise à démontrer la valeur et l'application des statistiques lorsqu'il s'agit d'éclairer et de contribuer à l'élaboration de politiques.

Le document met en relief certaines recherches et initiatives menées en Nouvelle-Écosse et ailleurs, qui traitent de la capacité d'élaborer des politiques. S'appuyant sur une vaste gamme d'indicateurs statistiques, le document tente de démontrer les écarts par rapport à la région, au sexe et à l'âge. Dans le meilleur des cas, le document révèle qu'il est nécessaire d'entreprendre des travaux plus approfondis dans certains domaines afin de promouvoir un processus plus éclairé de prise de décisions fondée sur les résultats. Un dernier point est soulevé à l'effet que les données et les statistiques doivent être pertinentes en regard des politiques et tenir compte des enjeux et des priorités clés du gouvernement et des citoyens de la Nouvelle-Écosse.



## **Modèle de démonstration des comptes des collectivités**

La Division de la statistique travaille en collaboration avec la section de recherche sur la santé de la population et la section de recherche sur la promotion de la santé de l'Atlantique de l'Université Dalhousie, de même qu'avec le Bureau de la statistique de Terre-Neuve et l'Université Memorial, afin d'élaborer un système de comptes des collectivités pour la Nouvelle-Écosse s'inspirant des travaux et de l'expérience de Terre-Neuve. Ce projet initial prend la forme d'une étude de faisabilité. Il vise également à produire un modèle de démonstration permettant de montrer aux décideurs, à l'échelle des collectivités et de la province, les types de données et les mécanismes qu'il est possible de mettre en place pour appuyer l'examen et l'élaboration de politiques, l'administration et l'évaluation de programmes et le développement communautaire.

Ce projet a quatre objectifs principaux :

1. déterminer la valeur et la faisabilité d'élaborer un ensemble de comptes des collectivités pour la Nouvelle-Écosse, tout en s'inspirant des travaux entrepris à Terre-Neuve
2. démontrer les synergies qui pourraient résulter d'une collaboration et d'une coopération efficaces entre le milieu universitaire et le gouvernement;
3. élaborer un modèle de démonstration des comptes des collectivités de la Nouvelle-Écosse;
4. préparer une proposition et déterminer des sources possibles de financement pour l'élaboration et l'exploitation continue d'un système de comptes des collectivités pour la Nouvelle-Écosse.

### ***Accès aux données***

La Division continue d'améliorer l'accès aux données tant sur le site Internet public que sur le site interne.

Le site Internet public affiche maintenant des pages de statistiques sociales améliorées et on y offre un plus grand nombre de nos publications sans frais, en format PDF téléchargeable. On enregistre environ 2 000 visiteurs par mois — il s'agit d'une croissance lente mais constante — alors que plus de 5 000 documents sont téléchargés chaque mois.

On continue à élargir et à parfaire le catalogue en ligne, affiché sur le site interne de la Division de la statistique. Le catalogue sert à consigner toutes les publications imprimées et électroniques reçues par la Division. On peut avoir un accès direct aux fichiers électroniques à partir du catalogue, et les employés peuvent facilement mettre à jour les notices de catalogue. Le site interne présente maintenant une page consacrée aux projets, page que les employés peuvent organiser pour créer des liens à tous les fichiers liés à des projets précis.

La principale base de données statistiques de la Division fait l'objet d'une révision majeure. Le « Blue Book » est actuellement composé de nombreux chiffriers Lotus dont le contenu et l'intérêt historiques sont restreints. Le nombre de tableaux a été réduit, mais la taille et le contenu des tableaux ont augmenté. Des tableaux sont créés, combinés, supprimés pour que l'on puisse avoir accès aux données les plus pertinentes et les plus utilisées. Des séries chronologiques, remontant aussi loin que la pérennité

des données le permette seront associées à toutes les variables. Un étudiant universitaire du programme d'enseignement coopératif a été engagé pour collaborer au projet.

La nouvelle base de données est en format Excel, et l'accès aux données est assuré au moyen de tableaux croisés dynamiques et de fonctions de filtrage des données. Un service d'abonnement sera offert à un nombre limité d'utilisateurs de l'administration publique une fois que les questions liées à l'octroi de licences auront été réglées avec SC.

Les publications de la Division de la statistique sont mises à la disposition des ministères et des organismes par le truchement des sites Internet et intranet de la Division et des bibliothèques ministérielles. Nos publications sont soumises à des examens périodiques pour assurer la prestation la plus économique possible de l'information requise. Au cours de la dernière année, la Division a produit les publications suivantes :

- *Stats Daily*
- *Employment Situation Report* (rapport mensuel)
- *Nova Scotia Labour Market Analysis* (rapport mensuel)
- *Economic Indicators* (rapport mensuel comprenant un aperçu de l'indice des prix à la consommation — IPC)
- *Nova Scotia Construction Activity Report* (trois numéros par année)
- *Nova Scotia Statistical Review 2000*
- *Nova Scotia at a Glance 2000*
- *Business Statistics 2000*
- *Nova Scotia Imports/Exports* (rapport trimestriel)
- *Nova Scotia Economic Outlook and Sector Review*
- *Graphically Speaking*
- *Nova Scotia—A Social Perspective*

### **Population et recensement**

La Division a examiné et continue d'examiner les données et les méthodes sous-jacentes aux estimations et aux projections démographiques. Les travaux ont surtout porté sur les tendances de la migration interprovinciale et sur les étudiants universitaires à l'extérieur de la province. Les employés ont mis à jour les données et les rapports traitant de la question universitaire en vue des rencontres fédérales-provinciales.

Des projections démographiques ont été établies pour les provinces et les territoires selon les composantes des méthodes de croissance.

La Division prête main-forte au bureau régional de SC desservant l'Atlantique pour assurer la promotion des activités du recensement. Les employés ont dressé des listes des établissements, des refuges et des maisons d'hébergement pour faciliter l'énumération de cette population mobile. On a rédigé une lettre d'appui qui sera signée par le premier ministre et des mesures ont été prises pour qu'il s'adresse à l'assemblée législative afin de souligner l'importance du Recensement de 2001. Le personnel a préparé des cartes-annonces qui seront insérées dans les envois postaux gouvernementaux, des affiches pour les édifices du gouvernement, des logos pour les

sites Web du gouvernement et une campagne publicitaire menée par courriel à l'échelle de l'administration publique.

### ***Données économiques et financières***

La Division continue de surveiller activement le Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP) de SC et l'incidence de ce projet sur la formule de repartition des recettes de l'accord sur la taxe de vente harmonisée (TVH).

La Division de la politique économique et de l'analyse du ministère des Finances de la Nouvelle-Écosse est en voie d'élaborer un modèle de prévision économique pour la province. Ce modèle permettra de prévoir un certain nombre de variables économiques clés, y compris les composantes du produit intérieur brut (PIB) au moyen de la méthode des recettes et des dépenses, d'un déflateur implicite des prix, des caractéristiques de la main-d'œuvre, du revenu personnel, des ventes au détail et de l'IPC sur une période de cinq ans. Au sein du comité de gestion de projet, la Division de la statistique a fait avancer le projet en offrant des données et des conseils statistiques.

De concert avec la Division de la politique économique et de l'analyse, la Division de la statistique participe également à l'élaboration d'un modèle des entrées-sorties pour la Nouvelle-Écosse. Le modèle des entrées-sorties est un modèle statique qui permet d'estimer l'incidence des dépenses de projet ou des changements sectoriels sur l'emploi et le revenu. Le modèle des entrées-sorties sera compatible avec le modèle de prévision économique et permettra d'accroître les capacités de ce dernier.

Avant leur parution et à des fins de validation et de vérification, les perspectives économiques établies par le ministère des Finances du Canada ont été examinées par la Division de la statistique et la Division de la politique économique et de l'analyse. Les perspectives ont été intégrées dans le *livre brun-vert* du ministère des Finances du Canada.

La Division de la statistique continue de jouer un rôle de liaison important auprès de la Division des institutions publiques (DIP) de SC. La Division de la statistique consulte les ministères provinciaux pour aider la DIP à recueillir la documentation portant sur les finances et la province. La Division consulte également la DIP au sujet des questions sur l'assiette fiscale de la péréquation

### ***Partenariats***

La Division de la statistique a participé à un certain nombre de réunions fédérales-provinciales-territoriales, de consultations et d'ateliers au cours de la dernière année :

Conseil consultatif de la politique statistique  
Comités fédéraux-provinciaux-territoriaux :  
statistique sociale

- statistique du travail
- Recensement de la population
- démographie
- statistique des entreprises
- diffusion des données
- statistique de l'administration publique



- comptes économiques provinciaux
- Utilisateurs et spécialistes provinciaux de statistiques des sciences et de la technologie
- Comité consultatif externe du Conseil du Trésor du Canada, rapport au Parlement *Une gestion axée sur les résultats*
- Projet d'indicateurs de la qualité de vie — Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques
- Consultation sur la diffusion du Recensement de 2001
- Présentation du Recensement de 2001 (Bureau régional de l'Atlantique)
- Atelier sur les estimations et les projections démographiques (Division de la démographie)
- Consultation visant l'information sur le travail (Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail)
- Remaniement de l'Enquête annuelle sur le commerce de gros et de détail (Division de la statistique du commerce)
- Module de formation sur le modèle des entrées-sorties (Division des entrées-sorties)
- Élaboration du contenu — questions de confidentialité (Division de la statistique des entreprises)

Au cours de la dernière année, la Division a participé à divers comités gouvernementaux :

- Canada atlantique en direct
- Comité consultatif GeoNOVA
- Comité consultatif Target Nova Scotia
- Mesures des résultats
- Information sur le marché du travail
- Portail d'information à l'intention des consommateurs canadiens — Nouvelle-Écosse
- Groupe de travail provincial sur la technologie et l'innovation

### **Priorités pour 2001-2002**

Pour 2001-2002, la Division de la statistique de la Nouvelle-Écosse a établi les priorités suivantes :

- terminer l'enquête sur les besoins et la capacité statistiques auprès des ministères et organismes publics et amorcer les changements qui s'imposent dans les services en s'inspirant des résultats de l'enquête;
- mettre en place un nouveau site intranet à des fins d'utilisation au sein du gouvernement, y compris l'accès à un plus grand nombre d'ensembles de données électroniques, au catalogue électronique et à des outils de recherche statistique en ligne;
- établir des liens plus étroits entre les ministères pour examiner les enjeux et les services statistiques;
- élaborer, en collaboration avec l'Université Dalhousie, le Bureau de la statistique de Terre-Neuve et l'Université Memorial, un modèle de démonstration des comptes communautaires de la Nouvelle-Écosse;

- poursuivre la recherche sur les estimations démographiques en mettant l'accent sur la migration interprovinciale la population des étudiants universitaires, les peuples autochtones et les familles de militaires;
- collaborer avec SC au Recensement de 2001 et à la contre-vérification des dossiers pour assurer une couverture complète et exacte de la population de la Nouvelle-Écosse;
- continuer de participer à l'élaboration d'un ensemble d'indicateurs nationaux permettant de suivre les progrès du Canada sur le plan de la qualité de vie (Projet d'indicateurs de la qualité de vie — Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques);
- continuer de surveiller le PASEP de SC et son incidence sur la répartition des recettes de l'accord sur la TVH.

## NUNAVUT

L'année 2000-2001 a été la deuxième année d'activité du Nunavummit Kiglisiniartiit, le bureau de la statistique du Nunavut. L'année a été marquée par la dotation de postes, le déménagement dans des locaux permanents, l'attribution d'un nom inuktitut, l'élaboration et le début de la mise en œuvre d'un ambitieux plan de travail et l'interaction croissante avec Statistique Canada par suite de l'élargissement de ses activités au Nunavut.

Le bureau de la statistique du Nunavut fait partie de la Division de l'évaluation et de la statistique du ministère des Affaires exécutives et intergouvernementales du gouvernement du Nunavut. L'organigramme du bureau comprend six postes : un directeur de l'évaluation et de la statistique; deux analystes de politiques, qui s'occupent du volet évaluation; un statisticien en économie et un statisticien en sciences sociales et en démographie, qui s'occupent du volet statistique; et un gestionnaire d'enquête et de bureau. L'an dernier, on a doté les deux postes de statisticien (Laurie-Anne White, statistique économique et Claude Beauchamp, statistique sociale et démographique) et celui du gestionnaire d'enquête et de bureau (Rita Anilniliak); les postes du directeur (Jack Hicks) et de l'analyste des politiques (Sandra Inutiq) avaient déjà été dotés. Deux des cinq postes dotés sont occupés par des Inuits et trois le sont par des femmes.

Après avoir survécu au déménagement dans cinq bureaux temporaires en moins de deux ans, la Division de l'évaluation et de la statistique s'est finalement installée dans ses locaux permanents en janvier. On a converti en un modeste bureau un appartement situé à l'étage au-dessus du bureau principal du ministère des Affaires exécutives et intergouvernementales. Tout en étant à proximité du ministère, ce bureau offre un certain degré d'autonomie et de quiétude.

Il était important de donner un nom inuktitut au bureau pour des raisons plus que symboliques. Les statistiques n'ont jamais fait partie de la culture inuite. Mais avec la création du Nunavut, on a éprouvé le besoin de faire comprendre l'importance d'avoir des données statistiques exactes et appropriées pour soutenir la prise des décisions inhérentes au fonctionnement d'un gouvernement moderne. Il fallait, pour conférer une identité au bureau de la statistique du Nunavut, lui trouver un nom ayant une signification pour la majorité des Nunavutois, dont la langue maternelle est l'inuktitut. Si on avait traduit littéralement le nom de bureau de la statistique du Nunavut en inuktitut, il aurait été impossible d'accomplir cela. C'est pourquoi, après en avoir beaucoup discuté, nous avons décidé d'utiliser le verbe inuktitut *kiglisi* dans le nom. *Kiglisi* est le verbe qu'on utilisait lorsqu'un aîné se présentait à l'igloo d'une personne et lui disait qu'il allait parler avec elle jusqu'à ce qu'ils soient allés tous deux au fond des choses. Ce verbe a un sens beaucoup plus profond que le simple fait de poser des questions. Le nom *Nunavummit Kiglisiniartiit* signifie donc littéralement « les gens du Nunavut qui posent des questions pour aller au fond des choses ».

Avant de passer à d'autres questions, j'aimerais souligner la contribution apportée à la création du Nunavummit Kiglisiniartiit par Laura Udloriaq Gauthier, notre sous-ministre adjointe des Affaires exécutives et intergouvernementales, décédée subitement l'été dernier de causes naturelles. Elle n'avait que 30 ans. Laura a dirigé notre volet des négociations entre le gouvernement du Nunavut, Statistique Canada et le bureau de la statistique des Territoires du Nord-Ouest (T. N.-O.), lesquelles se sont traduites par une entente de partage de données et d'autres ententes requises pour lancer notre bureau



de la statistique. Laura était une personne vraiment épatante, quelqu'un qui avait profondément à cœur l'avenir de son peuple et qui croyait fermement à l'importance d'une information de qualité. Elle nous manque beaucoup.

Au début de la deuxième année d'existence du bureau, un certain nombre de ministères ont commencé à s'intéresser de plus près aux données statistiques et aux systèmes de données dont ils ont besoin aujourd'hui et dont ils auront besoin à l'avenir. Le bureau a donc reçu davantage de demandes d'aide et de conseils. Des demandes semblables lui ont été adressées par des représentants d'organisations inuites et de cogestion créées en vertu de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut.

Après en avoir beaucoup discuté avec les ministères intéressés et d'autres organisations, nous avons décidé de lancer un programme omnibus d'enquête-ménage. L'Enquête auprès des ménages du Nunavut (EMNu) aura lieu tous les 2 ans durant au moins les 10 prochaines années et permettra de recueillir des données sur l'emploi et l'éducation à l'échelon de la collectivité, données qui concorderont avec celles produites dans le cadre des enquêtes sur la population active du bureau de la statistique des T. N.-O., qui ont été réalisées à tous les 5 ans de 1984 à 1999.

Une de nos plus grandes préoccupations est le fardeau de réponse cumulatif des enquêtes auprès des ménages. Non seulement l'EMNu servira à recueillir des données de base sur l'emploi et l'éducation, elle permettra de répondre de manière coordonnée, rentable et rationnelle sur le plan statistique aux autres besoins en données du Nunavut. L'EMNu de 2001, actuellement sur le terrain, comprend des sections principales sur les conditions de logement et l'emploi de la langue (l'accent étant mis sur l'inuktitut de même que sur l'anglais et le français) et des sections secondaires sur les antécédents en matière de résidence et de mobilité, l'utilisation d'Internet et un certain nombre d'autres sujets. Si le Nunavummit Kiglisiniartiit n'avait pas pris cette initiative, des enquêtes séparées sur le logement et la langue auraient certainement été entreprises cette année et d'autres l'auraient probablement été dans l'avenir. Au lieu de cela, on nous demande déjà d'ajouter des composantes à l'EMNu de 2003.

Une enquête sur les prix au Nunavut, présentement en cours, sert à recueillir auprès des détaillants de chacune des 25 collectivités, des données sur les prix des aliments, les articles de soins personnels et le matériel de chasse. Nous travaillons à la conception d'une enquête auprès des entreprises du Nunavut de même qu'une enquête auprès des visiteurs sortants. Enfin, nous prévoyons tenir l'automne prochain une enquête auprès des employés du gouvernement du Nunavut.

Nous allons également insister davantage sur la diffusion des données cette année, notamment en remaniant le site Web et en produisant un premier profil statistique trilingue du Nunavut.

Nous serons également heureux de continuer à collaborer avec nos bons amis du bureau de la statistique du Groenland, à commencer par ce qui sera, nous espérons, le premier d'une série régulière d'échanges de personnel, cet été, et de projets conjoints à l'automne.

En ce qui a trait aux activités de Statistique Canada, nous avons, l'an dernier, mis sur pied le projet de démonstration visant à inclure le Nunavut dans le champ de l'Enquête sur la population active (EPA) et celui de l'Enquête sur la santé des collectivités

canadiennes (ESCC). Bien que ce projet se soit buté à des problèmes de démarrage, la collecte des données va bon train et nous avons bien hâte d'obtenir les données de ces enquêtes.

Comme nous l'avons souligné précédemment, le fardeau de réponse cumulatif des enquêtes-ménages est l'une de nos principales préoccupations. Nous croyons avoir fait notre part en nous assurant de répondre à la plupart, sinon à la totalité, des besoins d'enquête du gouvernement du Nunavut au moyen d'un programme omnibus d'enquête-ménage.

Les maisons de sondage téléphonique du secteur privé ont récemment découvert le Nunavut et s'en donnent à cœur joie, et, bien entendu, nous n'avons absolument aucun contrôle sur ce qu'elles demandent ou sur la façon dont elles le font. Elles ont tendance à ne fonctionner qu'en anglais, et s'y prennent de façon plutôt agressive. Certains résidents du Nunavut peuvent faire la distinction — et ils la font — entre le Nunavummit Kiglisiniartiit, Statistique Canada et les maisons de sondage du secteur privé. D'autres en sont incapables et ne la font pas, si bien que nous recevons de nombreuses plaintes à propos de choses dont le contrôle nous échappe.

Toutefois, la majeure partie des enquêtes-ménages au Nunavut sont menées par Statistique Canada et continueront de l'être. Nous ne considérons pas ces enquêtes comme des enquêtes de Statistique Canada, car nous savons fort bien que le gouvernement du Nunavut est et sera toujours un grand utilisateur — peut-être le plus grand — des données provenant de ces enquêtes. Notre apport, tant pour ce qui est du choix des données à recueillir que de la méthode de collecte, est moins important que ce que nous aimerions — et moins important que ce qui nous semble être dans le meilleur intérêt de tous.

La relation du Nunavummit Kiglisiniartiit avec le bureau régional du Québec et du Nunavut a plutôt mal commencé. Nous avons été déçus d'avoir eu vent des problèmes de démarrage de la collecte des données de l'EPA et de l'ESCC par les méthodologistes au pré Tunney plutôt que par les gens responsables de la collecte des données. Nous avons été renversés d'apprendre, lors d'une conversation à bâtons rompus avec un intervieweur de Statistique Canada, que la date du recensement anticipé au Nunavut avait été devancée sans que personne ne nous en informe. Ces difficultés ont donné lieu à ce que les diplomates qualifient de « discussion franche et libre » avec Mike Sheridan et Michel Maillette lorsqu'ils sont venus promouvoir le recensement à Iqaluit plus tôt cette année. Je suis heureux de signaler que notre bureau et le bureau régional de Montréal s'échangent maintenant régulièrement de l'aide et de l'information pertinente.

Il nous reste cependant à régler la question de notre rôle dans la détermination des enquêtes de Statistique Canada qui seront menées au Nunavut — selon les besoins et priorités de notre gouvernement et des diverses organisations inuites et de cogestion avec lesquelles nous entretenons des rapports étroits — et des méthodes de collecte. Mais ce qui nous déçoit le plus, par exemple, c'est qu'il semble que le Nunavut sera la seule région du Canada qui sera exclue de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes de 2003. La région du pays ayant, on pourrait le dire, les problèmes d'alphabétisme les plus urgents est la seule qui sera omise de l'enquête visant à s'attaquer à ces problèmes mêmes!



Le gouvernement du Nunavut estime que les besoins en données résultant de la mise sur pied d'un nouveau gouvernement, les défis sociaux et économiques auxquels nous faisons face, les engagements pris par le gouvernement du Canada dans le cadre de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut et la question très réelle du fardeau de réponse cumulatif sont autant de raisons pour que Statistique Canada et notre bureau territorial de la statistique collaborent plus étroitement que cela n'est nécessaire ou souhaité ailleurs au pays. Des progrès considérables ont été réalisés cette année, mais il reste encore beaucoup à faire.

Trêve de frustrations, j'aimerais, pour terminer mes commentaires cette année, exprimer un certain nombre de remerciements. Mike Sheridan nous a aidés sur plusieurs fronts durant l'année et nous lui sommes grandement reconnaissants de son appui continu. Ray Ryan a fait en sorte que notre statisticienne en économie, Laurie-Anne White, participe au cours PRISE l'automne dernier, ce qui a été une excellente occasion d'apprentissage pour elle. Merci! Il a été très agréable de travailler avec Deborah Sunter et son équipe de l'EPA, et nous serons heureux de travailler encore plus étroitement avec ces personnes durant l'année à venir, au fur et à mesure que les données de l'EPA sur le Nunavut seront disponibles. Il en va de même pour l'équipe de l'ESCC. Marie Patry et son équipe de l'Enquête auprès des peuples autochtones (EAPA) ont été d'une aide formidable pour le projet de l'Enquête sur les conditions de vie dans l'Arctique circumpolaire (ECVAC), auquel participent Inuit Tapirisat du Canada et les quatre organisations inuites régionales de revendications territoriales. Sans leur volonté d'adopter le projet de l'ECVAC et d'assurer sa mise en œuvre au Canada, par l'entremise de l'EAPA, je doute que ce projet intéressant ait profité du degré de soutien qu'il a reçu ailleurs dans l'Arctique. La participation à l'EAPA a également renforcé l'appréciation des organisations inuites quant à l'importance de données exactes et appropriées.

Dave Stewart et son personnel à Yellowknife nous ont beaucoup aidés, comme d'habitude. J'aimerais également remercier Alton Hollett et Dennis Pilkey de leur chaleureuse hospitalité lorsque je suis allé visiter leurs installations l'an dernier; ces visites m'ont beaucoup appris. J'ai également fait une brève visite au bureau de Bill Hyshka à Edmonton et j'espère pouvoir aller y passer plus de temps cette année.

J'aimerais conclure en soulignant que nous avons beaucoup aimé la compagnie des quelques visiteurs que nous avons reçus l'an dernier. Mon personnel et moi-même espérons qu'une rencontre fédérale-provinciale-territoriale pourra se tenir un jour à Iqaluit pour que tous et toutes aient l'occasion de visiter le dernier-né des territoires canadiens et le plus récent bureau de la statistique.



## ONTARIO

### Aperçu

L'Unité de l'analyse de la conjoncture économique de l'Ontario fait partie de la Direction de l'analyse et des politiques macroéconomiques du Bureau des politiques économiques du ministère des Finances. Elle compte sept économistes.

La principale fonction de l'Unité consiste à analyser la situation économique ontarienne et à en rendre compte en produisant le bulletin *Comptes économiques de l'Ontario* et d'autres bulletins clés. L'Unité fait aussi état des nouvelles tendances et questions économiques et fournit un soutien économique et statistique au ministre des Finances, au Cabinet, ainsi qu'aux autres divisions du ministère des Finances et à d'autres ministères. Les prévisions économiques et de recettes sont faites par d'autres unités de la Direction de l'analyse et des politiques macroéconomiques.

La fonction de coordonnateur statistique provincial relève aussi de l'Unité de l'analyse de la conjoncture économique de l'Ontario.

### Principaux rapports

L'Unité produit un certain nombre de bulletins internes, ainsi que la publication trimestrielle *Comptes économiques de l'Ontario*, qui est distribuée à l'extérieur du gouvernement aux bibliothèques et à divers établissements de recherche économique.

#### ***Diffusion à l'échelle gouvernementale***

- *Ontario Key Economic Indicators* couvre les principales nouvelles économiques de la semaine précédente et renferme des tableaux mensuels et trimestriels (hebdomadaire).
- *Ontario Labour Markets* (mensuel)
- *L'indice des prix à la consommation* suit les mouvements des prix à la consommation en Ontario, au Canada et aux États-Unis (mensuel).
- *Canadian Economic Conditions* suit l'évolution du produit intérieur brut (PIB) canadien (trimestriel).

#### ***Diffusion à l'échelle ministérielle***

- *Ontario International Trade Update* suit les tendances commerciales en Ontario et au Canada (mensuel).
- *Ontario Auto Production* suit l'évolution de la production, des ventes et des autres activités du secteur de l'automobile (mensuel).
- *Housing Markets* suit l'évolution des conditions de logement en Ontario (mensuel).
- *Retail and Wholesale Sales* (mensuel)
- *Manufacturing Shipments* (mensuel)
- *Ontario Economic Chronology* couvre les événements nationaux et internationaux qui surviennent sur les marchés financiers, sur le marché du travail et dans le domaine des finances publiques (trimestriel).

- Divers feuillets d'information présentent des données économiques connexes de l'Ontario sur les faillites, les règlements salariaux, les statistiques financières et les permis de bâtir, entre autres (mensuel).

### ***Diffusion externe***

*Comptes économiques de l'Ontario* présente le PIB nominal et le PIB réel de l'Ontario, suivant les grandes composantes des recettes et des dépenses, et des estimations du PIB réel de la province au coût des facteurs par grande branche d'activité (trimestriel).

### ***Services électroniques***

#### *Economic Monitoring Overview*

Ce rapport est une mise à jour et un sommaire électroniques quotidiens des grandes nouvelles économiques diffusées à l'intention des cadres supérieurs du gouvernement.

#### *Diffusions sur Internet*

Le ministère des Finances a diffusé un certain nombre de documents sur Internet, dont le *Budget de l'Ontario* et les bulletins économiques et budgétaires connexes. La publication *Comptes économiques de l'Ontario* est aussi disponible sur Internet, tout comme un bulletin décrivant l'évolution récente de la situation économique de l'Ontario.

### **Développement de bases de données**

Nous avons récemment acheté un nouveau système de base de données (FAME) pour répondre aux besoins en matière d'information de la Division. Ce système nous permettra d'automatiser ses mises à jour et d'échanger ses données plus efficacement. Les contacts avec les Comptes nationaux de Statistique Canada s'en trouveront aussi simplifiés. On a créé un poste à temps plein pour assurer le fonctionnement de ce nouveau système.

### **Services de bibliothèque**

La bibliothèque du ministère des Finances tient une série complète des publications cataloguées de Statistique Canada et certaines publications statistiques des gouvernements ontarien et fédéral et des municipalités.

### **Services de coordination**

L'Unité coordonne la formulation des besoins ministériels en matière de données qu'on peut obtenir de Statistique Canada et d'autres sources d'information. Elle aide également les ministères à avoir accès à des données économiques et statistiques.

## QUÉBEC

### **La réalisation d'un plan d'affaires et la constitution d'un Bureau de projets**

Répondant à la nécessité de disposer d'une « carte de visite » lui permettant de mieux se faire connaître, de faire connaître l'environnement dans lequel il évolue, ses orientations stratégiques et le modèle d'affaires qu'il privilégie, l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) a complété, à l'automne 2000, la rédaction de son *Plan d'affaires 2000-2004*. Ce document vient préciser la mission de ce jeune organisme ainsi que sa vision, il rappelle ses valeurs de gestion, décrit son environnement d'affaires, énonce ses orientations stratégiques, définit son modèle d'affaires et son plan d'action. Un des éléments de ce plan d'action est devenu chose concrète au cours de l'hiver 2000-2001, alors que l'ISQ se dotait d'un Bureau de projets dans le but d'accorder une attention particulière à la gestion de projets et de resserrer le contrôle de la performance.

### **La création de l'Observatoire de la culture et des communications (OCC)**

En juin 2000, la ministre de la Culture et des Communications du Québec annonçait la création de l'Observatoire de la culture et des communications (OCC). Cet Observatoire répond notamment au besoin de regrouper la production et la diffusion de données statistiques émanant jusqu'ici de différentes sources. Les partenaires du monde de la culture et des communications, étroitement associés dans la création de cet Observatoire, ont convenu que celui-ci serait implanté à l'Institut de la statistique du Québec. Plusieurs facteurs ont motivé ce choix : le rôle que jouait déjà l'ISQ depuis plusieurs années dans la production de données et d'analyses sur l'évolution de la culture et des communications au Québec, sa crédibilité dans ces domaines, son expertise, ses ententes avec Statistique Canada et ses relations avec les centres universitaires et les agences de statistiques dans le monde. Enfin, les fonctions de recherche et de veille, également dévolues à l'Observatoire, sont des activités directement reliées au mandat de l'Institut de la statistique du Québec.

Au sein de l'ISQ, une direction spécifique a pris en charge les objectifs que l'Observatoire s'est donnés. Elle a pour fonctions de : 1) établir et mettre à jour la liste des entreprises, des organismes ou, plus généralement, des principaux acteurs œuvrant dans les domaines de la culture et des communications; 2) réaliser des sondages, la collecte et l'intégration de données statistiques de sources diverses et établir des consortiums pour l'achat de données; 3) constituer des banques de données non confidentielles. Les activités de diffusion, de transfert de connaissances et d'animation occupent également une place importante dans les fonctions de cette Direction.

### **La mise sur pied du Centre d'accès aux données de recherche de l'ISQ (CADRISQ)**

En créant, en septembre 2000, le Centre d'accès aux données de recherche de l'Institut de la statistique du Québec (CADRISQ), l'Institut s'inscrivait dans une démarche visant à promouvoir la recherche et la formation dans le domaine des statistiques sociales au Québec. Logé au Pavillon Lionel-Groulx de l'Université de Montréal, ce centre permet aux milieux universitaires de la recherche, notamment dans la région métropolitaine de Montréal, d'avoir désormais accès à certaines banques de données statistiques de l'ISQ. Les chercheurs peuvent ainsi donner une valeur ajoutée aux statistiques produites



par l'Institut, faire avancer la connaissance et alimenter les décideurs et les administrateurs, notamment en matière de politiques sociales, dans le respect de la confidentialité prévue par la *Loi de l'ISQ*.

## **Nouveaux travaux**

### **Développement de nouveaux programmes**

L'ISQ a élargi le volet travail et rémunération de sa programmation par la mise en place d'une équipe affectée à des études et analyses dans ce domaine.

En septembre 2000, l'Institut mettait sur pied une équipe de travail chargée de développer un programme statistique relatif à l'économie du savoir. En plus de compléter les mesures reliées aux investissements dans l'économie du savoir, un des objectifs que poursuit l'ISQ dans ce programme est de développer une série d'indicateurs qui permettent d'évaluer les résultats de ces investissements sur la diplomation, le nombre de brevets enregistrés, la production, les exportations, etc. Ces indicateurs permettent des comparaisons dans le temps et également avec les principales économies industrialisées.

Par ailleurs, l'Institut a réalisé une matrice de comptabilité sociale servant de base à un modèle d'équilibre général de l'économie du Québec. Il a effectué ces travaux en bénéficiant de la collaboration étroite de différentes unités administratives de Statistique Canada, notamment de la Division des entrées-sorties et de la Division des études sociales et économiques.

### **Une modification législative**

La Loi sur l'Institut de la statistique du Québec a connu sa première modification par l'ajout de l'article 4.1 suivant :

*4.1. Lorsque le gouvernement lui en fait la demande, l'Institut informe également le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération globale des salariés régis par une convention collective des municipalités d'une part et de la rémunération globale des autres salariés québécois de toute catégorie qu'il détermine d'autre part.*

Conséquemment à cette modification et dans le contexte actuel de réorganisation municipale au Québec, plusieurs discussions ont été amorcées relativement aux mandats majeurs qui pourraient éventuellement être confiés à l'ISQ dans le domaine de la rémunération et des coûts de la main-d'œuvre dans le secteur municipal.

### **Nouveaux titres parus depuis la dernière réunion du Conseil**

Quelques titres sont venus s'ajouter, au cours des douze derniers mois, au catalogue des publications de l'ISQ :

- *La rémunération variable, fréquences et caractéristiques selon les secteurs – Enquête 1999*
- *Commerce international de marchandises au Québec - Bulletin trimestriel*
- *Le secteur de l'exploitation forestière : évolution des conditions de travail de 1983 à*

1999

- *Les PME au Québec – État de la situation, édition 1999*
- *S@voir.stat* – Bulletin trimestriel sur l'économie du savoir
- *Bulletin de l'Observatoire de la culture et des communications*

### **Les études spéciales**

L'Institut a, par ailleurs, réalisé au cours des douze derniers mois plusieurs études et rapports d'enquêtes effectuées à la demande de clients particuliers. Parmi ceux-ci, mentionnons :

#### **Santé**

- *Étude longitudinale du développement des enfants du Québec, vol. 1 (ÉLDEQ 1998-2002) (ministère de la Santé et des Services sociaux)*
- *Enquête sociale et de santé 1998 (ministère et régies régionales de la Santé et des Services sociaux)*
- *La violence familiale dans la vie des enfants du Québec 1999 (ministère de la Santé et des Services sociaux)*
- *Enquête auprès de la clientèle des ressources pour personnes itinérantes des régions de Montréal-Centre et de Québec 1998-1999, vol. 1 (ministère de la Santé et des Services sociaux, régies de la Santé et des Services sociaux de Montréal-Centre et de Québec, Villes de Montréal et de Québec, ministère de la Solidarité sociale)*

#### **Travail et rémunération**

- *Étude sur la rémunération globale de la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal (STCUM) et de différents marchés pour certains emplois professionnels*
- *Étude de faisabilité de l'analyse de l'évolution sur dix ans des déboursés des régimes complémentaires de retraite (Regroupement des associations de cadres en matière d'assurance et de retraite (RACAR) et Coalition de l'encadrement en matière d'assurance et de retraite (CERA))*
- Plusieurs études spécifiques réalisées dans le cadre du service aux répondants à l'Enquête sur la rémunération globale (ERG), entre autres à la demande de la Communauté urbaine de Montréal et la Ville de Montréal.

#### **Économie et statistiques sectorielles**

- Rapport d'enquête sur l'adoption du commerce électronique par les PME québécoises

#### **Démographie**

- Une étude pilote menée sur la planification des ressources humaines dans la fonction publique québécoise, à l'aide notamment du logiciel PERSIM développé à Statistique Canada.
- Une méthodologie d'estimation des flux migratoires intermunicipaux a été développée, et les premiers résultats sont présentés sur le site web de l'Institut.

## **Principales activités d'enquêtes et activités connexes**

- En plus de réaliser diverses enquêtes dans le cadre de sa programmation régulière et en plus de celles dont les rapports sont mentionnés précédemment, l'Institut a procédé aux activités de collecte et/ou d'analyse pour les enquêtes suivantes :

### ***Enquêtes auprès des individus et des ménages***

- Enquête québécoise sur les limitations d'activité (ministère de la Santé et des Services sociaux et Office des personnes handicapées du Québec)
- Enquête sur la violence envers les femmes (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- Enquête sur l'activité physique et la santé (ministère de la Santé et des Services sociaux et Kino-Québec)
- Enquête sur l'indice synthétique de santé SF-36 (ministère de la Santé et des Services sociaux et Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre)
- Enquête sociale et de santé cardiovasculaire auprès des enfants et des adolescents (ministère de la Santé et des Services sociaux et Santé Canada)
- Enquête sur la santé auprès des membres de communautés ethnoculturelles (ministère de la Santé et des Services sociaux, les Régies régionales de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre, de Laval et de Montérégie et ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration)
- Enquête de nutrition auprès des 6 à 16 ans (ministère de la Santé et des Services sociaux et Santé Canada)
- Enquête québécoise sur le tabagisme chez les élèves du secondaire – Prise 2
- Étude parallèle sur un mode de collecte alternatif
- Enquête sur les besoins des familles en matière de services de garde éducatifs (ministère de la Famille et de l'Enfance)

### ***Enquêtes auprès des entreprises***

- Enquête sur la rémunération globale (ERG), essentielle à la réalisation de l'étude sur la comparaison de la rémunération des salariés du secteur public et des autres salariés québécois, étude inscrite au mandat de l'ISQ en vertu de sa loi. Dans le cadre de l'ERG 2000, trois volets ont été enquêtés : le volet salarial, les avantages sociaux (secteur public) et la rémunération variable (déboursés). En 2001, plusieurs améliorations ont été apportées à cette enquête annuelle dont, entre autres, l'ajout des domaines pour certains corps d'emploi, la sélection des emplois visés par l'enquête selon le secteur d'activité, la scission de la catégorie " entretien et service " en deux catégories distinctes (« ouvriers » et « employés de service »), et le changement de niveaux pour certains emplois. Par ailleurs, une réflexion majeure a été entreprise quant à l'approche de collecte des avantages sociaux.
- Enquête sur les entreprises assujetties à la Loi favorisant le développement de la main-d'œuvre (ministère de la Solidarité sociale)
- Enquête sur les besoins des entreprises en matière des services financiers (Investissement Québec)
- Enquête sur le programme de démarrage de petites entreprises – 2000 (Investissement Québec)



- Enquête sur les besoins des entreprises en main-d'œuvre hautement qualifiée (CETECH, Emploi Québec)
- Enquête sur les dépenses de l'Administration publique québécoise dans les domaines de la R&D, de l'innovation et de la culture scientifique (ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie)

Par ailleurs, l'exercice 2000-2001 a été caractérisé par la mise en place d'un réseau décentralisé d'intervieweurs permettant de réaliser des enquêtes en face à face dans toutes les régions administratives du Québec. Une première enquête de ce type couvrant l'ensemble du territoire québécois a également été réalisée, permettant à l'Institut d'ajouter ce mode de collecte de données à ceux déjà offerts à ses clientèles (téléphonique et postal). Des études exploratoires ont également été amorcées afin de mettre en place des mécanismes de collecte électronique de données.

Un nouveau logiciel de codification automatisée des causes de décès a été implanté dans le système du registre des événements démographiques. Il s'agit de STYX, un analogue français de MICAR; l'ISQ collabore avec l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) pour l'améliorer.

Sur le plan de la gestion interne de ses ressources humaines, l'Institut a réalisé une enquête auprès des membres de son personnel sur le climat organisationnel afin de prendre le pouls de l'Institut après un an d'existence. On prévoit réaliser cette enquête sur une base annuelle.

#### **La diffusion électronique**

##### ***La Banque de données statistiques officielles (BDSO) sur le Québec***

À titre de mandataire du projet, l'ISQ a réalisé au cours du dernier exercice financier la conception administrative de la *Banque de données statistiques officielles sur le Québec*. Élément important de la mise en œuvre de l'infrastructure gouvernementale, ce système et cet entrepôt centralisé de données alimenté par 13 partenaires offrira aux citoyens et aux entreprises un moyen unique d'accéder aux statistiques officielles sur le Québec. Sans nécessairement devoir connaître les différentes composantes de l'Administration publique québécoise et peu importe le site Internet gouvernemental où il se trouvera, l'utilisateur pourra obtenir des données statistiques officielles sur le Québec qui soient complètes, à jour, uniformes, comparables et fiables.

##### ***Le site Web de l'ISQ***

La totalité des publications produites par l'Institut se retrouvent maintenant, en format téléchargeable PDF, sur le site Internet de l'Institut. Le contenu en données statistiques du site a également été enrichi par l'ajout de nouvelles rubriques : *Analyse différenciée selon le sexe* et *L'économie du savoir*. La section sur les données régionales a été complètement remaniée pour en faciliter la consultation. La nouvelle *salle de presse* du site permet désormais non seulement d'obtenir les communiqués de presse de l'Institut, mais offre également aux journalistes la possibilité de s'abonner pour recevoir automatiquement les communiqués de l'Institut. Le CADRISQ (Centre d'accès aux données de recherche de l'Institut de la statistique du Québec) a également été intégré au site de l'Institut. La version anglaise du site progresse et déjà, tous les communiqués de presse et faits saillants diffusés par l'Institut sont disponibles en anglais.

## **La coordination statistique**

En plus de continuer de mener ses activités de concertation et de consultation au sein de ses comités consultatifs permanents, l'Institut a réalisé divers travaux de consultation au sein de l'appareil gouvernemental québécois. Il effectue actuellement une consultation auprès d'universitaires et de chercheurs sur la pertinence et la faisabilité d'une enquête sociale intégrée au Québec, axée sur le développement social; le scénario d'un échantillon longitudinal est jusqu'ici privilégié à cet égard. L'Institut a mené une consultation auprès des ministères et organismes québécois sur la diffusion des données du recensement de 2001 et il a remis à Statistique Canada le rapport de cette consultation.

L'Institut est actuellement en voie de renouveler son entente de partage de renseignements avec Statistique Canada dans le domaine des statistiques sur les entreprises. Par ailleurs, dans le contexte de la refonte des enquêtes auprès des entreprises actuellement en cours à Statistique Canada, des modalités de collaboration très étroites entre l'ISQ et l'agence statistique canadienne sont en train d'être définies. Notons également que l'ISQ a été invité à participer au Comité des coordonnateurs ministériels d'affaires internationales co-présidé par le ministère de l'Industrie et du Commerce et le ministère des Relations internationales. La participation de l'Institut à cette instance interministérielle lui permet d'être au fait des orientations et des actions gouvernementales en matière de relations internationales et de collaborer à la réalisation de produits conjoints, comme la constitution d'un catalogue des expertises de l'Administration publique québécoise.

## **Le rayonnement extérieur**

Dans le cadre du Congrès de la Société statistique du Canada en mai 2000, à Ottawa, l'ISQ a tenu son Colloque annuel « Méthodes et applications de la statistique ». Une représentante de l'Institut y a participé à une table ronde ayant pour thème « La formation des statisticiens ».

Diverses conférences ont été présentées aux chercheurs du milieu universitaire au Centre d'accès aux données de recherche de l'ISQ (CADRISQ).

À l'occasion des Journées annuelles de santé publique 2000, l'ISQ a tenu un colloque en vue de présenter les résultats de l'enquête sociale et de santé de 1998 à la communauté des chercheurs et des praticiens de la santé publique.

En collaboration avec l'Université de Montréal, la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo et l'Office de la statistique du Kosovo (KOS), l'ISQ a participé au projet « Réactivation du système des statistiques de l'état civil du Kosovo ».

Dans le cadre de la conférence intitulée "Les services gouvernementaux sur Internet" organisée par l'Institut canadien à Québec au début d'avril 2001, l'ISQ a présenté une communication ayant pour titre « La réingénierie des processus d'affaires pour mieux satisfaire le client - Une étude de cas : la Banque de statistiques officielles sur le Québec (BDSO) ».

Lors de la conférence « Le service à la clientèle : virage client dans le secteur public », de l'Institut international de recherche, tenue à Québec en janvier 2001, l'ISQ a présenté

une communication ayant pour titre « Comment utiliser les sondages pour évaluer les attentes et la satisfaction de votre clientèle ».

Un représentant de l'ISQ a présidé le sous-comité interministériel responsable de l'organisation de la statistique dans le domaine de la science et de la technologie. L'ISQ a pris en charge l'organisation matérielle de la réunion des utilisateurs et des fournisseurs provinciaux de statistiques sur les sciences et technologies, tenue à Québec en novembre 2000, à l'initiative de Statistique Canada. Une représentante de l'ISQ y a présenté une communication intitulée « Indicateurs sur l'économie du savoir : le commerce international du Québec par niveau technologique ».

L'ISQ participe et fournit son expertise à de nombreux comités gouvernementaux (dans les domaines du développement social, de la lutte à la pauvreté, du vieillissement démographique, de l'analyse différenciée selon le sexe, de la population active, de l'économie sociale, etc.). Comme à chaque année, de nombreuses présentations du modèle intersectoriel ont été faites au bénéfice de représentants du monde universitaire, du secteur privé et de l'Administration publique québécoise. L'ISQ a participé à l'organisation de colloques ou congrès internationaux (Rencontres Sauvy, Association internationale des démographes de langue française, Union internationale pour l'étude scientifique de la population). Enfin, il a participé à de nombreux salons et congrès lui permettant de se faire connaître davantage et de rencontrer sa clientèle.

### **Les réalisations sur le plan technique**

Après avoir procédé, en début d'exercice, à une refonte du système de modélisation mathématique du Modèle intersectoriel, l'ISQ a entrepris de relever plusieurs défis techniques dans le cadre de ce projet. Grâce à l'utilisation de la technologie de pointe pour le traitement de l'information, l'ISQ a, en effet, entrepris de rendre cette application accessible sur le web, en ayant recours aux techniques de chiffrement des données et d'authentification des utilisateurs afin d'assurer les niveaux les plus élevés de sécurité.

Les douze derniers mois ont été marqués par des acquisitions majeures sur le plan technologique. Ainsi, l'ISQ a procédé à l'installation de quatre nouveaux serveurs (mini-ordinateurs) et d'une passerelle de sécurité qui lui permettront de mettre en place l'infrastructure technologique nécessaire pour mener à bien ses projets. L'implantation de cette nouvelle infrastructure devrait être complétée d'ici l'automne 2001.



## SASKATCHEWAN

Au cours de la dernière année, le Bureau de la statistique de la Saskatchewan (BSS) a consolidé la plus grande partie de ses activités de diffusion en augmentant la masse de documents accessibles sur Internet. Pour la première fois depuis plus de 50 ans, la publication annuelle *Saskatchewan Economic Review* n'est disponible que sur le site Web. Aucun exemplaire de l'édition de 2000 n'a été imprimé. En outre, le téléchargement de la *Monthly Statistical Review* sur le site s'est traduit par une réduction de 50 % au chapitre du nombre d'exemplaires imprimés en vue de la distribution. Le site Web du BSS présente d'autres données provinciales, notamment des renseignements sur la tarification, la population et la main-d'œuvre.

Le roulement du personnel nous a contraints à suspendre l'essentiel de nos travaux d'élaboration des comptes économiques. Toutefois, en dépit du recrutement et de la formation des employés, nous avons réussi à mettre à jour et à produire les comptes économiques de la Saskatchewan pour l'année 1999. Les données couvrent en fait la période allant de 1951 à 1999.

## TERRE-NEUVE

### Aperçu

L'année 2000 a été très chargée et généralement fructueuse pour le Bureau de la statistique de Terre-Neuve. Nos travaux comprenaient la mise en œuvre de nos propres enquêtes et des projets réguliers menés au nom de ministères fédéraux et d'organismes non gouvernementaux. Nous avons continué de travailler en étroite collaboration avec les milieux universitaires dans les domaines de l'économie, des statistiques et de la politique sociale. Environ 15 personnes travaillaient au Bureau en 2000.

### Enquêtes sur les émigrants et les immigrants internes

Depuis 1996, l'organisme effectue une enquête sur les émigrants internes. Les données recueillies proviennent d'un questionnaire envoyé aux personnes qui, selon le régime d'assurance-maladie, ont quitté la province. La commission de l'assurance-maladie de Terre-Neuve communique avec les personnes qui bénéficient de soins médicaux dans une autre province pour leur demander de rendre leur carte relative aux soins de santé. Nous joignons notre questionnaire à la correspondance de la commission. Cette initiative permet de recueillir de nombreuses données utiles et informatives. Ces données gagnent constamment en utilité en raison de la série chronologique relativement longue établie depuis que nous avons commencé à les recueillir en 1996. Nous ajoutons maintenant une enquête sur les immigrants internes pour obtenir des données sur les personnes de retour dans la province. Nos bases de données sont les seules à contenir des données détaillées sur les personnes qui quittent Terre-Neuve ou le Labrador et celles qui y reviennent. Les constatations tirées de ces données feront l'objet de rapports en juin 2001.

### Enquête sur la population active de Terre-Neuve et du Labrador

En juillet et en août 2000, l'organisme a réalisé une enquête sur la population active de la province. Le personnel de l'organisme a conçu l'enquête, et celle-ci a été effectuée par Bristol Communications, une entreprise locale spécialisée dans les enquêtes téléphoniques. L'enquête visait à cerner les principaux éléments de la dynamique du marché du travail provincial et portait sur des thèmes très variés. Elle comportait des questions sur la confiance des consommateurs et sur leurs intentions de quitter ou non la province.

### Enquête sur la santé communautaire et les adultes à Terre-Neuve et au Labrador

En 2001, l'organisme a procédé à une enquête sur la santé communautaire et les adultes à Terre-Neuve et au Labrador. Le travail est presque terminé; les résultats de l'enquête présenteront des données sur l'état de santé tel qu'évalué par les répondants eux-mêmes. Les données de l'enquête serviront également aux comptes des collectivités. L'enquête initiale avait été conçue et réalisée en 1995 par la division de la santé communautaire de l'Université Memorial. Cette mise à jour permettra de produire des données comparables pour 1995 et 2000. Une grande partie des questions rejoint l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) de SC.

Nous aurions préféré avoir recours à l'échantillonnage superposé dans le cadre de l'ESCC au lieu de mener une autre enquête de cette envergure sur la santé (échantillon de 8 000 répondants). Nous avons négocié durant sept mois avec SC, et ce, sans pouvoir en arriver à une entente. Les principaux obstacles étaient le prix et le partage des données. Il nous en coûtait 220 000 dollars pour mener une enquête auprès de 8 000 personnes, comparativement à 300 000 dollars pour interroger 3 000 personnes par échantillonnage superposé dans le cadre de l'enquête de SC. Cette différence entre les coûts, combinée à des restrictions comme l'impossibilité de partager entièrement les données, a rendu non viable l'entente avec SC.

### **Site Web de la diffusion des données**

La clientèle a pu accéder au nouveau site Web de la diffusion des données le 23 décembre 2000. Notre stratégie consistait à fournir les données les plus souvent demandées et à élargir l'offre de ces données en fonction du temps et des ressources disponibles. Jusqu'à maintenant, cette formule a bien fonctionné, comme le démontrent les réactions très positives des clients et la fréquentation du site. Les prochains ajouts importants seront des séries historiques sur Terre-Neuve et le Labrador de 1949 à ce jour. À la suite des activités courantes liées aux enquêtes et d'autres initiatives d'élaboration de données, l'organisme détient un large éventail de données caractérisant la province, lesquelles seront ajoutées au site dès que possible. Depuis l'entrée en service du site, celui-ci a accueilli quelque 21 000 visiteurs, et 55 % d'entre eux l'ont fait une seule fois. Le nombre de visites est régulier durant la semaine, n'augmentant que légèrement du lundi au vendredi.

### **Plan social stratégique**

Nos travaux se poursuivent de façon intensive concernant le Plan social stratégique (PSS). Nous avons eu pour tâche d'élaborer un cadre de mesure et de fournir un soutien technique pour cette initiative à l'ensemble du gouvernement. Cette tâche a été effectuée en collaboration avec l'Université Memorial. Les principales responsabilités consistaient à mettre en œuvre un système de comptes des collectivités et un cadre de mesure pour le bilan social.

### **Comptes des collectivités**

Les comptes des collectivités présentent des données à l'échelle de 400 collectivités constituées, de 80 localités (selon la géographie de SC), de 20 zones économiques, de six régions du PSS et de la province tout entière. En réponse aux demandes des utilisateurs, la couverture géographique sera élargie pour englober six conseils de santé et régions administratives ainsi que 19 secteurs administratifs de Développement des ressources humaines Canada. Le site donne accès à quelque 50 000 tableaux, graphiques et indicateurs économiques et sociaux. La structure des comptes des collectivités correspond au concept des déterminants de la santé. Les données sur l'éducation et la criminalité sont mises au point en collaboration avec les ministères concernés et à partir de nos propres enquêtes et données administratives. Elles serviront dans une large mesure à produire une référence pour le bilan social de 2003. Les comptes des collectivités reçoivent un accueil des plus positifs et leur usage va en s'accroissant. Les comptes ont été présentés et mis à l'essai à l'intérieur de la province et partout au Canada, ils ont suscité à chaque fois une réaction enthousiaste. D'autres



provinces se disent intéressées à reprendre le principe des comptes des collectivités. Des discussions à cet égard s'amorcent d'ailleurs avec la Nouvelle-Écosse.

### **Présentation des comptes des collectivités**

Le ministre responsable du PSS a demandé que les comptes des collectivités soient rendus accessibles à tous les intervenants couverts en vertu de nos ententes de partage de données avec SC. Ce groupe comprend les ministères, les comités directeurs régionaux du PSS, les municipalités et l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA). Un autre élément de la stratégie porte sur l'élaboration de matériel didactique visant une année d'études précise à partir des données des comptes des collectivités et à fournir ce matériel aux écoles de la province. Des négociations sont en cours avec SC afin de réaliser cette activité conjointement à titre de projet pilote pour Terre-Neuve et le Labrador. La présentation des données s'inspirerait du programme E-STAT de SC. Dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre de ce concept, l'organisme tirera grandement avantage de l'expérience acquise par SC en ce domaine. La stratégie prévoit également que l'organisme fera connaître son système à l'extérieur de la province et du Canada.

### **GeoStats Atlantic**

Au début des années 1990, l'organisme a lancé le Regional Economic Development Information System (REDIS, le Système d'information sur le développement économique régional) un système d'information géographique (SIG). Afin de remplacer le REDIS et de renforcer la capacité du SIG de l'organisme, ce dernier élabore à l'interne le système GeoStats Atlantic tout en bénéficiant d'un certain soutien de la part de l'Université Memorial et du Bureau de la statistique de la Nouvelle-Écosse. Le nouveau système présentera des données portant sur toutes les provinces canadiennes et peut facilement être adapté à de nombreuses applications. Nous avons conçu une application pour permettre à la province de participer à la sélection des emplacements des entreprises provenant de l'extérieur et intéressées à s'établir à Terre-Neuve et au Labrador. Une autre application est pratiquement prête pour remplacer le REDIS. Le système est accessible à partir d'Internet et sera maintenu à jour pour tous les utilisateurs par le personnel de l'organisme selon une formule de recouvrement partiel des coûts.

### **Bureau régional de Halifax**

L'organisme et SC ont maintenu d'étroites relations de travail à Halifax au cours de la dernière année, et des projets ont exigé une interaction poussée (constamment facilitée par les efforts de M<sup>me</sup> Paula Thompson). Cette collaboration a créé de nombreux domaines d'efficacité et assuré une uniformité qu'il aurait été difficile d'obtenir autrement. Nous tenons à féliciter le bureau régional de Halifax et à le remercier de sa collaboration et de son attitude d'ouverture vers l'extérieur. L'expérience de la dernière année démontre que nous pouvons en faire davantage grâce à nos efforts conjoints et à la volonté de SC de collaborer avec la clientèle. Le service des données sur les secteurs restreints a fait part d'une collaboration exceptionnelle pour la réalisation des comptes des collectivités. M<sup>me</sup> Linda Standish et son équipe ont trouvé de nombreuses façons d'utiliser les données sur les déclarants et de transmettre les résultats à ceux et celles qui en avaient besoin. Nos relations de travail se sont avérées très productives et fructueuses.

## TERRITOIRES DU NORD-OUEST

### Aperçu

Le Bureau de la statistique (BS) des Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.), l'organisme statistique central du gouvernement des T.N.-O., compte cinq postes permanents et trois postes de durée déterminée. Le BS relève du ministère des Finances et doit s'acquitter de cinq grandes fonctions :

1. Élaborer, analyser et interpréter les statistiques économiques, sociales et démographiques dont l'administration territoriale a besoin;
2. Diffuser les statistiques gouvernementales officielles et d'autres données statistiques, en formats imprimé et électronique, coordonner les activités statistiques au sein du gouvernement afin de réduire le chevauchement de celles-ci, et veiller à ce que les statistiques utilisées par le gouvernement soient actuelles, cohérentes et exactes;
3. Donner des conseils et offrir de l'assistance en matière de statistique aux ministères, aux bureaux régionaux et aux organismes centraux au sujet de l'analyse des données statistiques et des enquêtes statistiques;
4. Assurer une représentation efficace des intérêts statistiques territoriaux au sein de l'appareil statistique national, notamment en participant aux comités fédéraux-provinciaux-territoriaux de la statistique, en agissant à titre de coordonnateur statistique du gouvernement avec Statistique Canada (SC) et en consultant les ministères et organismes fédéraux tels, que SC au sujet des statistiques territoriales;
5. Assurer un service statistique limité au grand public, au secteur privé et aux autres administrations publiques

Le budget de base du BS des T.N.-O. a augmenté de 8 % pour l'exercice 2001-2002. Aucun changement n'est prévu en ce qui a trait à la place qu'occupe le BS au sein du Ministère.

### Élaboration et diffusion des données

Le Bureau des T.N.-O. a achevé un certain nombre d'initiatives majeures liées à l'élaboration et à la diffusion des données.

Le BS a préparé des estimations démographiques communautaires au 1<sup>er</sup> juillet 2000 en s'appuyant sur les données de la population territoriale diffusées en 2000. Les projections démographiques communautaires ont été révisées récemment en fonction des nouvelles estimations. Dans le cadre de la mise à jour de ces projections, nous avons mis au point des modules qui permettent d'estimer les incidences démographiques des grands changements économiques.

Une initiative importante se poursuit. Il s'agit de l'amélioration du modèle des entrées-sorties des T.N.-O. Il a fallu apporter des changements considérables en raison des modifications apportées aux tableaux d'entrées-sorties de SC pour 1996. Le modèle utilise les tableaux d'entrées-sorties de 1996, et nous avons ajouté un module des incidences financières et fiscales et un module des incidences démographiques aux outils d'évaluation des impacts économiques du BS.



Nous travaillons actuellement à la division des tableaux d'entrées-sorties de 1997 publiés par SC afin de produire des tableaux distincts pour les T.N.-O. et le Nunavut. Grâce à la quantité supplémentaire de données disponibles séparément pour les deux territoires, les résultats sont plus précis que ceux obtenus en fractionnant les tableaux de 1996. Nous continuons d'apprécier la collaboration du personnel de SC pour ce projet.

Les évaluations de l'incidence menées à partir du modèle d'entrées-sorties des T.N.-O. ont mobilisé beaucoup de ressources l'an dernier. Nous avons effectué des études importantes sur la demande cumulative de main-d'œuvre que l'on connaîtra dans la prochaine décennie. Ces travaux ont d'ailleurs servi de base d'analyse à un document de stratégie du Cabinet. En outre, nous avons réalisé de grands projets d'entrées-sorties pour évaluer les retombées économiques des tracés possibles de gazoduc (en collaboration avec le Canadian Energy Research Institute), les retombées d'une troisième mine de diamants en voie de planification avec DeBeers et les retombées d'un grand projet de transport vers la province géologique des Esclaves riche en ressources.

Nous avons élaboré « Emploi-avenir », un produit connexe destiné aux T.N.-O. qui nous a permis de tracer le profil des professions, y compris la prévision de la demande de main-d'œuvre.

Le BS des T. N.-O. continue de produire des publications statistiques périodiques, dont le *Statistics Quarterly*. Il a aussi publié cette année des communiqués périodiques comme complément aux communiqués de données de SC, notamment des communiqués traitant du produit intérieur brut, de l'investissement dans les secteurs public et privé, du commerce de détail, de l'indice des prix à la consommation et des estimations démographiques.

Une des activités continues du BS des T.N.-O. consiste à améliorer l'accès aux statistiques territoriales et à mieux les faire connaître. T-Stat, le système de diffusion électronique du Bureau, s'est révélé un élément important de cette initiative.

Dans le cadre de l'initiative visant à mieux faire connaître les statistiques territoriales et à promouvoir la prise de décisions basées sur les faits, le BS a pris en charge la rédaction du *NWT Socio-Economic Scan*. Ce document annuel brosse un portrait de la situation actuelle dans les domaines de la population, du logement, du bien-être social et économique, de la santé, de l'éducation, du marché du travail et de l'activité industrielle et commerciale pour informer la planification opérationnelle du gouvernement. Dans un projet connexe, le BS a pris l'initiative, sur le plan quantitatif, de l'élaboration de mesures pangouvernementales destinées à faciliter l'évaluation des progrès vers l'atteinte des principaux objectifs du gouvernement. Un troisième projet lié à l'obligation de rendre compte a récemment été complété. Il s'agit de l'élaboration d'un document sur les « hypothèses » clés qu'utilisent les ministères pour la préparation de leurs plans annuels d'activités.

### **Aide aux ministères**

Comme par le passé, le BS prodigue aux ministères beaucoup de conseils et d'aide quant aux aspects statistiques de leurs activités. La plus importante de ces contributions a trait au litige relatif à l'équité salariale. Bien que des offres de règlement aient été acceptées par plus de 75 % des employés actuels et anciens admissibles, un tribunal



instruit actuellement une plainte en matière d'équité salariale semblable à celle qui a été déposée contre le gouvernement fédéral. Jusqu'à maintenant, le BS a fourni son soutien pour ce qui est des aspects statistiques liés à la détermination des échelles salariales et au calcul de la valeur de l'écart salarial entre les postes traditionnellement à prédominance masculine et ceux traditionnellement à prédominance féminine.

Le BS travaille en collaboration avec notre ministère de l'Expansion économique à la préparation des documents requis pour les accords socioéconomiques signés avec les sociétés d'extraction de diamants. Dans le cadre de ces accords, un sondage a été mené auprès des employés de la mine de diamants Ekati.

Dans le contexte de sa collaboration croissante avec les ministères, le BS a poursuivi son partenariat avec le ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation. En vertu de cette entente, un poste d'analyste du marché du travail a été créé au sein du BS. L'analyste entreprend des projets de recherche d'envergure portant sur le marché du travail nordique et fournit au ministère un soutien statistique en matière de planification générale et d'élaboration de politiques et de programmes. Nous venons d'autoriser la prolongation de ce poste pour une période de trois ans.

### **Division**

Le projet visant à produire des renseignements distincts pour chacun des deux territoires après leur création en 1999 touche à sa fin. Certains renseignements, tels les tableaux d'entrées-sorties, contiennent toujours des données combinées, mais on prévoit les présenter séparément pour l'année de référence 1999.

Dans l'ensemble, le fractionnement des renseignements statistiques a connu un assez bon succès. Cependant, la diffusion de renseignements distincts continue de poser des difficultés, particulièrement dans le cas des T.N.-O. Il arrive fréquemment que les publications et CANSIM ne soient pas modifiés pour refléter les deux nouveaux territoires et, dans bien des cas, on présente les données des T.N.-O. sous forme de séries continues plutôt que d'interrompre les séries de renseignements combinés et de les remplacer par de nouvelles séries distinctes.

Le personnel a résisté beaucoup trop souvent au changement des produits de diffusion, préférant attendre les grandes refontes pour intégrer les changements.

### **Collaboration avec SC**

Le BS des T.N.-O. a contribué à divers programmes de SC en participant notamment aux réunions des comités fédéraux-provinciaux-territoriaux de la statistique. Les travaux d'élargissement de la portée des données statistiques pour les T.N.-O. et de l'amélioration de leur qualité, effectués de concert avec SC, représentent un volet important du mandat du BS.

Au cours de l'année qui vient de s'écouler, l'adjonction des T.N.-O. aux enquêtes « nationales », comme l'Enquête sur la population active (EPA) et l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC), a constitué une importante initiative conjointe. Le bureau régional de SC à Edmonton s'est chargé des opérations en octobre 2000 aux fins de ces deux enquêtes. Le BS des T.N.-O. a fourni le soutien nécessaire à ces enquêtes. Tout indique à ce jour que ces enquêtes vont bon train dans

le territoire, et les premiers résultats de l'EPA mensuelle devraient paraître d'ici un mois environ.

Nous sommes très heureux de l'adjonction des T.N.-O. à l'EPA et à l'ESCC. Cet effort a grandement contribué à l'élimination d'une lacune importante du programme statistique national et d'un grand vide des données territoriales. Notre gouvernement a de grandes attentes en ce qui touche ces renseignements, et nous misons beaucoup sur la poursuite d'une relation favorable avec SC au fur et à mesure que nous passerons à la prochaine étape du déroulement de ce projet crucial.

## YUKON

Le Bureau des statistiques du Yukon relève du ministère du Conseil exécutif du gouvernement du Yukon, dont la responsabilité incombe à la première ministre du Yukon.

Notre budget est stable depuis plusieurs années, mais nous générons des recettes importantes au moyen de projets à frais recouvrables pour des clients de l'intérieur et de l'extérieur du Yukon.

L'effectif de base comprend 8,5 postes permanents, auxquels s'ajoutent plus de 20 employés occasionnels et auxiliaires embauchés pour des projets précis. Le directeur du Bureau, M. Gerry Ewert, a pris un congé prolongé en août 2000 afin de travailler pour le gouvernement de l'Indonésie à Jakarta. Pour sa part, le directeur de l'exploitation, Geoff Abbott, a été détaché auprès de Statistique Canada pour un an (d'août 2000 à août 2001) à titre de directeur du recensement de 2001 pour le Yukon. Leurs postes sont comblés par des membres du personnel actuel du Bureau (Paul Harris à titre de directeur intérimaire, et Sally Stitt à titre de directrice intérimaire de l'exploitation). Par ailleurs, la bibliothécaire du Bureau est retournée en Caroline du Nord, son État d'origine, et son remplaçant, Murray Munn, est entré en fonction en juillet 2000.

L'un des faits marquants de l'année écoulée a été la négociation de l'affectation de Jim Tousignant, méthodologiste en chef du Bureau depuis plusieurs années, au nouvel Office of Strategic Management (OSM) du gouvernement du Yukon. Les bureaux de l'OSM sont logés dans l'édifice du ministère du Conseil exécutif, dont relève le Bureau des statistiques. L'OSM sera chargé d'évaluer les programmes du gouvernement du Yukon. M. Tousignant est officiellement entré en fonction à l'OSM le 1<sup>er</sup> avril 2001, et des démarches ont été entreprises pour lui trouver un remplaçant temporaire au Bureau. L'OSM sera un client du Bureau et apportera un soutien opérationnel aux activités d'enquête et de collecte de données de l'OSM.

À titre de dépositaire officiel de Statistique Canada, le Bureau reçoit tous les produits de Statistique Canada diffusés au public. Le Centre de documentation du Bureau comprend nos produits statistiques et toute l'information publiée par Statistique Canada sur support imprimé ou électronique. Le Centre de documentation est ouvert au public.

Nous répondons à quelque 800 demandes d'information chaque année. Le traitement d'une demande ne prend en général que quelques minutes, mais nous devons parfois y consacrer plus d'une heure.

Au cours d'une année, le Bureau diffuse environ 75 publications, qui vont des simples dépliants aux rapports de 100 pages. Toutes les publications du Bureau sont disponibles sur notre site Web, par l'entremise duquel nous avons reçu quelque 2000 demandes d'accès au cours de la dernière année.

Le Bureau est organisé en quatre unités : les Services de gestion et d'administration, les Services méthodologiques et analytiques, les Services opérationnels et les Services d'information.



## **Services de gestion et d'administration**

- fournissent, à l'interne, des services de gestion et d'administration, de même que des services financiers;
- assurent la liaison statistique avec le gouvernement du Yukon et le gouvernement fédéral;
- prônent la recherche en gestion et favorisent la recherche comme partie intégrante de la gestion.

## **Services méthodologiques et analytiques**

- offrent un soutien méthodologique et analytique;
- préparent des dossiers administratifs gouvernementaux à des fins statistiques;
- fournissent des services et des conseils statistiques et méthodologiques pour les initiatives de l'Administration territoriale du Yukon.

## **Services opérationnels**

- fournissent des services internes de soutien à la dotation et de contrôle opérationnel pour des projets de recherche.

## **Services d'information**

- préparent, impriment et distribuent toutes les publications du Bureau et tous les documents d'aide à la recherche;
- s'occupent de toutes les demandes d'information, préparent les notes d'information statistique et gèrent la formation sur place.

En 2000-2001, le Bureau des statistiques du Yukon avait quatre grands buts :

### **1. Mieux servir nos clients : dépôt de données**

Le Bureau a entrepris la mise sur pied d'un dépôt de données électronique l'année dernière dans le but d'y réunir toutes les données statistiques sur le Yukon accessibles au public. Un prototype d'interface a été mis au point et fera l'objet d'un essai pilote au cours des prochains mois.

### **2. Bâtir des relations de travail avec les Premières nations du Yukon**

#### ***Recensement de la Première nation Kwanlin Dün***

En 1999, le Bureau a conclu un accord pour l'élaboration et la réalisation d'un recensement en trois phases de tous les membres de la Première nation Kwanlin Dün (PNKD) de Whitehorse, la plus grande Première nation du Yukon.

- La phase 1 : une enquête auprès de toutes les personnes vivant dans la subdivision McIntyre de Whitehorse et sur les terres réservées (TR) à l'intention de la PNKD a été réalisée à l'automne 1999.
- La phase 2 : une enquête auprès de tous les membres et bénéficiaires de la PNKD non trouvés durant la phase 1 a commencé en février 2000 et a pris fin en mars.

Un rapport sur les phases 1 et 2 a été rédigé durant l'été, puis présenté aux dirigeants de la PNKD et à la table de négociation à l'automne 2000.

- La phase 3 : la PNKD se lance dans un projet majeur en 2001, le Governance Project. Ce projet a recours aux services d'un consultant de l'Université de Victoria qui présente un énoncé des choix offerts pour ce qui est des modèles de gouvernements, de constitutions, de procédures de ratification et de relations intergouvernementales. Il est proposé que chaque segment du projet soit suivi d'une enquête visant à déterminer lequel des modèles présentés répond le mieux aux besoins de la PNKD. Les personnes interrogées seraient uniquement des adultes vivant au Yukon, soit des bénéficiaires ou des membres de la PNKD. Le Bureau des statistiques a établi un budget et un calendrier qu'il a soumis à la PNKD aux fins de discussion.

### ***Programme de soins à domicile et de santé communautaire des Premières nations — Évaluation des besoins***

Le Bureau a contribué à l'élaboration et à la réalisation de l'évaluation des besoins communautaires et d'un cadre d'évaluation à l'intention des collectivités du Yukon, qui prévoient la mise sur pied d'un programme de soins à domicile et de santé communautaire. Le Bureau a fourni des conseils techniques et une orientation à chacun des coordonnateurs du programme, a rencontré les représentants de la santé communautaire des Premières nations et a siégé au comité directeur du programme. Ce projet s'est déroulé de janvier 2000 au 31 mars 2001.

## **3. Collaboration avec les ministères du gouvernement du Yukon**

### ***Enquête de 1999 auprès des visiteurs sortants***

Le Bureau a poursuivi l'analyse des résultats et la rédaction du rapport de l'Enquête de 1999 auprès des visiteurs sortants à l'intention du ministère client, le ministère du Tourisme.

### ***Enquête de 2000 sur les voyages***

Le Bureau a mené une enquête auprès des visiteurs éventuels du Yukon qui avaient demandé de l'information touristique au gouvernement du Yukon et il en a analysé les résultats. L'enquête a été réalisée à l'hiver 1999-2000 au moyen d'un formulaire d'enquête envoyé par la poste et d'un appel téléphonique de suivi auprès des non-répondants. Nous avons utilisé un incitatif pour encourager la réponse, une technique qui a été généralement bien accueillie : les répondants étaient inscrits au tirage d'une œuvre d'art originale du Yukon.

### ***Statistiques sur les déplacements transfrontaliers***

Dans le cadre d'un mandat confié par le ministère du Tourisme du Yukon, le Bureau publie une analyse mensuelle des déplacements transfrontaliers à partir des données fournies par le Bureau de douane du Canada au Yukon.

### ***Carte-réponse d'affaires***

Dans le cadre d'un mandat confié par le ministère du Tourisme du Yukon, le Bureau effectue la saisie des données figurant sur les cartes-réponses d'affaires reçues par le ministère du Tourisme dans une base de données SAS

### ***Mise à jour sur les soins de santé***

Pour tenir à jour les dossiers des personnes inscrites aux soins de santé, une enquête est menée deux fois l'an auprès de toutes les personnes inscrites qui n'ont pas été facturées au cours des 12 mois précédents. Les estimations de la population du Yukon sont établies à partir des dossiers de santé.

### ***Enquête sur les prix dans les collectivités***

Cette enquête semestrielle compare les prix dans sept collectivités du Yukon à ceux en vigueur à Whitehorse.

### ***Projections démographiques***

On a établi des projections démographiques entourant le Yukon jusqu'en 2010 à partir de scénarios de croissance élevée, moyenne et faible.

### ***Enquête hebdomadaire sur le prix du combustible***

Le Bureau recueille toutes les semaines de l'information sur les prix de l'essence et du mazout de chauffage domiciliaire pour le ministère de l'Expansion économique. L'information est diffusée une fois par mois.

### ***Enquête sur l'effort de chasse***

Nous avons collaboré avec le ministère des Ressources renouvelables du Yukon afin de mener une enquête sur l'effort de chasse pour documenter la saison de chasse précédente. Quatre mille exemplaires du questionnaire ont été postés aux titulaires d'un permis de chasse. L'enquête visait à recueillir de l'information sur la saison de chasse précédente, y compris le type d'animaux abattus, le lieu d'abattage ainsi que le montant et le type de dépenses faites par le chasseur. Les résultats seront publiés d'ici la fin du printemps.

### ***Enquête sur la fréquentation scolaire à Marsh Lake***

Il s'agit d'une petite enquête postale auprès des résidents de Marsh Lake, près de Whitehorse, qui visait à connaître le nombre d'élèves de 13 ans et moins dans chaque ménage. Ces données ont été recueillies pour le compte du ministère de l'Éducation du Yukon dans le but d'établir des projections sur les inscriptions au système d'écoles publiques. L'enquête a été menée à la fin de mars 2001, et un rapport final sera publié au début de mai 2001.



### ***Révision de la Loi sur l'éducation***

La consultation publique en vue de la révision de la *Loi sur l'éducation* s'est déroulée à l'automne et à l'hiver 2000. Il en est résulté une somme importante de données pour le comité directeur de la révision de la *Loi sur l'éducation*. Le Bureau a fourni une aide technique au Secrétariat de la révision de la *Loi sur l'éducation* et a participé à la gestion et à l'organisation des données recueillies auprès du public sur le sujet. On a utilisé un logiciel d'analyse de texte appelé NUDIST (Non-numerical Unstructured Data Indexing Searching Theorizing). Un rapport sur toutes les données recueillies auprès du public sera affiché sur le site Web du Bureau au début d'avril 2001.

### ***Examen de la Property Management Agency (PMA) du gouvernement du Yukon : enquête auprès du personnel et de la clientèle***

Le Bureau a fourni une aide technique, méthodologique, opérationnelle et analytique au comité directeur de l'examen de la PMA pour la conception, la mise en œuvre et l'analyse d'un programme de recherche visant à recueillir des renseignements auprès du personnel et de la clientèle ainsi que pour la rédaction des rapports qui en découlent. L'objectif était d'améliorer le milieu de travail et la prestation des services de la PMA, le principal organisme qui gère les immeubles du gouvernement du Yukon, aussi bien ceux déjà construits que ceux en construction. Ce projet se poursuivra durant l'exercice 2001-2002, et le rapport final devrait voir le jour au début de l'été 2001.

### ***Programme de recherche de la Commission de la santé et de la sécurité au travail du Yukon***

Le Bureau a fourni une aide technique, méthodologique, opérationnelle et analytique à la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST) pour la conception, la mise en œuvre et l'analyse d'un programme de recherche visant à recueillir des renseignements auprès des parties intéressées ainsi que pour la rédaction des rapports. Des considérations d'ordre opérationnel ont justifié la répartition du programme de recherche en deux volets : la phase 1 (de janvier au 31 mars 2001) a permis de recueillir des renseignements auprès de travailleurs blessés et du personnel de la CSST au moyen d'une enquête postale et d'entrevues personnelles. La phase 2 (avril à juillet 2001) recueillera des renseignements auprès des employeurs.

#### **4. Liaison continue avec Statistique Canada et assistance à cet organisme**

Le Bureau a aidé Statistique Canada dans ses activités de promotion afin de s'assurer les meilleurs résultats possibles pour le Recensement de 2001.

Des projets de listage ont été entrepris dans plusieurs régions à forte croissance près de Whitehorse, et de nouvelles cartes des collectivités doivent être fournies au bureau local du recensement d'ici le 15 mai 2001.

**ANNEXE IV**

**RAPPORTS DES COMITÉS FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX-TERRITORIAUX**

## COMPTES ÉCONOMIQUES PROVINCIAUX

**Dernière réunion :** 17 novembre 2000  
**Prochaine réunion :** 14 novembre 2001  
**Membres :** Coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux (ou leurs représentants)

Parmi les principaux sujets à l'ordre du jour de la réunion figurent des rapports d'étape sur les programmes de statistiques provinciales au sein de la Direction du Système de comptabilité nationale (SCN) ainsi que dans chaque province et territoire. Voici les principaux sujets abordés par la Direction du SCN :

- rapport sur l'intégration des comptes provinciaux;
- rapport sur la conversion des comptes des entrées-sorties et du produit intérieur brut (PIB) selon les estimations du secteur d'activité, de la Classification type des industries au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord;
- rapport sur les répercussions du changement de l'estimation officielle du PIB réel à un indice de volume en chaîne Fisher par l'établissement de nouveaux comptes aux prix de 1997;
- rapport sur les comptes satellites du SCN du Canada.

En table ronde, certains représentants questionnent la date d'accessibilité des provinces aux données, par rapport à la date de leur diffusion officielle. De plus, conformément aux modalités de la Convention relative à l'accès hors lieux aux comptes d'entrées-sorties non supprimés, de même qu'à d'autres données du SCN, signée par neuf provinces et territoires, des inspections de site ont été menées dans le cadre du programme des analystes provinciaux du SCN. Les autres inspections de site auront lieu au cours des prochains mois.

### Prochaine réunion

La prochaine réunion du comité aura lieu le 14 novembre 2001, à la salle de conférences Simon-A.-Goldberg de l'immeuble R.-H.-Coats. Les sujets à l'ordre du jour incluront vraisemblablement une discussion de l'ensemble intégré de données provinciales de 1998, des tableaux d'entrées-sorties interprovinciaux, des comptes économiques provinciaux et du PIB provincial au coût des facteurs par secteur d'activité. On pourrait également discuter des répercussions d'une transition à la méthode de Fisher pour les estimations de la croissance nationale et provinciale. De plus, il pourrait également être question de la date d'accessibilité des provinces aux données détaillées.

### Calendrier de diffusion

<b>Données</b>	<b>Date</b>
Comptes économiques provinciaux, diffusion provisoire des sources et disposition du revenu personnel .....	6 avril 2001
Comptes économiques provinciaux, période de référence de 1997 à 2000 .....	Automne 2001



PIB provincial par secteur d'activité,	
période de référence de 1997 à 2000 .....	Automne 2001
Comptes des entrées-sorties interprovinciaux de 1998 .....	Automne 2001
Comptes nationaux des revenus et dépenses,	
premier trimestre de 2001 (y compris les révisions du premier trimestre de 1997 au	
quatrième trimestre de 2000) .....	31 mai 2001
deuxième trimestre de 2001 .....	31 août 2001
troisième trimestre de 2001 .....	30 novembre 2001
quatrième trimestre de 2001 .....	28 février 2002
Estimations nationales révisées du PIB par secteur d'activité en prix constants,	
période de référence de 1997 à 2000 .....	28 septembre 2001

**Nota :** Les comptes économiques provinciaux et le PIB provincial par secteur d'activité sont présentés sous forme de produits différents, tandis que dans *Le Quotidien*, on traitera des deux ensembles de données dans le même article.

## CONSEIL DE LA STATISTIQUE DE L'ÉTAT CIVIL DU CANADA

**Dernière réunion :** du 29 mai au 1<sup>er</sup> juin 2000  
**Prochaine réunion :** du 4 au 7 juin 2001  
**Membres :** Registraires provinciaux et territoriaux et directeur de la statistique de l'état civil

- La mise en œuvre, à Statistique Canada (SC) et dans chacun des bureaux d'enregistrement provinciaux et territoriaux, de la 10<sup>e</sup> révision de la Classification internationale des maladies (CIM-10) sur la mortalité continue de nécessiter l'étroite collaboration du Conseil de la statistique de l'état civil.
- Dans le cadre de l'initiative *Carnet de route de l'information sur la santé*, plusieurs projets ont été entrepris à l'appui de notre plan d'activités, tels que l'élaboration de documents éducatifs sur la classification des causes de mortalité et la mise en place d'un plan pour l'acheminement électronique des données recueillies dans le cadre de l'enregistrement des naissances et des décès. L'aide technique en vue d'améliorer l'actualité des données en est également un autre exemple.
- Pour contribuer à la transition à la CIM-10, SC, qui effectue une étude sur les répercussions des changements, a offert un cours sur la classification, le codage et l'analyse des causes de décès, fondé sur la CIM-10. Ce cours, élaboré aux États-Unis par le National Center for Health Statistics (NCHS) à l'intention des statisticiens de la santé et des épidémiologistes, est donné par des instructeurs provenant de la Division of Vital Statistics du NCHS. Il est prévu d'élaborer un cours utilisant des données canadiennes et les services d'instructeurs canadiens.
- Des travaux sont en cours avec le Comité consultatif sur la santé de la population (CCSP) relativement à la qualité des données de l'état civil.
- Statistique Canada, l'Institut canadien d'information sur la santé, Santé Canada, les bureaux d'enregistrement provinciaux et territoriaux de l'état civil et les coroners élaborent actuellement un plan d'activités pour la collecte des données des rapports des coroners. La comparabilité de ces données à celles des bureaux de l'état civil se doit d'être examinée.
- Le Conseil de la statistique de l'état civil et ses comités poursuivent leurs travaux sur des projets intéressant tous les bureaux de l'état civil, comme la réduction de la fraude, l'élaboration de normes pour le papier servant à produire les certificats et l'accessibilité aux données par d'autres organismes, comme Élections Canada.

## DÉMOGRAPHIE

**Dernière réunion :** 15 et 16 juin 2000  
**Prochaine réunion :** 20 et 21 septembre 2001  
**Membres :** Coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux (ou leurs représentants)

La réunion du Comité fédéral-provincial de la démographie de juin 2000 a porté notamment sur les trois sujets ci-après entourant la recherche et le développement :

- la classification des logements, le dénombrement des élèves hors province et la contre-vérification des dossiers (plan d'échantillonnage, questionnaire et collecte) du Recensement de 2001;
- les développements survenus en matière de méthodologie, particulièrement en ce qui a trait à la qualité des données des composantes à l'échelle de la subdivision de recensement;
- la recherche portant sur le nombre de Canadiens vivant temporairement à l'étranger d'après la base de données du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), les flux migratoires de résidents non permanents selon le Système de soutien aux opérations des bureaux locaux de Citoyenneté et Immigration Canada et l'estimation de la migration interne à partir des données du régime d'assurance-maladie.

Les coordonnateurs statistiques du Québec, de la Colombie-Britannique et des Territoires du Nord-Ouest ont présenté des exposés sur l'établissement des estimations de la population en fonction de la subdivision de recensement, en mettant l'accent principalement sur leurs méthodes.

Enfin, M. Ross Finnie, professeur à l'Université Queen's, a présenté les résultats d'une étude empirique sur la migration interprovinciale basée sur la nouvelle banque canadienne de données administratives longitudinales qui a été établie à partir des déclarations d'impôt des particuliers.

On a mis en place de nouvelles méthodes d'estimation des émigrants, des émigrants de retour au pays et des Canadiens vivant temporairement à l'étranger. Pour estimer le nombre de Canadiens vivant temporairement à l'étranger, on se fonde sur une extrapolation des chiffres de la contre-vérification des dossiers de 1991 et de 1996. Dans ce domaine, la recherche expérimentale est sans relâche. On a apporté des modifications aux procédures visant à estimer le nombre de Canadiens et d'émigrants qui reviennent au pays, et on a également élaboré un programme pouvant estimer les flux migratoires (entrée et sortie) de résidents non permanents. En outre, on a élaboré un ensemble de programmes pouvant extraire, de la base de données du MAECI, les estimations du nombre de Canadiens vivant temporairement dans des pays en voie de développement. Par ailleurs, on a diffusé de nouvelles projections démographiques aux échelons national, provincial ou territorial pour les années 2000 à 2026.



## DIFFUSION DES DONNÉES

**Dernière réunion :** 15 novembre 2000  
**Prochaine réunion :** 15 novembre 2001  
**Membres :** Coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux (ou leurs représentants)

### Faits saillants des activités de diffusion des données

M. Martin Podehl a fait état de deux grands développements en matière de diffusion, de marketing et de communications à Statistique Canada (SC), à savoir CANSIM II et l'importance croissante du site Web de Statistique Canada.

L'**Institut de la statistique du Québec** (ISQ) a produit cette année un grand nombre de publications et de CD-ROM couvrant un large éventail de sujets. Le site Internet s'est doté d'outils qui en font maintenant le moyen privilégié de diffusion des produits de l'Institut. Parmi les nouveautés :

- les journalistes ont désormais l'option de s'abonner en ligne pour recevoir automatiquement tous les communiqués de presse;
- les clients peuvent commander des publications ou adresser des demandes de renseignements statistiques en ligne;
- toutes les publications sont offertes gratuitement en version PDF.

L'ISQ a aussi entrepris deux initiatives de collaboration, l'une avec la France en vue de l'élaboration d'un CD-ROM prototype et l'autre avec l'Université de Montréal pour l'établissement d'un centre de données de recherche.

Au cours de la dernière année, le ministère des Finances de l'**Ontario** a assuré le passage aux documents PDF et le maintien et l'organisation de trois niveaux de sites Web, lesquels ont été remaniés afin d'adopter les nouvelles normes du gouvernement de l'Ontario. Un projet à grande échelle visant à développer une base de données chronologiques est en cours. Le ministère peut maintenant compter sur un chef du service de l'information, responsable de la diffusion des données pour l'ensemble du ministère.

Malgré d'importants changements de personnel l'an dernier, l'Agence de la statistique du **Nouveau-Brunswick** s'est affairée à maintenir le même niveau de service, causant toutefois du retard dans le projet Internet. La province diffuse maintenant des données relatives aux circonscriptions électorales provinciales et des prévisions démographiques.

Trois membres du personnel de la Division de la statistique du ministère des Finances de la **Nouvelle-Écosse** sont « des personnes réputées être des employés » de SC et ont d'ailleurs prêté serment en vertu de la *Loi sur la statistique*. Au ministère des Finances, l'édition et la diffusion de données électroniques sont devenues la norme. Un répertoire électronique a été créé pour fournir une liste commune des documents offerts gratuitement par Statistique Canada soit aux coordonnateurs statistiques soit au public.

La **Colombie-Britannique** a publié cette année un profil des circonscriptions électorales provinciales basé sur les caractéristiques du Recensement de 1996. Grâce au travail de quatre élèves-programmeurs, le répertoire des fabricants de la Colombie-Britannique a pu voir le jour sur le Web.

Le Bureau de la statistique du **Manitoba** a produit un profil de chaque circonscription. Le remaniement du système de diffusion électronique appelé InfoNet est en cours. Ce projet vise à mettre gratuitement les données à la disposition du gouvernement provincial.

En **Saskatchewan**, l'adaptation du site Web à une structure commune à l'ensemble du gouvernement s'est faite sans en modifier le contenu. La publication *Economic Review* est maintenant produite à l'interne et n'est offerte que sur le Web.

L'**Île-du-Prince-Édouard** a participé à un grand nombre d'activités de publications et de diffusion. La province a mis l'accent sur la mise en service du gouvernement en ligne, c'est-à-dire le passage à une plate-forme commune vers tous les services gouvernementaux.

À **Terre-Neuve**, un dépôt de données interne, appelé EcoStats, a été mis au point. Le logiciel télécharge des données de CANSIM selon un calendrier automatisé. Les données d'autres ministères pourraient être incluses éventuellement. GeoStats Atlantic — un projet conjoint entre les gouvernements de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse — fournira, par le truchement d'une page Web, de l'information socioéconomique comprenant le Système d'information géographique.

Les activités de diffusion des données en **Alberta** ont continué d'être axées principalement sur les communiqués électroniques destinés aux médias. La base de données de l'Alberta Statistical Information System et d'autres outils électroniques ont aidé à maintenir un service de diffusion des données efficace tout en limitant les besoins en ressources humaines.

Quelques améliorations ont été apportées aux systèmes de diffusion électronique **des Territoires du Nord-Ouest**, notamment l'évolution du système d'extraction des séries chronologiques.

Le site de consultation de données statistiques du **Nunavut** a maintenant été mis à jour et a également été intégré au site principal du gouvernement. Les données de l'Enquête sur la population active sont disponibles en versions imprimée et électronique en anglais, en français, en inuktitut et même en danois pour les Groenlandais qui en ont exprimé l'intérêt.

Au **Yukon**, une mise au point d'un répertoire de données sur le Web sera effectuée d'ici un an. Le site de la province a également été remanié et les publications récentes imprimées s'y trouvent en format PDF.

## Présentations

### **CANSIM II**

M. Anil Arora a présenté la base de données CANSIM II, projet qui s'inscrit dans une stratégie globale visant à permettre l'édition électronique, incluant la mise à jour dynamique de l'information. Cette base fonctionne à l'aide de formats multidimensionnels, contient des séries chronologiques et constitue « les fondements d'une vaste base de données de sortie pour l'avenir ».

CANSIM II fonctionne à l'interne depuis avril 2000. Toutes les matrices actives sont offertes en format multidimensionnel. La Division du commerce international diffuse maintenant ses données sur le Web par le truchement de sa propre base de données sur le commerce international canadien. C'est pourquoi on ne les a pas incluses dans le développement de CANSIM II en ce moment. Il en va de même pour ce qui est des données du recensement. Les deux bases de données sont énormes. Leur intégration se fera au fil du temps lorsque les ressources le permettront. À l'heure actuelle, on s'efforce surtout de rendre CANSIM II opérationnel.

On s'occupe présentement de régler les questions relatives au marketing, à la tarification et à la distribution. Des questions sont soulevées quant à l'incidence de CANSIM II sur les distributeurs secondaires et sur la tarification. On convient de tenir les coordonnateurs statistiques au courant des questions de transition touchant CANSIM II et de les consulter sur l'établissement des prix.

### ***Lignes directrices quant à l'utilisation raisonnable des données de SC sur les sites Internet des coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux***

M. Jerry Stinson a invoqué les raisons qui ont mené à l'élaboration des lignes directrices, livré un sommaire des préoccupations qui ont cours et donné des exemples d'utilisation raisonnable tirés des sites Web des coordonnateurs statistiques.

On a convenu que les principes généraux des lignes directrices sont acceptables, c'est-à-dire qu'il ne faudrait pas reproduire des portions substantielles de l'information de telle sorte que cela aurait une incidence sur l'analyse de rentabilité.

M. Podehl a suggéré que les membres du Comité formulent des commentaires précis ou examinent l'ébauche avec M. Stinson. Un document final sera alors distribué aux coordonnateurs statistiques.

### ***Le point sur le site Web de SC***

#### ***Étude de marché sur le chargement des publications de SC sur Internet***

M. David Roy a présenté les données d'un sondage auprès des clients selon lesquelles le nombre de clients des produits courants s'est accru alors que les recettes ont diminué. Les ventes des publications de prestige sont restées stables et celles des publications offertes uniquement en version imprimée ont progressé.



#### *Remaniement du site Web de SC*

M<sup>me</sup> Jeanine Bustros a décrit le projet de remaniement du site de SC, qui vise à adopter la présentation uniforme du gouvernement fédéral et à améliorer tant la navigation sur le site que son contenu et son apparence.

#### *Gouvernement en direct*

M. Roy a présenté de l'information sur le projet fédéral Gouvernement en direct, décrivant sa portée et sa raison d'être. Le projet s'inscrit dans l'engagement du gouvernement de faire du Canada le pays le mieux branché du monde et représente l'un des six piliers du programme « Un Canada branché ».

#### ***Logiciels privés intégrés***

M. Podehl a présenté la personne responsable du marketing du Recensement de 2001, M<sup>me</sup> Marie Desnoyers, et la personne responsable du marketing pour la Division du commerce international, M<sup>me</sup> Jacqueline LeBlanc.

#### *Recensement*

M<sup>me</sup> Desnoyers a expliqué que SC veut fournir aux utilisateurs le logiciel le plus puissant, qui change d'année en année. On reconnaît cependant l'importance de permettre aux utilisateurs de comparer les données d'une année à l'autre. L'accès et la sauvegarde à long terme des données sont essentiels. Il semble que la solution la plus appropriée soit de convertir les ensembles de données du recensement, comme les tableaux sommaires de base et les profils, en un format ASCII générique.

Les membres du Comité ont demandé qu'on établisse un plan de travail sur la préparation des fichiers, les options, l'échéancier, l'établissement des priorités quant aux fichiers ASCII les plus importants et les coûts. On dresse présentement la liste des fichiers ASCII disponibles, liste qui sera envoyée au Comité une fois achevée.

#### *Commerce international*

M<sup>me</sup> LeBlanc, pour sa part, a expliqué que la Division du commerce international a déjà des fichiers ASCII et que certaines personnes les achètent et les convertissent en format SAS. Selon M<sup>me</sup> LeBlanc, aucun type de logiciel ne pourrait servir indéfiniment, cependant les fichiers ASCII semblent répondre aux besoins de leurs clients.

#### ***Rapport d'étape de la consultation sur la diffusion des produits du Recensement de 2001***

M<sup>me</sup> Desnoyers a expliqué que le processus de consultation se poursuit, bien qu'on ait commencé à analyser les résultats. Elle a passé en revue les principaux résultats qui se dessinent

## RECENSEMENT DE LA POPULATION

**Dernière réunion :** 14 juin 2000  
**Prochaine réunion :** 19 septembre 2001  
**Membres :** Coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux(ou leurs représentants)

M. Benoit Laroche a souhaité la bienvenue à tous les participants et a indiqué qu'il voulait obtenir l'avis des membres sur différentes questions devant être discutées au cours de la réunion.

### **Changements majeurs au contenu**

Le contenu du Recensement de 2001 est maintenant approuvé et on met la dernière main aux questionnaires. Par rapport au Recensement de 1996, les changements majeurs apportés au contenu consistent en l'ajout de trois questions portant sur la religion, le lieu de naissance des parents et la langue parlée au travail. En outre, deux changements ont été apportés au questionnaire complet (formule 2B). La question portant sur la langue parlée à la maison a été élargie pour inclure d'autres langues parlées à la maison, et non seulement la langue parlée le plus souvent. De plus, à la question « lien avec la personne 1 », qui se trouve dans les deux questionnaires (abrégé et complet, formules 2A et 2B), on propose maintenant les catégories suivantes : « partenaire en union libre (sexes opposés) de la personne 1 » et « partenaire en union libre (même sexe) de la personne 1 ». La définition d'union libre a elle-même été élargie dans la question portant sur les couples en union libre pour y inclure à la fois les partenaires de sexes opposés et les partenaires de même sexe.

### ***Sans-abri***

Statistique Canada (SC) a examiné diverses possibilités pour recueillir des renseignements sur les sans-abri dans le cadre du Recensement de 2001. SC n'a pas recommandé l'ajout d'une question spécifique sur les sans-abri. On a plutôt travaillé à améliorer les procédés de classification du Recensement de 2001, afin de mieux repérer les refuges où les sans-abri seraient susceptibles de passer la nuit du 14 au 15 mai. Grâce à cette nouvelle classification, nous serons en mesure de dénombrer toutes les personnes qui se trouvent dans les refuges ou les abris semblables, lesquelles représentent une part appréciable de la population des sans-abri. De plus, on étudie la possibilité de mener des études d'évaluation dans certaines villes canadiennes pour vérifier l'étendue de la non-couverture des sans-abri qui se produit lorsqu'on ne les dénombre pas dans la rue.

### ***Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)***

La variable *industrie* sera codée selon le SCIAN. Statistique Canada prévoit recoder cette variable en fonction de la Classification type des industries de 1980 hors-ligne de façon à permettre des comparaisons avec les données des recensements antérieurs.

## **Lieu de travail**

La variable *lieu de travail* sera codée selon la subdivision de recensement, à mesure que SC obtiendra l'engagement des divers secteurs de compétence. Jusqu'à présent, quelques provinces et territoires se sont engagés, tandis que d'autres ont décliné. Des discussions sont en cours avec l'Ontario, Winnipeg et le Manitoba.

## **Autres innovations du Recensement de 2001**

Compte tenu du fait que les données du recensement seront recueillies de la même façon qu'en 1996, diverses expériences et modifications seront effectuées en vue de pallier plusieurs problèmes observés lors du dernier recensement. Le projet d'essai Internet, dont il sera question plus loin, constitue l'une de ces expériences. Pour répondre aux préoccupations relatives à la protection des renseignements personnels, SC se montrera plus proactif et offrira aux répondants la possibilité de fournir les renseignements par téléphone ou de les poster directement aux bureaux régionaux, contournant ainsi le personnel sur le terrain. Toutefois, cette possibilité ne fera pas l'objet d'une large diffusion, afin d'éviter que SC ne perde le contrôle des questionnaires. Lorsque cela sera possible, on recourra à des recenseurs hors secteur pour corriger les lacunes liées à l'utilisation de recenseurs locaux.

On fera de nouveau appel à l'Agence des douanes et du revenu du Canada pour la saisie des données du recensement et pour le codage des variables *industrie* et *profession*. Le balayage des documents au bureau central constituera un changement majeur au chapitre du traitement. En plus de combler les besoins d'archivage, on se servira d'images numérisées plutôt que de questionnaires imprimés dans les opérations subséquentes. Il s'agit là d'un essai important avant le Recensement de 2006 dans le cadre duquel la reconnaissance optique des caractères sera utilisée pour la saisie des données du recensement.

## **Diffusion des produits et services du recensement**

Bien qu'il soit trop tôt pour informer les coordonnateurs statistiques de la nature des produits et services, on a revu toutefois le calendrier de planification et le moment où les coordonnateurs statistiques pourront recevoir les renseignements sur la gamme des produits. On a fait remarquer que l'examen de l'évaluation du Recensement de 1996 et la stratégie de consultation en vue du Recensement de 2001 serviront à déterminer la gamme de produits et services. On a prévu la production d'un rapport pour juin 2000.

Statistique Canada présentera les produits et services du recensement dans la première série de consultations. On a déjà entrepris des consultations auprès de certains secteurs-clients du recensement. La plupart des consultations se tiendront en septembre pendant les visites des bureaux régionaux et des principaux utilisateurs des données du recensement. La première série de consultations servira de cadre de référence dans l'élaboration de la gamme de produits et services que l'on prévoit terminer en novembre 2000. Une fois le cadre établi, on lancera la seconde série de consultations (au printemps 2001 selon le calendrier prévu) qui portera sur la fixation des prix et sur la licence d'utilisation.

On a profité de l'occasion pour inviter les délégués du Comité fédéral-provincial-territorial à participer à la consultation sur la diffusion du Recensement de 2001. On



prévoit leur faire parvenir une lettre d'invitation et des exemplaires du guide de consultation au cours de l'été.

## **Géographie**

On a présenté une mise à jour sur les régions géographiques normalisées (le programme des îlots de recensement, les régions de diffusion, la classification des secteurs statistiques, les secteurs de recensement, les subdivisions de recensement, les localités désignées et les régions métropolitaines) du Recensement de 2001. On a analysé soigneusement les défis et les possibilités entourant les activités de la Division de la géographie dans l'élaboration des produits et du processus de 2001. En voici les grandes lignes :

- Réduire les délais de production et améliorer la qualité des produits géographiques du recensement;
- Revoir la gamme des produits géographiques du recensement pour tirer partie de la Base nationale géographique;
- Élargir l'accès des clients aux produits et services géographiques du recensement;
- Revoir les politiques en matière d'établissement des prix et d'utilisation des licences relativement aux produits et services géographiques du recensement;
- Renforcer les partenariats entre la Division de la géographie et les bureaux régionaux;
- Accroître l'accessibilité des métadonnées géographiques, des outils et de la formation entourant les produits et des services.

Les produits géographiques du Recensement de 2001 ont ensuite été examinés. On a indiqué que, par le passé, ces produits étaient répartis en quatre grandes catégories (produits de données, cartes et produits de référence, fichiers géographiques numériques et produits de codes postaux). La plupart des produits disponibles en 1996 le seront de nouveau en 2001, mais pas nécessairement dans le même format. Les thèmes de recherche liés à la gamme de produits ont été définis et la production est en cours. La Division de la géographie espère être en mesure de mettre la dernière main à la gamme définitive des produits avant l'automne 2000. À ce moment-là, la Division de la géographie demandera aux bureaux régionaux et aux coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux d'examiner certains de ces projets.

## **Projet d'essai Internet**

Le projet d'essai Internet du Recensement de 2001 est une initiative émanant du programme de recherches et d'essais du Recensement de 2006. L'initiative « Un Canada branché » fait partie d'un projet en ce sens. Il s'agit d'une vaste entreprise visant à permettre au gouvernement de traiter par voie électronique, lorsque cela est possible, avec d'autres gouvernements, avec des ministères et organismes de l'administration fédérale, avec le secteur privé et les Canadiens. Un des sous-objectifs de l'initiative consiste à brancher l'administration publique et les collectivités. On vise à offrir au public les services fédéraux en ligne d'ici 2004. Ainsi, il convient d'examiner cet objectif en regard du Recensement de 2006.

Deux régions d'essai ont été choisies pour 2001, soit la circonscription électorale fédérale de Crowfoot près d'Edmonton et la région métropolitaine de recensement

(RMR) de London. Effectuer un essai en 2001 est la seule occasion véritable d'évaluer cette nouvelle méthode avant le Recensement de 2006. Le projet d'essai Internet fournira des renseignements précieux qui serviront à l'élaboration du Test du recensement national et nous donnera un bon point de départ à ce chapitre. L'option Internet sera mise à la disposition des personnes ayant une déficience visuelle partout au Canada. On pourra également utiliser cette solution de rechange pour les réponses directes (c.-à-d. dans le suivi difficile des cas de non-réponse).

L'option Internet sera mise à la disposition des répondants du 1<sup>er</sup> mai 2001 au 8 juin 2001. Un service d'assistance téléphonique du recensement sur Internet sera également offert aux répondants qui éprouvent des difficultés à utiliser l'application.

Une étude d'évaluation permettra ensuite d'examiner les résultats en fonction des objectifs initiaux.

### **Communications du Recensement de 2001**

Les membres de l'équipe ont déjà commencé à solliciter l'appui des administrations provinciales et territoriales. Le programme permet de transmettre, de manière régulière, un message semblable aux répondants selon lequel les renseignements fournis sur les questionnaires resteront confidentiels, et que SC est un organisme responsable. On a mis en place un programme interne de communications pour former les porte-parole de l'organisme qui feront la promotion du recensement dans le cadre d'allocutions, d'interviews, etc.

Pour le Recensement de 2001, un seul message prévaut; il s'agit d'un message axé sur la collecte : « Soyez du nombre! Veuillez remplir le questionnaire le 15 mai 2001 et le retourner par la poste le jour même ». Des essais auprès des groupes cibles ont été effectués pour tester divers messages. Les résultats obtenus font valoir que la population s'attend à ce que le gouvernement agisse comme une administration publique responsable et qu'en l'occurrence, le message doit refléter ces attentes.

Tout comme en 1996, le programme de communications comportera cinq volets interreliés favorisant la promotion du recensement. Les volets (appui de tierces parties, éducation, médias, publicités payées et populations cibles particulières) ont fait l'objet d'un examen minutieux. Une des nouveautés du Recensement de 2001 consiste en la création de comités du dénombrement intégral qui s'emploieront à obtenir l'appui des municipalités. Sept de ces comités ont été mis sur pied en Ontario et trois en Alberta.

En faisant le point sur les défis liés au Recensement de 2001 on en a conclu que, n'étant pas d'ordre régional, ceux-ci devaient être traités à l'échelon national. Toutefois, leur importance peut varier d'une région à l'autre.

### **Mise à jour relative aux enquêtes postcensitaires**

À l'instar de l'Enquête sur la santé et les limitations d'activités (ESLA) et de l'Enquête auprès des peuples autochtones, une troisième enquête parrainée par Patrimoine canadien — l'Enquête sur la diversité ethnique —, sera menée au printemps 2002. L'enquête mettra l'accent sur l'identité culturelle des Canadiens. On en est encore aux toutes premières étapes de l'élaboration, et SC s'emploie à former une équipe et à discuter du contenu d'une telle enquête.



### ***Enquête sur la santé et les limitations d'activités (ESLA)<sup>1</sup>***

Statistique Canada mènera l'ESLA pour la troisième fois. Cette enquête a été réalisée en 1986, en 1991 et le sera de nouveau en 2001. Elle est parrainée par Développement des ressources humaines Canada (DRHC) qui a toujours été le principal soutien de l'ESLA.

L'enquête a fait l'objet d'un nombre relativement important de changements depuis 1991. Au cours des 18 derniers mois, des activités considérables de recherche et de développement ont été entreprises dans le but d'améliorer les deux questions filtres du recensement. Aussi, ces recherches importantes ont permis de formuler de nouvelles questions filtres du recensement qui donneront des résultats grandement améliorés. L'autre modification majeure réside dans le fait que les renseignements liés aux taux d'incapacité proviendront directement du recensement alors que l'ESLA fournira des données sur la nature et la gravité des incapacités, sur les obstacles, etc. L'ESLA de 2001 ne comportera pas de composante institutionnelle.

La date limite prévue pour présenter les questionnaires dans leur forme définitive est le 1<sup>er</sup> juillet 2000. Des essais qualitatifs permettant d'évaluer les nouvelles questions de l'ESLA de 2001 sont actuellement effectués à Montréal et à Ottawa. Un essai-pilote est également en préparation et sera mené à l'automne 2000. On réalisera l'enquête principale entre septembre et décembre 2001.

### ***Enquête auprès des peuples autochtones (EAPA)***

Trois composantes de l'EAPA de 2001 ont été mises en place. La première vise à faire accepter le processus d'enquête par les peuples autochtones et à les inciter à y participer. La deuxième se rapporte à l'acquisition des compétences. Le mandat de la réalisation de l'EAPA reçu dans le cadre du plan d'action « Rassembler nos forces » comportait deux volets : la réalisation de l'enquête proprement dite et la formation des peuples autochtones en matière de statistiques. Ce mandat a été pris au sérieux. Des programmes de formation ont été élaborés. La troisième composante constitue une vision à long terme d'un programme de statistiques sur les Autochtones et cette approche a eu une incidence sur la structure de l'EAPA de 2001.

Les responsables de l'EAPA ont créé un comité de mise en œuvre composé de représentants des six organismes autochtones nationaux, de deux représentants du gouvernement fédéral, de deux représentants de SC et d'un représentant pour chaque province ou territoire canadien. Lors du forum des affaires autochtones, on a proposé de nommer une personne pour faire partie du comité de mise en œuvre; aussi, la représentante désignée vient de la Saskatchewan.

L'approche entourant le projet a également donné lieu à des partenariats avec les peuples et les organismes autochtones. De même, ces partenariats sont essentiels aux travaux entrepris par SC pour tenter d'élaborer une vision à long terme.

Afin de bien refléter les différentes situations des peuples autochtones du Canada, on a élaboré un certain nombre de questionnaires d'une durée de 25 minutes en se basant sur le modèle de l'EAPA. Le questionnaire de base sera utilisé partout au pays, peu

---

<sup>1</sup> Titre remplacé par : l'Enquête sur la participation et les limitations d'activités (EPLA).



importe la situation du répondant (Inuit, Autochtone vivant hors-réserve ou dans la réserve, etc.). Des modules supplémentaires ont aussi été conçus à l'intention des Métis, des Inuits et des résidents des réserves. Les collectivités mixtes recevront le questionnaire de base et, le cas échéant, le questionnaire supplémentaire destiné aux Métis. On prévoit tester l'efficacité des questionnaires sur le terrain en septembre 2000.

### **Dénombrement dans les réserves indiennes**

Le recensement dans les réserves sera effectué par dénombrement direct au moyen de la formule 2D, ce qui permettra d'améliorer la qualité des données, de fournir des données précises comparables à celles du questionnaire complet, de recueillir des renseignements sur le logement des bandes et d'accroître la couverture des peuples autochtones. Les recenseurs rempliront le questionnaire au moment de l'interview. Le taux d'échantillonnage de tous les secteurs de dénombrement (SD) indiens de type subdivision de recensement (SDR) est de 100 %. L'ensemble des réserves indiennes, des districts sous administration indienne, des établissements indiens et des terres réservées seront inscrits dans le découpage géographique du Recensement de 2001 s'ils ont été inventoriés par le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, et si la population de ces régions avait été recensée en 1991 ou en 1996. En outre, toutes les réserves ayant refusé de prendre part au Recensement de 1996 figureront sur la liste. Chaque région indienne de type SDR sera associée à un ou plusieurs secteurs de recensement distincts.

### **Recensement de 2006**

Il reste un an avant le Recensement de 2001. On planifie d'ailleurs le Recensement de 2006 depuis quelque temps déjà. Comme il en a déjà été question dans des rencontres antérieures, SC envisage la possibilité de passer de la méthode traditionnelle de collecte décentralisée, largement axée sur un traitement manuel, à une méthode un peu plus automatisée et centralisée. C'est ce que nous appelons le « contrôle centralisé ». Les travaux de recherche et de développement visant une formule de contrôle centralisé pour 2006 se poursuivent.

Conformément à ce qui précède, SC envisage également la possibilité d'offrir aux répondants diverses options liées à la transmission des renseignements par voie électronique, et le projet d'essai par Internet qui sera effectué en 2001 nous permettra de vérifier l'efficacité de cette méthode. On envisage d'élargir cette formule pour la mettre à la disposition de l'ensemble des répondants en 2006. Pour les personnes qui n'ont pas accès à Internet ou qui ne désirent pas recourir à cette méthode, SC envisage également une option de déclaration par téléphone axée sur une combinaison de dispositifs de reconnaissance vocale et de clavier électronique, du moins pour le questionnaire abrégé (formule 2A).

Toutefois, l'approche Internet et le contrôle centralisé dépendent largement de la mise au point d'un fichier complet de contrôle. Celui-ci sera conçu d'après le registre élargi des adresses qui, si tout va bien, couvrira, en 2005, l'ensemble des ménages du pays ayant une adresse municipale. SC collabore avec Élections Canada et d'autres organismes pour développer l'infrastructure géographique numérique requise pour soutenir un tel registre des adresses.

Telle est l'approche que l'on tentera de mettre au point et, dès l'été, on prévoit soumettre une proposition au Comité des politiques dans l'espoir d'obtenir un accord de principe et de pouvoir procéder ensuite à l'élaboration des méthodes. Un essai général sera effectué en mai 2004 et couvrira l'ensemble des procédures dans un certain nombre de régions d'essai.

## STATISTIQUE AGRICOLE

<b>Dernière réunion :</b>	<b>16 et 17 octobre 2000</b>
<b>Prochaine réunion :</b>	<b>11 et 12 octobre 2001</b>
<b>Membres :</b>	<b>Représentants des ministères provinciaux et territoriaux de l'agriculture ou coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux (ou leurs représentants).</b>

### Points saillants

Les rapports déposés par les membres du comité ont été distribués avant la réunion. Les rapports des provinces et des territoires résument les activités liées au programme, les nouvelles initiatives, les changements organisationnels et les nouvelles méthodes de diffusion des données telles qu'adoptées depuis la dernière réunion. Bon nombre de membres des provinces et des territoires ont rappelé l'importance des données statistiques produites par Statistique Canada pour leur propre programme statistique.

Les représentants d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) ont informé les membres du comité des changements organisationnels qui se sont produits dans l'année qui vient de s'écouler. Ils ont décrit les travaux réalisés en collaboration avec Statistique Canada dans certaines catégories de données afin de répondre aux exigences de la vaste clientèle d'AAC. Il s'agit notamment de travaux en vue du Recensement de l'agriculture de 2001, de l'Enquête financière sur les fermes de 2000, de la brochure « Pour comprendre les mesures du revenu agricole » et de la participation au groupe de travail interministériel sur l'amélioration des statistiques du commerce.

La Division de l'agriculture a présenté les principales activités nouvelles de ses programmes. Les échanges des représentants provinciaux et territoriaux ont porté sur les domaines suivants :

- culture et horticulture
- bétail et aquaculture
- revenu et prix agricoles
- Projet des données complètes sur les exploitations agricoles
- Recensement de l'agriculture
- recherche et analyse

Outre les domaines d'intérêt susmentionnés, la Division de l'agriculture a présenté les faits nouveaux dans les activités suivantes :

- remaniement des enquêtes de 2002
- analyse des données

Des membres du comité et certains invités ont également présenté des exposés en matière agricole et rurale dont voici les sujets :



<b>Exposés</b>	<b>Conférenciers</b>
Économie des sciences de la vie	Jack Bamford
Étude des exploitations biologiques de fruits et de légumes	William Parsons
Étude de la culture du maïs et des graines de soya génétiquement modifiés	Bernard Hategekimana
Recensement de l'agriculture 2001 — Nouvelle stratégie de dénombrement des fermes	Claude Julien
Recensement de l'agriculture 2001 — Stratégie de diffusion des données	Gary Davidson
Section du revenu agricole et des prix à la production — Mise à jour sur l'Indice des prix des entrées dans l'agriculture	Paul Murray
Remaniement de l'Indice des prix des produits agricoles	Gail-Ann Breese
Rapport du groupe de travail interministériel pour l'amélioration des statistiques du commerce	Jackie Leblanc
Changements dans l'agriculture en Alberta et leurs répercussions sur le programme statistique	Robert Prather
Reprise de l'étude sur l'alimentation du bétail	Barbara McLaughlin
Intensification de la production de bétail : menaces et occasions entourant les collectivités rurales (résultats provisoires)	Martin Beaulieu
Démographie et migration rurales	Ray Bollman

Les membres ont exprimé leur satisfaction relativement au contenu et à la structure des réunions du comité et ont particulièrement apprécié l'occasion qui leur a été offerte de pouvoir rencontrer le personnel spécialisé de la Division de l'agriculture.

## STATISTIQUE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

**Dernière réunion :** 16 novembre 2000  
**Prochaine réunion :** 13 novembre 2001  
**Membres :** Coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux (ou leurs représentants)

Le Comité s'est réuni le 16 novembre 2000 à Ottawa. Les provinces et les territoires étaient tous représentés.

Michel Girard, directeur de la Division des institutions publiques (DIP) a accueilli tous les participants. Pendant le tour de table, plusieurs représentants ont signalé leur satisfaction quant aux mesures mises en place par la DIP pour améliorer les communications avec les coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux.

Les points qui suivent portent sur les discussions tenues lors de la réunion ainsi que les actions entreprises par la DIP.

### **Comptabilité d'exercice**

Le comité du Système de comptabilité nationale (SCN) sur la comptabilité d'exercice des administrations publiques présentera une revue des méthodes comptables en vigueur dans les provinces et territoires et les effets de la transition à la comptabilité d'exercice sur les statistiques.

### **Consolidation des estimations courantes du Système de gestion financière (SGF)**

Lors de la dernière rencontre du Comité fédéral-provincial-territorial de la statistique des administrations publiques, la DIP a présenté son plan de production de données consolidées touchant les deux derniers exercices d'estimations.

Au début de juillet 2001, la DIP diffusera les données du SGF couvrant le secteur public et fournira une analyse provinciale plus détaillée ainsi que des données courantes consolidées sur l'administration publique.

### **Données électroniques**

L'utilisation des données électroniques provinciales et territoriales et le développement d'outils électroniques de saisie de données sont au cœur des préoccupations de la DIP. Un rapport d'étape sera présenté à ce propos à la prochaine réunion, qui aura lieu le 13 novembre 2001.

### **Accords fiscaux**

Le ministère des Finances Canada apportera des modifications aux accords fiscaux. Ces changements ainsi que le calendrier de l'exercice 2001-2002 seront présentés à la prochaine réunion du Comité fédéral-provincial-territorial de la statistique des administrations publiques.

## **Registre de la santé**

Un groupe poursuit son travail de classification des établissements de santé et de services sociaux. La Direction du Système de comptabilité nationale, en collaboration avec le groupe de travail sur la santé, veille à la réalisation de ce travail. Les représentants des provinces et des territoires ont été invités à se joindre au groupe.

Les fondations du cancer, les centres d'accès aux soins communautaires de l'Ontario, les commissions de santé de la Colombie-Britannique ainsi que d'autres organismes seront revus.

## **Amélioration du site Web de la DIP**

La division continuera d'améliorer son populaire site Web en y incorporant les dates de diffusion ainsi qu'en offrant aux coordonnateurs statistiques un accès direct aux données. D'autres améliorations seront aussi mises en place pour faciliter l'utilisation du site.

## **Dépenses liées à l'amélioration de la fonctionnalisation de la santé et des services sociaux**

Il est souvent difficile de départager, dans les comptes publics, les dépenses qui sont affectées à la santé de celles qui le sont aux services sociaux.

Le projet d'élaboration de statistiques détaillées sur la santé et les services sociaux de la DIP est très avancé. La Division publie maintenant des données qui sont comparées à celles des comptes publics et servent à valider et améliorer la fonctionnalisation des transferts des administrations publiques provinciales et territoriales au secteur de la santé.

## **Synchronisation des estimations du SGF des administrations publiques avec celles du SCN**

Lors de la dernière rencontre du Comité fédéral-provincial-territorial de la statistique des administrations publiques, la DIP a présenté son plan visant à rapprocher les estimations courantes annuelles du SGF des données trimestrielles du SCN.

Au début de juillet 2001, la DIP rendra disponible ses estimations SGF les plus à jour. Ces données seront les mêmes ayant servi à la publication des revenus et dépenses du SCN en juin 2001.



## STATISTIQUE DES ENTREPRISES

**Dernière réunion :** 12 et 13 octobre 2000  
**Prochaine réunion :** 23 et 24 octobre 2001  
**Membres :** Coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux (ou leurs représentants)

Ray Ryan a souhaité la bienvenue aux membres. Le procès-verbal de la réunion précédente a été adopté.

M. Ryan a ouvert la réunion en soulignant la présence de pressions concernant la charge de travail auxquelles le Secteur de la statistique du commerce et des entreprises devra faire face pour la prochaine année, et le fait qu'il soit difficile d'attirer et de retenir des employés qualifiés, compte tenu du marché du travail très concurrentiel d'aujourd'hui. De plus, il a noté que la question des pressions relatives au fardeau de réponse et aux relations avec les répondants continue de prendre de l'importance.

M. Ryan a indiqué que le Secteur mettra davantage l'accent sur son programme d'analyse au cours des prochaines années. La possibilité de mettre sur pied un institut d'analyse à Statistique Canada (SC) a été envisagée, et les chercheurs universitaires et les économistes seraient invités à venir y tester leurs hypothèses. M. Ryan a convié les membres à soumettre leurs suggestions sur la façon dont ils pourraient collaborer avec SC afin d'accroître l'activité d'analyse à partir des données économiques.

Faisant référence à la discussion tenue dans le cadre de la séance de formation sur la confidentialité, qui a eu lieu immédiatement avant la réunion, M. Ryan a invité les provinces et les territoires à proposer des façons de collaborer pour réduire le chevauchement en matière d'analyse de la confidentialité et d'élaboration de modèles de suppression.

Une importante discussion a eu lieu concernant l'utilisation des données fiscales. Les révisions proposées aux dispositions législatives en matière fiscale (grâce auxquelles les organismes statistiques provinciaux et territoriaux auraient davantage accès aux données fiscales) sont mortes au Feuilleton, au moment du déclenchement des élections. Tout semble indiquer que ces révisions seront proposées de nouveau dans le cadre de la nouvelle session parlementaire.

### **Changement climatique et considérations relatives aux données (Wilf Falk)**

M. Falk a fait le point sur le changement climatique. Il a donné un aperçu de ce que le Canada devrait faire afin de respecter les engagements de Kyoto et du type de données nécessaires pour surveiller la situation environnementale en général, et plus particulièrement les émissions de gaz à effet de serre. Au cours de la discussion, il a été convenu que :

- La science devrait permettre sous peu de démontrer sans équivoque qu'il existe un problème majeur et que les émissions de gaz à effet de serre en sont la cause.

- Les émissions de gaz à effet de serre devront être surveillées, et il faudra probablement l'intervention d'un organisme neutre comme SC pour recueillir les données, sans quoi les industries canadiennes pourraient ne pas emboîter le pas.
- Les industries devront disposer de données afin de répondre à des questions comme celles qui suivent : *Quelles sont les industries utilisant de l'énergie?*, *Quelle est la quantité d'énergie utilisée?* et *Quelle est l'évolution de la consommation au fil des ans?*
- Les tableaux des bilans énergétiques de SC fournissent quelques réponses, mais uniquement pour l'ensemble du Canada. La demande de données disponibles à l'échelon provincial ou territorial selon le secteur d'activité est en croissance.
- Les « puits » de gaz à effet de serre, comme les réserves forestières, pourraient procurer un avantage concurrentiel au Canada, mais l'on ne dispose pas d'un inventaire précis des réserves forestières selon la province ou le territoire.
- D'autres pays, comme l'Australie, ont une longueur d'avance par rapport à nous concernant l'élaboration d'une base d'information et des modèles nécessaires pour surveiller les émissions de gaz à effet de serre et leurs effets.
- L'enjeu majeur pour la prochaine année sera la situation qui prévaudra aux États-Unis. S'il est décidé d'élaborer un programme de surveillance, les autres pays emboîteront le pas. Toutefois, en ce moment, la ratification des accords de Kyoto par le Congrès américain semble peu probable.

#### **Mise à jour du registre des exportateurs (David Dodds)**

M. Dodds a rappelé aux membres que l'objectif de ce programme consiste à produire des données sur le rendement des exportateurs canadiens, en reliant les enregistrements sur le commerce d'exportation aux établissements figurant dans le Registre des entreprises (RE). Les données sont publiées selon le secteur d'activité, la province de résidence et le lieu de destination, sous réserve des contraintes habituelles en matière de confidentialité. Des résultats pour les années de référence 1993 à 1997 ont été diffusés en mars 2000, et les données pour 1998 et 1999 seront disponibles plus tard cette année.

Plusieurs membres ont soulevé des questions au sujet des estimations des exportations provenant de provinces particulières, comme l'augmentation des exportations de céréales du Manitoba de 1993 à 1997. M. Dodds a indiqué qu'il ne donnerait pas une réponse immédiatement, mais que la Division du commerce international (DCI) accueillait favorablement ce genre de rétroaction, parce que cela l'aidait à mettre l'accent sur les domaines où une analyse plus poussée était nécessaire. Les représentants des provinces ont indiqué qu'ils pourraient assurer une meilleure rétroaction s'ils pouvaient obtenir les noms des établissements exportateurs, mais M. Dodds a expliqué que les noms étaient confidentiels.

En réponse à une autre question, M. Dodds a indiqué que la DCI a une capacité limitée de produire les tabulations spéciales que lui demandent les provinces, principalement en raison des vérifications de la confidentialité nécessaires à chaque tableau. M. Ryan a suggéré que les provinces se réunissent et précisent cinq ou six tableaux « génériques » qu'elles aimeraient obtenir à l'échelon provincial. Cela limiterait les vérifications de la confidentialité que la DCI doit effectuer pour produire les totalisations provinciales. Dave Stewart (T.N.-O.) propose la nomination de Steve Miller (C.-B.) et de Wilf Falk (Manitoba) pour diriger cet effort. Le représentant de l'Alberta a demandé si le



registre des exportateurs pouvait être utilisé comme base de sondage. M. Dodds a convenu de donner suite à cette question.

### **Programme des données de la petite entreprise (Robert Lussier et Jamie Brunet)**

Ce point a été ajouté à l'ordre du jour à la demande de plusieurs membres. M. Ryan a expliqué qu'au cours des trois dernières années, la Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales a accordé la priorité aux travaux des enquêtes spéciales. Ces enquêtes ont permis de produire des résultats importants dans des domaines comme la préparation à l'arrivée de l'an 2000. Toutefois, les autres secteurs du programme de la Division en ont souffert, y compris le Programme des données de la petite entreprise. Le Secteur veut maintenant rehausser le profil de ce programme. À cette fin, M<sup>me</sup> Brunet a récemment été nommée gestionnaire à temps plein du Programme des données de la petite entreprise. Des consultations auprès d'un certain nombre d'utilisateurs potentiels ont mené à des suggestions concrètes quant aux indicateurs relatifs aux petites entreprises qui pourraient être utilisées. M. Ryan a indiqué que la Division identifiera des indicateurs conjoncturels concrets et déterminera comment ils pourront être produits. La Division communiquera ces propositions aux provinces, aux territoires et aux autres utilisateurs pour obtenir leurs commentaires. Le Québec et la Colombie-Britannique feront partie des premières provinces consultées, parce qu'elles ont déjà élaboré des produits pour leur propre secteur de compétence.

### **Registre des entreprises — Population des grandes entreprises et des petites entreprises selon la province (André Monty)**

M. Monty a présenté des transparents sur lesquels figuraient le nombre de grandes et de petites entreprises dans chaque province et territoire, s'inspirant des définitions de ces entreprises utilisées par le personnel du Registre des entreprises. Les limites des grandes et des petites entreprises constituent des facteurs importants à l'égard des taux d'échantillonnage utilisés dans les enquêtes de SC. Les membres étaient satisfaits des explications concernant la façon dont les limites entre les grandes et les petites entreprises étaient déterminées et sur la représentation de ces entreprises dans leur secteur de compétence.

### **Mise à jour et plans concernant le commerce électronique (Fred Gault)**

M. Gault préside un groupe de travail de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur les concepts, les définitions et les classifications pouvant servir à la collecte des données du secteur de la technologie de l'information et de la communication (TIC). Il a souligné que l'OCDE a produit récemment une définition de la technologie de l'information et de la communication devant être utilisée pour la collecte des données par les pays membres. On y a également produit la première publication internationale sur le secteur de la TIC.

En 2002, un groupe de travail de l'Organisation des Nations Unies (ONU) procédera à la révision de la Classification internationale type, par industrie, révision 3 (CITI3). L'OCDE propose une révision mineure à l'égard du commerce de gros dans la structure de classification, en vue d'améliorer la pertinence et l'utilité de la définition du secteur de la TIC. Ce groupe tente aussi de faire approuver la définition du secteur de la TIC comme une « agrégation spéciale » en annexe au document de la révision de 2002 de la CITI3.



Le tourisme et l'énergie sont déjà considérés comme des agrégations spéciales dans la CITI3.

Dans le cadre de la réunion de l'OCDE sur le commerce électronique tenue à Ottawa l'an dernier, le groupe de M. Gault a reçu le mandat de produire une définition sur le commerce électronique. À la fin de septembre 2000, on a fait circuler deux définitions, une restreinte et une générale, afin de recueillir des commentaires.

- Commerce électronique (définition restreinte) : Il s'agit du commerce offert sur Internet au moyen de protocoles Internet (il n'est pas essentiel que le paiement soit effectué par l'entremise d'Internet);
- Commerce électronique (définition générale) : Cela comprend le commerce offert sur Internet et le commerce réalisé au moyen de réseaux internes, grâce à l'échange de données informatisées (EDI) et à d'autres protocoles.

M. Gault a souligné que les États-Unis préféreraient la définition générale, parce qu'il y existe déjà des applications commerciales d'EDI bien développées et exhaustives. Les délégués des États-Unis croient qu'avec la définition restreinte, on pourrait assister à une augmentation trompeuse du commerce électronique mesuré, en raison du passage des entreprises de l'EDI au commerce offert sur Internet.

Les accords internationaux sont importants pour uniformiser les activités de collecte des données dans l'ensemble des pays afin de fournir une base commune pour l'évaluation de la croissance et des répercussions du commerce électronique.

Au Canada, la Division des sciences de l'innovation et de l'information électronique (DSIIE) a récemment diffusé les résultats de la première enquête sur le commerce électronique des entreprises de divers secteurs d'activité s'inspirant de la base de sondage de l'Enquête sur les dépenses en immobilisations. Les résultats de l'enquête montrent qu'environ 0,2 % de l'activité économique dans le secteur des entreprises en 1999 a été le fait du commerce électronique. Il n'existe pas encore d'enquête portant sur les achats directs de biens et de services par les ménages au moyen d'Internet. L'enquête sur le commerce électronique des entreprises sera reprise, avec des modifications, en vue d'obtenir des données améliorées sur le commerce entre entreprises et le commerce entre les entreprises et les consommateurs.

L'équipe responsable du commerce électronique proposera un certain nombre de questions qui devraient être comprises dans toutes les enquêtes annuelles sur l'industrie afin d'améliorer la couverture et le nombre de données repères détaillées disponibles sur le commerce électronique au Canada.

#### **Difficultés causées par l'intégration de données dans les programmes faisant partie de logiciels non génériques (Ron McMahon)**

M. McMahon a fait l'historique de certains changements qui ont touché les programmes de distribution des données du recensement et du commerce international au cours des 15 dernières années. Tous ces mécanismes de distribution ont été mis à la disposition des provinces et des territoires. Toutefois, M. McMahon a souligné que les changements touchant les logiciels et les programmes au fil des ans ont forcé les provinces et les territoires à conserver des anciens fichiers de données et produits logiciels, étant donné qu'ils constituaient la seule façon de produire des données pour des périodes

antérieures. Cela n'est pas approprié et constitue un gaspillage de ressources rares dans les provinces et les territoires. M. McMahon a recommandé que SC fasse quelque chose pour séparer la distribution des données des logiciels et des programmes utilisés. Les membres ont convenu que SC devait s'adapter à la technologie, mais ils ont demandé que cela ne se fasse pas au détriment des données historiques.

M. Ryan a demandé si la solution ne consisterait pas à produire des « fichiers non hiérarchiques » de données antérieures qui pourraient être lus par *tous* les programmes logiciels les plus récents. Les membres ont convenu que cela constituait une solution partielle. Des questions subsistent quant à la quantité de données historiques à inclure dans les nouveaux programmes ou dans les fichiers non hiérarchiques. Pour les programmes sur le recensement et le commerce international, la quantité de données touchées est si importante que des choix doivent être faits. Dans ces cas, il est difficile de plaire à tous les utilisateurs. M. McMahon et d'autres membres s'inquiétaient d'avoir à payer à nouveau pour acheter des données dont ils disposaient déjà dans un ancien format. Les employés de la DCI ont convenu de collaborer avec M. McMahon et d'autres membres pour tenter de résoudre les difficultés particulières touchant les données de la DCI.

Toutefois, il a été convenu que cette question s'étendait à plus que les statistiques des entreprises et du commerce et qu'elle devrait figurer à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Comité fédéral-provincial-territorial de la diffusion des données. M. John Palmer (I.-P.-É.), qui fait partie du Comité de l'ordre du jour du Comité fédéral-provincial-territorial de la diffusion des données, a convenu de faire en sorte que le point soit ajouté à l'ordre du jour de la réunion de novembre 2000.

### **Mise à jour et remaniement de l'Enquête mensuelle sur le commerce de gros et de détail (François Maranda)**

Tout d'abord, M. Maranda a mentionné le fait que l'Enquête mensuelle sur le commerce de gros et de détail (EMCGD) est en réalité deux enquêtes distinctes. Elles possèdent des questionnaires et des systèmes de traitement distincts et font l'objet de diffusions différentes chaque mois dans *Le Quotidien*. Un échantillon d'environ 7 000 unités englobe les quelque 90 000 établissements de la population des commerçants en gros, tandis qu'un échantillon plus nombreux d'environ 14 000 unités englobe la population des établissements de commerce de détail, qui comprend environ 180 000 points de vente au détail.

Par la suite, M. Maranda a expliqué pourquoi un remaniement était nécessaire. Les deux enquêtes, qui ont vu le jour en 1998, ont fait l'objet d'un certain nombre de modifications au cours de la dernière décennie, en vue de donner suite à plusieurs changements externes. Cela a eu pour effet qu'elles reposent maintenant sur tout un assortiment de méthodes et de systèmes désuets. De plus, de nombreuses méthodes d'enquête applicables dans les années 1980 ne sont plus très efficaces aujourd'hui, parce que les secteurs du commerce de gros et de détail sont devenus beaucoup plus dynamiques. Par ailleurs, SC est passé de la Classification canadienne type des industries (CTI) de 1980 au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997. L'échantillon doit rendre compte de ce changement, afin que l'on puisse produire des estimations mensuelles sur la base du SCIAN, selon le niveau de qualité requis pour les données sur le commerce de gros et de détail. Pour ce qui est du



traitement, les méthodes d'enquête sont principalement fondées sur un ordinateur central, et il devient de plus en plus difficile de mettre à jour ces systèmes.

Le remaniement de l'enquête a été entrepris cette année (en 2000-2001) et se poursuivra pendant deux ans. Les travaux effectués cette année ont été axés principalement sur la consultation des utilisateurs et l'élaboration du plan de sondage. Les provinces et les territoires ont été invités à une réunion, en mai 2000, afin de discuter de leurs besoins de données. Les principales conclusions de cette réunion ont été les suivantes :

- Il existe un intérêt quant à l'élargissement de la couverture du secteur du commerce de gros afin d'inclure les agents et les courtiers, et du commerce de détail en vue d'inclure le commerce hors magasin. La possibilité d'élargir la couverture fait l'objet d'un examen, mais à cette étape, on ne peut garantir que cela se fera, en raison des coûts.
- Il existe un intérêt marqué pour les données infraprovinciales. Le nouveau plan d'enquête devra tenir compte de cette exigence dans la plus large mesure possible.
- Il est nécessaire de procéder à une extrapolation rétrospective pour lier les nouvelles estimations à celles des anciennes enquêtes. Cela fait définitivement partie des plans.

Les travaux relatifs au plan de sondage entrepris cette année ont mis l'accent sur les changements à la structure de classification des industries et leurs répercussions sur le type d'échantillon nécessaire pour l'enquête. L'an prochain, au moment de l'élaboration des programmes en vue de la sélection de l'échantillon, on utilisera les données fiscales des fichiers d'impôt afin d'améliorer la précision de la mesure du volume des ventes. On déterminera aussi comment les fichiers de la taxe sur les produits et services (TPS) peuvent être utilisés pour les processus de vérification et d'imputation relativement à la non-réponse partielle et complète, et l'on examinera la possibilité de les utiliser comme « estimateur d'étalonnage », en vue de tirer parti des liens qui existent entre les revenus de la TPS et les ventes totales. Enfin, on prévoit utiliser les fichiers de la TPS pour élaborer des estimations agrégées des ventes au détail pour les petites entreprises, afin de décharger ces dernières du fardeau de réponse de cette enquête.

Dans le cadre du remaniement de l'enquête, on souhaite établir un lien plus étroit entre les enquêtes mensuelles et annuelles afin de les étalonner les unes par rapport aux autres.

Enfin, parallèlement au remaniement de l'EMCGD, on devra procéder à un certain nombre de rajustements à l'égard de la récente Enquête sur les marchandises vendues au détail, car ces deux enquêtes sont intimement liées. Par exemple, la moitié des répondants de l'Enquête mensuelle sur le commerce de gros et de détail participent aussi à l'Enquête sur les marchandises vendues au détail.

### **Sous-comité de l'ordre du jour**

Le Sous-comité de l'ordre du jour a été mis sur pied afin que les provinces et les territoires participent davantage à la préparation des réunions. Les membres suivants ont été nommés à ce sous-comité : Camille Courchesne, Steve Miller, Jack Hicks, Neil MacDonald et Laurie Hill (secrétaire).



Le Sous-comité devrait tenir une réunion (pas nécessairement à Ottawa) au printemps 2001, en vue de proposer des points et des questions qui devront être examinés à la réunion de l'automne. Le Sous-comité a également été invité à déterminer les questions urgentes qui ne peuvent attendre d'être discutées ou résolues à la prochaine réunion du Comité fédéral-provincial-territorial de la statistique des entreprises.

## STATISTIQUE DES MINÉRAUX

<b>Dernière réunion :</b>	<b>20 au 22 septembre 1999</b>
<b>Prochaine réunion :</b>	<b>14 au 16 mai 2001</b>
<b>Membres :</b>	<b>Délégués de Ressources naturelles Canada, Affaires indiennes et du Nord Canada, Statistique Canada, ministères ou organismes provinciaux et territoriaux responsables de l'exploitation minière, et bureaux des statistiques de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Yukon, du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest ainsi que de l'Institut de la statistique du Québec</b>
<b>Observateur :</b>	<b>Association minière du Canada</b>

Le Comité fédéral-provincial-territorial de la statistique minérale (CFPTSM) constitue pour les ministères fédéraux, provinciaux et territoriaux une tribune où ils peuvent échanger des renseignements et élaborer conjointement des stratégies d'intervention efficaces dans des domaines d'intérêt commun de la statistique minérale et de l'exploitation minière au Canada. Bien que la réunion annuelle soit un temps fort des activités du CFPTSM, les organismes membres communiquent entre eux tout au long de l'année quand le besoin s'en fait sentir.

Le CFPTSM ne s'est pas réuni au cours de l'année financière 2000-2001. La réunion, qui était provisoirement prévue pour le mois de septembre 2000, a été reportée à la période du 14 au 16 mai 2001. Plusieurs membres sont d'avis qu'une réunion au printemps leur conviendrait mieux qu'une réunion à l'automne. De plus, le printemps est plus approprié pour discuter de questions liées aux échéanciers des enquêtes. Ainsi, les réunions annuelles du Comité devraient désormais se tenir au printemps.

### **Modifications de la structure du CFPTSM**

Les modifications suivantes sont à l'étude :

- Le mandat du Comité sera revu, et sa forme définitive approuvée à la prochaine réunion annuelle, qui aura lieu du 14 au 16 mai 2001.
- La composition du Comité sera élargie pour inclure des représentants du Nunavut et de l'Institut de la statistique du Québec.
- On a également proposé que la réunion ait lieu en alternance à Ottawa et dans une province ou un territoire, probablement dans la ville de résidence du coprésident provincial ou territorial. Les répercussions de cette proposition sont à l'étude, et une recommandation à ce sujet sera faite à la prochaine réunion annuelle.

### **Résumé des questions sur lesquelles se penchent le Comité fédéral-provincial-territorial de la statistique minérale et ses organismes membres**

- Une décision a été rendue et mise en œuvre quant à la catégorie où l'on doit inscrire l'usine Magnola au Québec selon la norme du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). On prévoit étudier cette décision et

discuter de ses répercussions sur les enquêtes menées par les partenaires fédéraux-provinciaux-territoriaux à la prochaine réunion fédérale-provinciale-territoriale.

- Les initiatives du Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP) continueront de faire l'objet de discussions entre Ressources naturelles Canada (RNCa), Statistique Canada et les provinces et territoires respectifs.
- Même si des progrès ont été réalisés, l'utilisation des données administratives provenant des provinces pour réduire le fardeau de réponse et les coûts des activités demeure une priorité pour le partenariat fédéral-provincial-territorial. Le travail de réduction du fardeau de déclaration et d'élimination du chevauchement continuera.
- On met au point les derniers détails du protocole d'entente qui permettra au Nunavut de devenir un participant à part entière des ententes fédérales-provinciales-territoriales de partage des données.
- La préparation d'un protocole d'entente avec Statistique Canada concernant l'utilisation des données sur les dépenses d'exploitation minière, y compris les données sur l'exploration qui se trouvent dans Système de comptabilité nationale, demeure en suspens.
- Dès qu'ils surgissent, il faut répondre aux besoins d'information entourant le recyclage, le rendement énergétique, la diffusion des technologies de pointe, l'utilisation du cybercommerce et la participation des Autochtones à l'exploitation des ressources naturelles.
- Il faut mettre au point des ententes sur la déclaration des données conclues avec Diavik Diamond Mines Inc., y compris les exemptions possibles.

#### **Activités et événements marquants du CFPTSM en 2001-2002**

- Poursuite des travaux et des activités du Groupe de travail sur la gestion du fardeau de déclaration, et la production d'un rapport d'étape à la réunion annuelle du mois de mai.
- Réalisation du site de la Carte des connaissances minières fédérales et provinciales.
- Visite des provinces et des territoires par RNCa en vue de promouvoir les activités de collaboration en matière de statistique.
- La réunion annuelle est prévue pour les 14, 15 et 16 mai 2001 et sont prévus à l'ordre du jour les points suivants :
  - a) Mise à jour sur les progrès du Programme unifié des statistiques sur les entreprises dans le cadre du PASEP et ses répercussions sur les provinces et les territoires.
  - b) Revue des données qui ont été recueillies au cours de l'enquête conjointe sur les dépenses d'exploration et des modifications qu'il est proposé d'apporter aux définitions utilisées, et point de vue provincial sur des questions connexes.
  - c) Revue des options de restructuration de l'enquête.
  - d) Suivi entourant la réalisation du site de la Carte des connaissances minières fédérales et provinciales.
  - e) Examen des décisions prises en fonction de la norme du SCIAN et de leurs répercussions sur le programme d'enquête conjointe.



## STATISTIQUE DES TRANSPORTS

**Dernière réunion :** 18 et 19 octobre 2000, à Ottawa  
**Prochaine réunion :** 25 et 26 octobre 2001, à Ottawa  
**Membres :** Les délégués des ministères des Transports fédéral, provinciaux et territoriaux de même que les coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux (ou leurs représentants).

### Échange nord-américain sur les statistiques du transport

**Dernière réunion :** 17 au 19 mai 2000, à Ottawa  
**Prochaine réunion :** Mai 2001, au Mexique  
**Membres :** Personnel des transports des bureaux de la statistique et des ministères canadiens, américains et mexicains chargés de la réglementation et de l'établissement des politiques.

### Activités et état d'avancement des travaux

Le comité fédéral-provincial-territorial a abordé les sujets suivants :

- Mises à jour et atelier de consultation entourant le projet de l'élaboration de l'Enquête sur le trafic des transporteurs routiers.
- Mise à jour entourant le projet de remaniement de l'Enquête sur le transport des voyageurs par autobus, sur les données concernant le transport aérien, maritime, ferroviaire et sur le camionnage privé, ainsi que sur les initiatives de Statistique Canada concernant le projet Gouvernement en direct et les données du recensement sur les déplacements entre le domicile et le lieu de travail; présentation des premières données nationales de l'Enquête sur les véhicules au Canada pour le quatrième trimestre de l'année de référence 1999.
- Mises à jour par le représentant de Transports Canada sur la nécessité d'établir un compte satellite des transports, les initiatives concernant les changements climatiques et le Rapport annuel du ministre des Transports au Parlement.
- Consultations portant sur les besoins en données des provinces et des territoires et sur leurs préoccupations relatives à l'élaboration d'un plan stratégique du Programme de la statistique des transports.
- Annonce de la publication *Statistiques sur le transport en Amérique du Nord*, diffusée le 12 octobre 2000 en trois langues.

Les participants à la réunion de l'Échange ont également adopté une orientation stratégique. Ils ont passé en revue les leçons apprises du projet d'élaboration du recueil *Statistiques sur le transport en Amérique du Nord* et se sont entendus sur les priorités d'une collaboration future. Celles-ci comprennent la nécessité d'établir des groupes de travail pour aborder les questions d'harmonisation et d'intégration liées au transport maritime et de surface, à la sécurité, à l'énergie et à l'environnement. Les travaux de conception, d'élaboration et de maintien d'une version électronique du recueil de statistiques sur Internet devraient être entrepris sous peu. Cette version comporterait

des données plus actuelles sur les trois pays et pourrait être mise à jour à mesure que les données deviennent disponibles.

Les participants aux réunions plénières et aux ateliers de l'Échange ont abordé les sujets suivants :

- enquêtes sur le commerce électronique;
- questions de mesure;
- mise en œuvre du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord et de la Classification type des bien transportés;
- faits nouveaux du Groupe des Sept et restructuration de la filière des transporteurs par le service des douanes;
- élaboration d'un indice du voyage et du tourisme d'exportation et d'autres indicateurs du transport par les États-Unis;
- nouveau produit de données maritimes au Mexique.

## STATISTIQUE DU TRAVAIL

**Dernière réunion :** 19 juin 2000  
**Prochaine réunion :** 14 et 15 juin 2001  
**Représentants des ministères affectés aux ressources humaines, à l'éducation ou à la formation professionnelle, et les coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux (ou leurs représentants)**

La 35<sup>e</sup> réunion du Comité de la statistique du travail a eu lieu à Ottawa le 19 juin 2000, au Centre de conférences Simon-A.-Goldberg de Statistique Canada.

Les sujets suivants ont été traités :

- Enquête sur les traitements et les salaires de l'Alberta (Kurt Schreiner);
- Données de l'Enquête sur la population active (EPA) entourant l'embauche et les cessations d'emploi (Geoff Bowlby);
- Harmonisation des séries sur les professions de l'EPA et du recensement (Geoff Neideck);
- Mise à jour des plans de mise en œuvre de l'Enquête révisée sur l'emploi, la rémunération et les heures (EERH), (Jean Leduc);
- Données régionales tirées de l'EERH (Justin Lacroix);
- Indicateurs de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu entourant les écarts de rémunération entre les sexes (Maryanne Webber);
- Mise à jour concernant l'Enquête sur le milieu de travail et les employés (EMTE), (Nathalie Caron);
- Indice des coûts de main-d'œuvre de l'EMTE (Howard Krebs);
- Enquête sur le travail indépendant (Elizabeth Majewski);
- Rajustement des données de l'EPA sur les heures réellement travaillées pour tenir compte des jours fériés (Geoff Bowlby);
- Élargissement de la couverture de l'EPA pour inclure les T. N.-O. et le Nunavut (Geoff Neideck).



de travail en coulisse. Statistique Canada examine actuellement la méthodologie de la MPPC pour s'assurer que cette mesure est bien comprise et pour éviter toute ambiguïté. La Division de la statistique du revenu et la Division des prix prévoient recueillir les données manquantes. Statistique Canada espère produire et publier les taux de MPPC dans un recueil qui comprendra d'autres mesures, notamment les SFR et les mesures de faible revenu (MFR). Mme Webber estime que les taux de MPPC pourraient être produits dès le début de 2002 si aucun obstacle n'entrave la bonne marche de ce projet.

### **Enquête sur la sécurité financière (ESF)**

Une mise à jour de l'ESF a été présentée aux délégués. Mme Webber a précisé que les données ont été recueillies en mai et en juin 1999. On prévoit diffuser les premiers résultats en septembre 2000. Trois études traitant des sujets suivants sont considérées : modification de la répartition des avoirs depuis la dernière enquête de 1984; les différences entre les avoirs et le revenu; et l'endettement des familles canadiennes et l'attitude de celles-ci par rapport aux dettes. Une publication comprenant des tableaux sera diffusée plus tard à l'automne. Par ailleurs, le fichier de micro-données sera disponible en janvier 2001. L'information sur la valeur des pensions sera diffusée en mars 2001. Enfin, un recueil regroupant une vaste gamme d'études sera publié au cours de l'été 2001. Mme Webber a conclu sa présentation de l'ESF en indiquant que Statistique Canada souhaite vivement mener cette enquête en fonction d'un cycle établi (tous les quatre ou cinq ans).

### **Statistique de l'éducation**

Scott Murray a tout d'abord présenté les orientations stratégiques qui encadreront le Programme de la statistique de l'éducation au cours des prochaines années. Il a ensuite décrit les caractéristiques idéales du système d'information sur l'éducation en fonction desquelles les programmes d'éducation sont évalués. Un système efficace de données doit être vaste, détaillé, axé sur les individus, longitudinal, répété et ancré; il doit également être assorti de mesures directes. Puis, il a discuté d'un diagnostic du Programme de la statistique de l'éducation établi. Les principaux points suivants constituent les questions les plus importantes : presque tous les programmes s'appuient beaucoup trop sur des intrants éducatifs mesurés au niveau agrégé; il existe peu d'analyses de la valeur ajoutée (tout le Programme de la statistique de l'éducation s'est traditionnellement appliqué à réaliser des enquêtes) et on dispose de données restreintes sur les processus éducatifs en tant que résultats.

Scott Murray a mis au point une « recette » pour corriger les faiblesses du système et pour le rapprocher du système idéal. Cette recette comporte cinq ingrédients, qui permettront de l'améliorer : de nouvelles sources de données, de nouvelles structures de gestion et de nouveaux liens institutionnels, de nouveaux fonds, de nouveaux produits (notamment des analyses de la valeur ajoutée) et de la patience. Parmi tous ces ingrédients, les nouvelles sources de données ont retenu l'attention de Scott Murray. Les sources de données suivantes ont été présentées : l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ), l'Enquête auprès des jeunes en transition (EJET) et le Programme international de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) pour le suivi des acquis des élèves (PISA), l'Enquête internationale sur les compétences utiles à la vie (EICUV), les enquêtes nationales auprès des diplômés (END), l'Enquête sur les transitions au postsecondaire (ETP) et le Système d'information amélioré sur l'éducation (SIAE). On présente tour à

## STATISTIQUE SOCIALE

**Dernière réunion :** 2 mai 2000  
**Prochaine réunion :** 13 juin 2001  
**Membres :** Coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux (ou leurs représentants)

Le président, Mike Sheridan, a souhaité la bienvenue aux membres et a présenté l'ordre du jour, qui a été adopté. Le procès-verbal de la réunion précédente a été adopté sans modification.

### **Statistique du revenu**

Maryanne Webber a présenté aux participants un compte rendu des principales activités de la Division de la statistique du revenu (DSR).

#### ***Transition de l'EFC à l'EDTR***

On a rappelé aux membres que l'Enquête sur les finances des consommateurs (EFC) et l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) ont été menées en parallèle sur une période de cinq ans. Les estimations du revenu à partir de ces deux sources convergent nettement et décrivent essentiellement la même réalité. L'EFC a été réalisée pour la dernière fois en 1998 et les renseignements recueillis visent l'année de référence 1997. À compter de l'année de référence 1998, les données transversales sur le revenu seront tirées de l'EDTR.

Une nouvelle série de révisions a été mise en œuvre au cours de l'année de référence 1999. La première révision a été effectuée afin de passer des estimations de la population fondées sur les résultats du Recensement de 1991 à des estimations fondées sur les résultats du Recensement de 1996. L'incidence de cette transition sur la gamme de produits a été également abordée.

#### ***Établissement de nouveaux niveaux de référence pour les seuils de faible revenu (SFR)***

Mme Webber a indiqué que Statistique Canada envisage l'établissement de nouveaux niveaux de référence pour les SFR. Le document de travail présentant les trois options envisagées — statu quo, établissement de nouveaux niveaux au moyen des données de 1997, statu quo comprenant une nouvelle série fondée sur les habitudes de dépenses de l'année courante — a été présenté et discuté assez longuement. Un document résumant les explications et les commentaires reçus sera remis aux coordonnateurs statistiques dès qu'il sera terminé.

#### ***Mesure de la pauvreté fondée sur un panier de consommation (MPPC)***

Une brève mise à jour de la MPPC, ainsi qu'un examen des sources de données requises pour produire cette mesure, a été présentée au Comité. La production de la MPPC doit s'appuyer sur de nombreuses sources de données et, si le résultat final est facile à comprendre intuitivement, le calcul de la mesure exige une somme considérable

suivre les grandes tendances de la deuxième transition démographique, de recueillir de l'information rétrospective sur les facteurs qui influent sur les comportements domestiques et familiaux.

Des consultations se sont tenues entre décembre 1999 et février 2000 auprès des principaux utilisateurs des données de l'ESG, dont le milieu académique, les ministères fédéraux et provinciaux intéressés et les comités consultatifs de Statistique Canada. À la suite de ces consultations, un certain nombre d'améliorations ont été apportées à cette enquête. De façon à recréer plus adéquatement les antécédents professionnels des répondants, les questions sur les interruptions de travail (posées lors de l'ESG de 1995) seront remplacées en 2001 par des questions sur les périodes de travail. On mesurera ainsi le rapport des gens face à l'emploi. Par ailleurs, l'ESG permettra de recueillir pour la première fois en 2001 de l'information sur les antécédents scolaires des répondants. En outre, au moyen de l'ESG de 2001 s'efforcera d'améliorer la mesure de la relation père-enfant et de recueillir des renseignements plus pertinents sur le départ des enfants du foyer familial et de fournir des données plus complètes sur les événements vécus lors de l'enfance.

L'ESG de 2001 sur la famille servira de recréer des pistes ou des antécédents divers; les antécédents conjugaux, les fiches de famille, les antécédents professionnels, les antécédents scolaires, l'historique des départs du foyer familial, l'origine familiale et les événements vécus lors de l'enfance. Certains sujets seront retirés, notamment certaines attitudes et valeurs familiales, les effets du tabagisme et les interruptions de travail.

On a discuté du calendrier global des activités de l'ESG de 2001. On prévoit recueillir l'information de janvier à décembre 2001 et publier les résultats à l'automne 2002.

### **Autres statistiques sociales**

Différentes personnes des divisions énumérées ci-dessous ont présenté aux membres du comité une description et une mise à jour des principaux programmes statistiques menés par la Division des enquêtes spéciales, le Centre canadien de la statistique juridique et la Division des données régionales et administratives.

### **Mot de la fin (président)**

Mike Sheridan a assuré aux membres que les diverses questions abordées au cours de la délibération feront l'objet d'un suivi par Statistique Canada. Il a remercié tous les délégués de leur précieuse contribution et s'est dit convaincu qu'ils sauront collaborer aux nombreuses initiatives entreprises au cours de l'année.



tour une description de chacune de ces sources de données ainsi qu'une analyse des principales forces et faiblesses en regard des caractéristiques idéales d'un système de statistiques de l'éducation. Ces éléments réunis permettront aux utilisateurs d'examiner chacune des principales étapes de la vie et de la transition d'une étape à l'autre ainsi que les enjeux stratégiques clés portant sur le niveau des résultats et l'équité de la répartition de ces résultats entre les provinces et les groupes démographiques de la population. Statistique Canada diffusera les premiers résultats de l'EJET et du PISA d'ici l'automne 2001; les résultats du SIAE et de l'END seront diffusés l'année suivante.

### **Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC)**

Lorna Bailie a présenté les travaux en cours relativement à l'ESCC. Elle a indiqué que cette nouvelle enquête portera surtout sur les besoins en matière de données régionales; l'enquête fournira des estimations pour toutes les régions de santé communautaire et son contenu sera adapté aux besoins particuliers en matière de données régionales et provinciales. L'élaboration de l'enquête a été financée dans le cadre de *Carnet de route de l'information sur la santé*, une initiative conjointe de Santé Canada, de l'Institut canadien d'information sur la santé et de Statistique Canada, qui vise à améliorer les données sur la santé.

L'enquête s'appuiera sur un mode de collecte mensuel continu, le cycle 1.1 débutant en septembre 2000. Pour ce premier cycle, on utilisera un contenu standard largement inspiré de celui de l'Enquête nationale sur la santé de la population. Toutefois, dans les cycles futurs, on prévoit élargir le contenu pour que celui-ci couvre des questions comme la nutrition, la santé mentale, le soutien social et la santé de l'enfant, et inclut des composantes de mesure physique.

La base de sondage de l'ESCC a été conçue en fonction de la structure de l'Enquête sur la population active (EPA). Étant donné que l'EPA couvrira désormais les territoires, on a récemment décidé de réaliser l'ESCC dans ces régions. La répartition de l'échantillon a été effectuée en fonction du nombre de régions sanitaires dans les provinces et selon la répartition de la population. Cette méthode assurera la représentativité de l'échantillon dans les régions sanitaires, les provinces et les territoires.

L'ESCC sera réalisée en vertu de l'article 12 (rubrique *Accord*) de la *Loi sur la statistique*, qui permet à Statistique Canada de communiquer aux ministères provinciaux de la Santé des renseignements bruts concernant les répondants qui en ont autorisé la divulgation. Les coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux pourront avoir accès aux micro-données en vertu de la clause de partage des renseignements avec une tierce partie par le biais de leur ministère de la Santé. Un fichier de micro-données à grande diffusion sera également produit.

### **Enquête sociale générale (ESG) de 2001**

Pierre Turcotte a décrit les travaux en cours visant l'élaboration du contenu de l'Enquête sociale générale de 2001, qui sera axée sur la famille. L'ESG de 2001 sera en fait la troisième enquête rétrospective sur la famille, les deux précédentes ayant eu lieu en 1990 et 1995. L'échantillon de l'ESG est récemment passé de 10 000 à 25 000 ménages. Cette augmentation du nombre des ménages permettra de produire des estimations provinciales plus pertinentes. Les principaux objectifs de l'ESG de 2001 sont de couvrir des phénomènes d'intérêt et de préserver la comparabilité historique, de

**ANNEXE V**

**SUIVI DES QUESTIONS DÉCOULANT DE LA RÉUNION**

	POINT	RESPONSABLE	MESURE
4.3 (Question 2, page 7)	Le coordonnateur statistique des Territoires du Nord-Ouest aimerait une mise à jour sur la troisième enquête postcensitaire, sur la diversité ethnique.	Comité fédéral-provincial-territorial de la statistique sociale	Au cours de la prochaine rencontre du comité, il pourrait y avoir des discussions sur le remaniement de cette enquête.
4.4 (Question 4, Page 8)	Des préoccupations sont exprimées concernant l'accès aux données de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes.	Comité fédéral-provincial-territorial de la statistique sociale	Il y aura des éléments de discussions disponibles lors de la prochaine réunion du comité.
4.5 (Page 8)	Le coordonnateur statistique de la Saskatchewan aimerait connaître les raisons qui ont mené à la décision de donner l'accès aux données de l'ESCC au ministère de la Santé de sa province.	Statisticien en chef	M. Fellegi accepte de fournir au coordonnateur statistique de la Saskatchewan les explications sur cette décision.
<b>5.0</b>	<b>Études analytiques et comptes nationaux</b>		
5.1 (Page 8)	Les Comptes nationaux planifient l'adoption de l'Indice de volume en chaîne Fisher. Il est possible à l'aide de la formule Fisher d'obtenir des taux de croissance additifs.	Directrice générale, Comptes nationaux et Études analytiques	Mme Karen Wilson enverra la formule aux coordonnateurs statistiques ainsi que des explications.
5.2 (Page 9)	Le coordonnateur statistique de la Saskatchewan aimerait que les Comptes nationaux accordent un peu de temps aux coordonnateurs pour examiner les données avant la diffusion.	Directeur général, Comptes nationaux et études analytiques	



**SUIVI DES QUESTIONS**  
 DÉCOULANT DE LA RÉUNION DE 2001 DU  
**CONSEIL CONSULTATIF FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL**  
 DE LA POLITIQUE STATISTIQUE

	<b>POINT</b>	<b>RESPONSABLE</b>	<b>MESURE</b>
<b>1.0</b>	<b>Mot d'ouverture</b>		
	Aucun suivi nécessaire		
<b>2.0</b>	<b>Réalisations et priorités</b>		
2.1 (Question 3, page 2)	Le coordonnateur statistique du Manitoba demande un aperçu des travaux du groupe de travail qui tente de mettre sur pied une base de données en environnement et le lien avec le travail sur les indicateurs effectué par la Table ronde nationale.	Statisticien en chef	M. Ivan Fellegi a accepté de partager des documents sur le cadre conceptuel pour les indicateurs basés sur des données existantes.
<b>3.0</b>	<b>Rapports des provinces et des territoires</b>		
	Aucun suivi nécessaire		
<b>4.0</b>	<b>Programme de la statistique sociale, des institutions et du travail</b>		
4.1 (Page 6)	Le coordonnateur statistique de l'Île-du-Prince-Édouard demande s'il existe un document que les coordonnateurs pourraient utiliser pour commenter les développements du recensement de 2006.	SCA, Statistique sociale, des institutions et du travail	M. Mike Sheridan accepte de distribuer des copies du plan d'affaires aux coordonnateurs.
4.2 (Page 7)	Remaniement de l'Enquête sur la population active	Comité fédéral-provincial-territorial de la statistique du travail	Comité fédéral-provincial-territorial de la statistique du travail

	<b>POINT</b>	<b>RESPONSABLE</b>	<b>MESURE</b>
<b>7.0</b>	<b>Communications et opérations</b>		
7.1 (Page 12)	CANSIM II est disponible au public depuis avril, mais uniquement sur une base de paiement par série chronologique.	Division de la diffusion	SC envisage offrir aux coordonnateurs un accès illimité à CANSIM II contre un moment forfaitaire.
<b>8.0</b>	<b>Indicateurs et mesures du rendement</b>		
	Aucun suivi nécessaire		
<b>9.0</b>	<b>Systèmes électroniques de gestion des données – nouveaux systèmes en cours d'élaboration</b>		
	Aucun suivi nécessaire		
<b>10.0</b>	<b>Publications électroniques et Programme de services de dépôt – le défi de tenir à jour les bibliothèques statistiques</b>		
	Aucun suivi nécessaire		
<b>11.0</b>	<b>Autres questions</b>		
11.1 (Page 15)	Il est décidé que les rapports officiels des contacts non routiniers ne seront plus préparés.	Secrétariat des relations fédérales-provinciales-territoriales	Des rappels seront envoyés aux Statisticiens en chef adjoints et aux directeurs de SC du fait qu'ils doivent informer les organismes statistiques lorsqu'il y a des initiatives majeures de consultation.

	POINT	RESPONSABLE	MESURE
5.3 (Page 9)	Des préoccupations sont exprimées concernant l'adoption de l'Indice de volume en chaîne Fisher.	Comité fédéral-provincial-territorial des comptes économiques provinciaux	Plus de renseignements sur l'indice Fisher seront donnés lors de la rencontre de novembre 2001. De plus, des conférences seront présentées dans les régions.
5.4 (Page 9)	Le coordonnateur statistique des Territoires du Nord-Ouest demande une mise à jour sur le statut du vecteur des employés pour les tableaux provinciaux des entrées-sorties.	Comptes nationaux et études analytiques	La diffusion de décembre a dû être reportée. Les vecteurs pour les tableaux provinciaux seront disponibles un mois après les données nationales. Cela sera discuté plus à fond.
<b>6.0</b>	<b>Statistique du commerce et des entreprises</b>		
6.1 (Page 11)	Des préoccupations sur la confidentialité ont été soulevées lors de la dernière rencontre du Comité fédéral-provincial-territorial sur la statistique des entreprises.	Directeur général, Statistique économique	Le Statisticien en chef adjoint, Ray Ryan, a soulevé la possibilité d'avoir une rencontre afin de se concentrer uniquement sur la question.
6.2 (Page 11)	Le coordonnateur statistique des Territoires du Nord-Ouest a soulevé les difficultés que soulèvent la suppression des données et la confidentialité.	Directeur général, Statistique économique	M. George Andrusiak organisera une session pour expliquer les critères de suppression appliqués par les divisions.
6.3 (Page 12)	Des problèmes ont été expérimentés lors de la publication de données sur les investissements de capitaux pour de nouvelles initiatives d'importance.	Division de l'investissement et du stock de capital	Des discussions ont lieu entre la division et les coordonnateurs statistiques.



2000

1010474669

STATISTICS CANADA LIBRARY  
BIBLIOTHÈQUE STATISTIQUE CANADA



1010474669

C. 2